Maxence Bonnefoy

Consentement ou contrainte ? Enseigner l'expérience combattante pendant la Première Guerre mondiale en classe de Première L/ES

BONNEFOY Maxence. *Consentement ou contrainte ? Enseigner l'expérience combattante pendant la Première Guerre mondiale en classe de Première L/ES*, sous la direction d'Olivier CHATELAN. - Lyon : Université Jean Moulin (Lyon 3), 2019.
Mémoire soutenu le 12/06/2019.

Document diffusé sous le contrat Creative Commons « Paternité – pas d'utilisation commerciale - pas de modification » : vous êtes libre de le reproduire, de le distribuer et de le communiquer au public à condition d'en mentionner le nom de l'auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ni l'utiliser à des fins commerciales.

BONNEFOY Maxence M2A MEEF Histoire-géographie

Année universitaire 2018-2019

Consentement ou contrainte ?
Enseigner l'expérience combattante pendant la Première Guerre mondiale en classe de Première L/ES

Sous la direction de M. Olivier CHATELAN

Maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Jean Moulin Lyon III

Université Jean Moulin – Lyon III

Faculté des Lettres et Civilisations

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier Monsieur Olivier Chatelan qui a accepté d'être mon directeur de mémoire et d'encadrer mes recherches, pour son aide, ses précieux conseils, et sa disponibilité.

Je ne peux oublier mes parents qui ont participé à l'élaboration de ce mémoire en acceptant de le relire et Noémie Berger pour son soutien quotidien et son aide précieuse pour l'écriture d'un mémoire.

Je remercie également mon tuteur Loïc Doléans et tous mes collègues du Lycée La Martinière Duchère pour leur gentillesse et leurs conseils en matière de pédagogie et de didactique, mais aussi mes camarades de master MEEF qui ont vécu la même expérience cette année.

Je souhaite enfin dédier ce mémoire à mon grand-père, instituteur et grand passionné d'Histoire, qui, en plus de mon père, m'a transmis ce goût pour l'Histoire.

Sources et légendes des documents de la page de garde :

La Grande Guerre dessinée par des écoliers [en ligne] http://centenaire.org/fr/tresors-darchives/la-grande-guerre-dessinee-par-des-ecoliers-vieux-montmartre-les-combats

« Un soldat blessé au bras, porte son lieutenant qui a les deux jambes fracassées. Malgré ses blessures il donne le signal de l'attaque », anonyme, non daté.

« Le Noël du Poilu », Bucher, 25 novembre 1917.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS 2

SOMMAIRE 3

INTRODUCTION 6

PARTIE 1 : CADRE THÉORIQUE 12

I. LA PLACE ET LE DEVELOPPEMENT DE LA CONTROVERSE DU CONSENTEMENT ET DE LA CONTRAINTE DU SOLDAT AU SEIN DE L'HISTORIOGRAPHIE FRANÇAISE DE LA GRANDE GUERRE 12

A. Trois configurations historiographiques de la Grande Guerre et un intérêt croissant porté sur la place du combattant 12

1. De la guerre jusqu'aux années 1960 : une configuration militaire et diplomatique et des « poilus » portés disparus 12
2. Des années 1960 à la fin des années 1980 : une configuration sociale sous influence marxiste et le retour des hommes sur le champ de bataille 14
3. Le désaveu du marxisme : le glissement vers une démarche culturelle et sociale depuis 1990, un pas dans l'intimité des hommes et des femmes dans la guerre 17

B. « École du consentement » et « école de la contrainte », deux conceptions de la vie du combattant dans la Grande Guerre 21

1. La naissance d'une controverse historiographique : « une guerre des tranchées » entre historiens ? 21
   a. Deux « écoles », deux « institutions » : L'historial de la Grande Guerre de Péronne et le Collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 1914–1918 (CRID 14-18) 21
   b. Des productions qui l'alimentent : deux paradigmes qui s'opposent et mobilisent la communauté historienne 23
2. Au-delà du débat strictement franco-français : le point de vue des historiens anglo-saxons 26
3. Vers une « paix de compromis » : un débat définitivement tranché aujourd'hui ? 28
   a. Une polémique artificielle ? Entre mises au point scientifiques et exaspération des « extérieurs » à la querelle 28
   b. Une querelle définitivement enterrée ? 32

II. CONSENTEMENT OU CONTRAINTE ? AU CŒUR DES DEBATS CRISTALLISES AUTOUR D'UNE QUESTION : « POURQUOI ET COMMENT ONT-ILS TENU ? » 35

A. Une controverse avant tout fondée sur des désaccords sémantiques 35

1. De la difficulté de définir le consentement : un large spectre d'interprétations 36
2. L'application des thèses de George Mosse au paradigme du consentement : l'intégration controversée de la « brutalisation » 39
3. Le terme de la discorde : la « culture de guerre » confrontée à la « culture de paix 43

B. La démarche et le travail de l'historien au cœur du débat 47

1. Une pratique courante : remettre en cause la qualité du travail de « l'adversaire » 47

2. Vers une nécessité de dépasser une histoire culturelle ? 50
3. L'historien confronté à la source : un débat « embourbé sur le terrain du témoignage » 52
a. Une « dictature du témoignage » : le cas de Jean Norton Cru 52
b. Une bataille pour les « bons » et contre les « mauvais » témoignages 56
C. Une histoire des hommes mais de quels hommes ? 58
1. Histoire d'en haut face à histoire d'en bas ou comment s'approprier l'histoire des « poilus » 58
2. Le cas des mutins et des « fusillés pour l'exemple » : symbole des lectures divergentes des « péronnistes » et des « cridistes » 60
III. UN DEBAT QUI RAISONNE DANS LA SPHERE PUBLIQUE : DES ENJEUX SOCIETAUX 63
A. Un combattant consentant et héroïque ou victime de la guerre : un enjeu mémoriel 63
1. La critique d'une approche historiographique « aseptisée » : le refoulement de l'après-guerre 64
2. Une mémoire majoritairement « victimisante » ? 66
3. Mémoire et société : une demande sociale de mémoire 68
B. Quand la politique s'insère dans le débat : une surimposition du clivage politique sur la querelle historiographique. 71
1. Les commémorations de la Grande Guerre et l'intervention de la politique : l'épineux sujet de la réintégration ou réhabilitation des « fusillés pour l'exemple ». 72
2. L'historien et la commémoration : quel rôle à jouer ? 75
a. Les nombreuses réactions d'historiens aux propos de Lionel Jospin du 11 novembre 1998 75
b. La commémoration, une affaire d'historien ? 77
C. La controverse et ses différents champs d'influence : une bataille institutionnelle et d'opinion publique 81
1. Dans le champ institutionnel : la domination du consentement 81
2. Dans l'opinion publique, avantage à la contrainte 84
a. Dans les productions audiovisuelles et vidéoludiques 84
b. Dans la littérature et la bande dessinée 88

PARTIE 2 : CADRE PRATIQUE 91

I. L'EVOLUTION DE L'ENSEIGNEMENT DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE 92
A. La place de la Première Guerre mondiale dans l'enseignement hier : une histoire mouvementée 92
1. De l'histoire immédiate à l'après Seconde Guerre mondiale : une approche militaire et patriotique 92
2. Des années 1950 à 2000 : d'une histoire militaire persistante à une conception globale et totale de la Grande Guerre 94
B. Et aujourd'hui ? L'expérience combattante dans une guerre totale 96
1. Comparaison de trois manuels de Première ES/L (Hachette, Nathan, Magnard).. 96
2. Une présence inégale dans la série S et les séries technologiques 101
3. Quelle place dans les futurs programmes issus de la réforme du lycée ? 102
4. Au collège : également une approche sous l'angle de la guerre totale. 104

C. Le Bulletin Officiel et la proposition de mise en œuvre d'Éduscol pour la classe de Première ES/L *104*
1. Les instructions du Bulletin Officiel 104
2. La proposition de mise en œuvre de la fiche Éduscol 105

II. ADAPTATION DE LA CONTROVERSE CONSENTEMENT/CONTRAINTE DANS UNE CLASSE DE PREMIERE L/ES 106

A. Décentrer le regard des élèves : de la Grande Guerre comme objet d'étude à une implication dans le travail de l'historien *106*
1. Un nécessaire cadre chronologique, factuel et thématique de la Grande Guerre 107
2. Initier les élèves au travail et aux questionnements de l'historien : comment et pourquoi les soldats ont-ils tenu ? 108

B. Une possible ouverture sur quelques enseignements optionnels au lycée *111*
1. Cinéma et audiovisuel : proposition pédagogique sur le film Joyeux Noël 111
2. Histoire des arts : la bande dessinée de Tardi, une double approche artistique et historique 113

CONCLUSION 115

BIBLIOGRAPHIE 118

SITOGRAPHIE 124

FILMOGRAPHIE 126

INTRODUCTION

« La France a donné au cours de ces trente mois bientôt de guerre un exemple peut être unique de guerre de fermeté. Mais il serait puéril de croire, comme quelques-uns l'affectent, que la nature française moderne échappe aux faiblesses humaines et que des millions de soldats vivent tous, constamment, dans l'attitude héroïque de personnages cornéliens. […] Ils résistent [les soldats] et cela est presque incroyable. Ils sont sombrement résignés. Mais il faudrait une ignorance presque choquante pour croire aux récits de certains, qui nous les représentent comme pleins de joie à l'idée qu'ils vont mourir et comme désespérés à la seule pensée que la paix puisse venir les empêcher de vivre sous les schrapnells, de coucher dans la boue et d'être dévorés par la vermine. »[1]. Voilà comment le Premier ministre Belge, Louis de Brouckère, à l'été 1916, analyse l'attitude du soldat Français pendant la Première Guerre mondiale. Ses propos sont dignes d'intérêt pour plusieurs raisons. Deux conclusions s'opposent, une qui fait état de certains soldats qui consentent au combat, dans une attitude presque « héroïque », tandis que de nombreux autres combattants semblent usés par la guerre. Les mots employés sont riches de sens : « résistent », « sombrement résignés ». Il ne faut pas oublier l'année de ce discours, en 1916, cela fait deux ans que les soldats font la guerre alors qu'ils croyaient en une guerre éclaire. Résignés, ils le sont sans doute. Ils résistent, ce qui semble « presque incroyable », mais continuent-ils à se battre, à tenir « sous les schrapnells », dans la boue avec la vermine parce qu'ils consentent à se battre et à finir cette guerre qu'ils avaient commencé par enthousiasme ou plutôt parce qu'ils n'ont pas le choix, car de nombreux facteurs les contraignent à faire cette guerre qu'ils n'ont jamais voulu ? Pour Louis de Brouckère, le consentement semble s'éroder, surtout à l'idée de mourir dans la joie, mais pourtant les soldats continuent à tenir, à résister, même dans la résignation. Ce constat de 1916, préfigure un dilemme moral mais aussi scientifique, qui naît environ 80 ans après les propos de Louis de Brouckère, une controverse historiographique qui durant près de 20 ans, se développe et se crispe autour d'une question centrale qui divise : Comment et pourquoi les soldats ont-ils tenu pendant la Grande Guerre ? Serait-ce par consentement ou plutôt par contrainte ?

Cette controverse historiographique, que nous nommerons, controverse du consentement et de la contrainte, naît à la fin des années 1990 et puise ses racines dans l'histoire culturelle. Au départ rien ne destinait les débats à prendre une telle ampleur et à s'étaler jusqu'à la fin de la première décennie des années 2000. Celle-ci s'ancre au sein de deux institutions :

[1] COCHET François, PORTE Rémy (dir.), *Dictionnaire de la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Robert Laffont, 2008, p. 35.

l'Historial de la Grande Guerre de Péronne qui est un musée, un centre de recherche international, qui dispose de moyens importants pour le développement de la recherche et organise de nombreux colloques et rencontres entre historiens français et étrangers. L'Historial de Péronne a beaucoup travaillé en partenariat avec la Mission Centenaire de 1914-1918 par le biais d'expositions temporaires[2]. Son rôle est essentiel dans le développement de la muséographie de la Grande Guerre mais aussi dans les thèses que développent les historiens qui travaillent pour l'Historial, certains faisant partie des chercheurs les plus éminents sur cette guerre. En face, se développe une opposition qui ne se retrouve pas dans les thèses que développement ces historiens. Ceux-ci s'agrègent pour former finalement le Collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 1914-1918 (CRID 14-18) en 2005. Les débats n'ont pas attendu la formation du CRID 14-18 pour se développer, mais la création de ce collectif permet de donner plus de cadre, de poids et de « légitimité » face à la puissance que peut représenter l'Historial de la Grande Guerre de Péronne. Le choix du lieu du siège est aussi intéressant, tandis que l'Historial est basé à Péronne, une ville symbolique qui a été occupée par les troupes allemandes, libérée après la bataille de la Marne, qui se trouvait aussi dans le secteur français lors de la bataille de la Somme et enfin réoccupée par les Allemands en 1918 ; le CRID se base à Craonne, lieu rendu célèbre par la Chanson de Craonne ainsi que les mutineries qui ont succédé à l'échec de l'offensive du Chemin des Dames en 1917. Ces différentes thèses sont portées par des historiens qui montent au front. Du côté de Péronne, Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker sont les déclencheurs de la controverse. Leurs thèses sont très majoritairement partagées par des historiens comme Jean-Jacques Becker ou Christophe Prochasson. Chez le CRID 14-18, ceux qui s'opposent originellement et qui font naître la controverse sont Rémy Cazals et Frédéric Rousseau. Ils sont suivis notamment par Nicolas Offenstadt, André Loez ou encore Nicolas Mariot. D'autres historiens comme Jean-Yves Le Naour et surtout Antoine Prost, prennent part à cette controverse mais sans se positionner explicitement, ils donnent leur avis et pointent souvent les limites de celle-ci.

Cette controverse pourrait être comparée à un iceberg. La partie émergée, celle d'un débat sur l'expérience combattante, sur des soldats qui auraient tenu pendant la guerre par consentement ou par contrainte, peut sembler assez compréhensible. La plupart du temps, pour les non-historiens ou pour les historiens non spécialistes de la Grande Guerre, la réponse découle de notre représentation de cette guerre, souvent construite par le cinéma, les documentaires, la littérature ou les lectures plus scientifiques. Nous ne voyons donc que la face

[2] Actuellement l'exposition « Il était une fois » à propos de la bande dessinée *Traces de guerre*.

émergée de ce que la controverse peut proposer. En effet, il suffit de se plonger dans les nombreuses lectures pour se rendre compte de l'incroyable profondeur du sujet qui permet de traiter et développer de multiples objets d'étude propres à la Grande Guerre. La face immergée de l'iceberg. Ce sujet est donc plus riche qu'il ne peut laisser penser lors de la première approche, il nous fait naviguer entre les diverses thématiques abordées dans les différentes thèses, les débats qui les parcourent et nous permet de suivre les étapes, les cheminements et les caractéristiques propres du travail de l'historien.

Les thèses développées et les débats qui suivent donnent lieu à de nombreux ouvrages, articles et comptes-rendus d'ouvrages parfois acerbes. Les thèses et les ouvrages objets des critiques sont essentiellement ceux des historiens de l'école de Péronne, surtout Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau avec *14-18, retrouver la guerre*, paru en 2000. Ce sont essentiellement les historiens du CRID qui sont dans le ton plus polémique à l'image de Rémy Cazals mais surtout de Frédéric Rousseau, qui, encore en 2018, continu de maintenir certains aspects de la controverse vivants. Les deux historiens, pour répondre à l'ouvrage de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, publient en 2001, *14-18, le cri d'une génération*.

L'origine de la controverse est avant tout sémantique. En effet, les historiens du CRID rejettent totalement l'emploi de trois concepts. Le premier est évidemment celui de « consentement » auquel ils opposent la « contrainte », qui donne le nom, sans doute bien trop réducteur, à la controverse. Ce terme de consentement est le résultat de deux autres concepts. Tout d'abord celui de « brutalisation » dont le père est l'historien américain George Mosse. Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker intègrent ce concept à leurs thèses. Les violences extrêmes sur le front et leur acceptation par les soldats et l'arrière en seraient la justification. Le concept originel de leurs thèses est la « culture de guerre », toute la société partagerait des représentations communes, ce qui justifie que la guerre soit totale et que les violences, la brutalité, soient cautionnées et consenties par la société française dans son ensemble. C'est sans doute le concept le plus discuté et celui qui fait le plus réagir et pas uniquement chez les historiens du CRID. Mais le débat glisse au-delà de ces concepts, c'est le métier de l'historien qui est en jeu, la façon de faire et d'écrire l'histoire. La méthode est au centre des débats par le biais des sources, des témoignages de poilus. L'historien serait-il privé de liberté, emprisonné par les témoignages et par certains témoins modèles ? Peut-il y avoir une dictature du témoignage ? C'est ainsi que la controverse trouve son paroxysme, dans la question des mutineries et des « fusillés pour l'exemple ». Les historiens de Péronne relativisent et minimisent le suivi et les répercussions des mutineries tandis que les historiens du CRID militent pour faire des mutins et des « fusillés pour l'exemple » les représentants des soldats

contraints et victimes des répressions de la justice militaire. Fait encore plus intéressant, et c'est en cela que la controverse montre toute sa richesse, tous ces débats et principalement ce dernier, trouvent un écho dans notre société, que cela soit chez les citoyens ou la politique. La mémoire de la Première Guerre mondiale est active et mouvante, la période du Centenaire en témoigne. Du côté de Péronne, une mémoire aseptisée et « vicitimisante » est dénoncée. Les représentations dans la littérature et dans le cinéma en seraient la parfaite justification, tant le thème du soldat martyr, victime d'une guerre qu'il n'a pas voulu faire ou d'une justice militaire répressive, est ancré dans les esprits. Cette mémoire semble être relayée par une frange de la population, souvent des descendants de « fusillés pour l'exemple ». Celle-ci pourrait presque être qualifiée de « question socialement vive » car aujourd'hui encore, des demandes de réhabilitation sont soumises. Certains citoyens se sont même emparés de cette mémoire. Sur cette même thématique, le discours de Lionel Jospin en 1998 pour réintégrer les « fusillés pour l'exemple » dans la mémoire nationale a provoqué une polémique politique et permet aussi de réfléchir sur la place de l'historien dans les commémorations. L'historien doit-il être le garant scientifique des commémorations ou doit-il laisser la politique s'en charger intégralement ?

La richesse des objets d'étude a pu engendrer quelques dérives. La controverse, avant tout scientifique, a parfois semblé s'en détourner et prendre le chemin de règlements de compte personnels, une bataille de réputation à entretenir. Les débats ont pu être enflammés et les mots parfois très durs voire violents. Outre l'incontestable apport scientifique de la controverse, nombre d'historiens se sont élevés contre la crispation qu'elle a pu engendrer. Une grande partie de la communauté historienne de la Grande Guerre, s'est alors concentrée sur les débats, sur les thèses à défendre ou à décrédibiliser. La réputation de chaque acteur était en jeu. La recherche universitaire, ainsi que les travaux de thèses ont été influencés, les étudiants devaient choisir un camp. La puissance des débats a ainsi pu polluer, paralyser la recherche à un certain moment et la diversité des sujets en a pâti. Antoine Prost représente les historiens extérieurs à la controverse qui ont dénoncé la mainmise et la surreprésentation de ces débats dans le paysage historiographique de la Première Guerre mondiale, qui a pu se retrouver pris en otage.

L'enseignement a aussi été imprégné par la controverse. Comme dans la culture populaire où l'idée de la contrainte est plutôt partagée, dans le domaine institutionnel le consentement semble l'emporter. En effet, dès le début des années 2000, les concepts de Péronne, « brutalisation » et « culture de guerre », sont présents dans les textes des programmes scolaires et dans les manuels. Les ouvrages des historiens de Péronne sont souvent indiqués en bibliographie, scientifiquement leurs thèses semblent faire plus foi que celles du CRID. De plus la structure de l'Historial de Péronne est bien plus puissante et bénéficie d'une solide réputation

dans le cadre institutionnel. Cependant, bien qu'ils soient encore présents, les programmes et manuels actuels font état d'une actualisation historiographique qui permet de modérer les conclusions de Péronne. La controverse est même parfois présente sous forme de dossier dans certains manuels, preuve de son importance dans l'historiographie. Celle-ci peut donc être adaptée dans l'enseignement, plus particulièrement au lycée, en classe de Première L/ES. Je tiens à préciser que n'ai pas eu la chance d'avoir de classe de Première au lycée cette année, je n'ai donc pas pu mettre en pratique l'adaptation de la controverse à une situation d'enseignement. Quoiqu'il en soit, en cette année scolaire 2018-2019, l'étude de la Première Guerre mondiale revêt une importance singulière car elle se situe dans le contexte de la fin des célébrations du Centenaire de 14-18, qui avaient débuté en l'année 2014. Dans ce contexte commémoratif, chaque académie possède un référent « mémoire et citoyenneté » depuis 2013 qui peut permettre une réflexion mémorielle. Le Centenaire vise à mettre en place des projets nationaux ou académiques avec trois objectifs principaux : retrouver/partager les mémoires, comprendre l'histoire, hériter d'un patrimoine et faire devenir les élèves des « héritiers » du patrimoine qui leur était attaché, les impliquer, donner du sens à leurs apprentissages. Des projets sont donc labellisés et inscrits à l'agenda national officiel du centenaire. Il s'agit donc de changer le « devoir de mémoire » en « travail de mémoire » pour éviter le côté injonction mémorielle. Finalement la Mission Centenaire a eu pour effet une réactualisation des connaissances de la Grande Guerre ainsi qu'une synergie entre école et monde extérieur (musées, archives, mémoriaux). Dans ce contexte, il s'agira de permettre à l'élève d'étudier diverses thématiques qu'offre la controverse, tout en décentrant son regard pour qu'il puisse approcher le travail de l'historien et aussi s'ouvrir aux arts comme le cinéma, la littérature ou la bande dessinée.

Je souhaitais travailler en histoire contemporaine et le choix d'un sujet sur la Première Guerre mondiale s'est imposé tout naturellement. C'est une période, qui très tôt, m'a fasciné et passionné. Cette guerre a toujours été synonyme de mystère teinté d'un certain mysticisme. Ces soldats coincés dans des tranchées boueuses, au contact de la vermine et voisins de la mort, ont toujours éveillé en moi empathie et curiosité. C'est une période d'une richesse immense, les expériences combattantes le sont tout autant, les archives témoignent de la diversité de celles-ci. Ces hommes, ces poilus d'un autre temps, comment ont-ils fait pour tenir quatre années durant dans les violences quotidiennes des combats, des conditions parfois inhumaines, loin de leurs familles, de leurs terres ? Comment ont-ils fait pour accepter l'éventualité de ne peut-être jamais revenir chez eux, revoir femmes et enfants ? Voilà les principales questions qui me venaient à l'esprit, des questions centrales dans la controverse du consentement et de la

contrainte. Celle-ci a permis d'apporter quelques réponses et surtout d'aller au-delà de mes propres représentations des expériences de ces soldats, construites majoritairement par le cinéma. J'ai pu découvrir à quel point il était incroyablement difficile de donner une réponse définitive à cette question. J'en suis ainsi venu à me demander, comment cette controverse a-t-elle permis, au-delà des crispations de débats parfois enflammés, de développer et de renouveler de multiples objets et thématiques de l'historiographie française de la Première Guerre mondiale ? Comment l'intégrer et l'enseigner au lycée, dans des programmes qui ne la mentionnent pas explicitement ? Il y a un avant et un après la controverse dans l'historiographie de la Grande Guerre.

Je commencerai cette étude par une première partie théorique. Je m'intéresserai en premier lieu à la place et au développement de la controverse dans l'historiographie française de la Grande Guerre. Il sera ainsi question de faire un rappel des différentes phases de l'historiographie, de retracer le parcours de la controverse dans celle-ci et d'en montrer également la visibilité médiatique et les limites. En second lieu viendra la substance des débats de la controverse, les éléments qui causent les principaux désaccords entre le CRID et l'Historial de Péronne. Ceux-ci sont avant tout sémantiques et aboutissent sur la légitimité même des travaux des historiens et de la méthode qu'ils emploient. La question de l'utilisation de la source et donc du témoignage est ici centrale et aboutit ensuite sur les mutineries qui symbolisent l'apogée des débats. Enfin j'étudierai la résonance des débats dans la sphère publique. Il s'agit ici d'enjeux mémoriels notamment autour de la figure des « fusillés pour l'exemple », figure reprise dans les commémorations et donc la politique qui s'en empare avec toutes les problématiques que cela engendre. Finalement les débats ont différents champs d'influence, de l'enseignement à la culture populaire avec le cinéma et la littérature.

Dans une seconde partie, je développerai l'adaptation didactique de la controverse. Je m'intéresserai d'abord à l'enseignement général de la Grande Guerre, à son évolution et aux demandes du ministère pour l'étudier en classe aujourd'hui. Il s'agira ensuite d'imaginer son adaptation en classe de Première L/ES. En cette fin de période de Centenaire, l'étude de la controverse permettra aux élèves d'étudier plusieurs thématiques variées et surtout de se familiariser avec la recherche et le travail de l'historien. Il est également possible de l'intégrer dans les enseignements optionnels du lycée, dans le cinéma ou l'histoire de l'art.

PARTIE 1 : CADRE THÉORIQUE

I. La place et le développement de la controverse du consentement et de la contrainte du soldat au sein de l'historiographie française de la Grande Guerre

A. Trois configurations historiographiques de la Grande Guerre et un intérêt croissant porté sur la place du combattant

L'historiographie de la Grande Guerre pourrait être divisée en trois configurations distinctes et chronologiques : une militaire et diplomatique dès l'après-guerre, une sociale et empreinte de marxisme et enfin une conception plus culturelle dans la continuité de la configuration sociale, encore pratiquée par les historiens aujourd'hui. Cependant « tous les types d'histoire sont présents au sein de chaque configuration : c'est leur place respective qui se modifie, leur poids qui change, leur rôle dans la problématique et l'argumentation qui se transforme »[3].

1. De la guerre jusqu'aux années 1960 : une configuration militaire et diplomatique et des « poilus » portés disparus

La première configuration de l'histoire de la Grande Guerre serait militaire et diplomatique, elle pourrait être considérée comme « l'imbrication des acteurs et des historiens » au sens où ce sont les anciens combattants qui font l'histoire de la guerre. Les contemporains ont appelé la guerre « grande guerre » dès 1915, « son histoire n'attend donc pas pour s'écrire que les canons se soient tus. La précocité est saisissante »[4]. Les acteurs de cette guerre avaient d'ores et déjà conscience que ce conflit n'était pas comme les autres tant dans la violence nouvelle ainsi que la durée. La génération d'historiens qui prend corps dans cette configuration est nommée génération de 1935, « l'année d'une première confrontation entre historiens français et allemands »[5]. Les historiens reconnus comme Pierre Renouvin ou Maurice

[3] PROST Antoine, WINTER Jay, *Penser la Grande Guerre : Un essai d'historiographie*, Paris, Points, 2004, p. 49.
[4] *Ibidem*, p. 16.
[5] *Ibidem*, p. 274.

Genevoix étaient sur le front. Cette génération pense la guerre comme l'affrontement entre des nations, une continuité depuis la fin du XIXe siècle.

Les ouvrages de cette génération sont souvent influencés par les amitiés et ont des partis pris, « les auteurs ont conscience de l'importance de leurs écrits pour le moral de la nation »[6]. Des revues spécialisées sur la guerre voient le jour comme la *Revue d'histoire de la guerre mondiale* qui comprend des articles d'historiens ainsi que des témoignages de généraux ou de diplomates. À cette époque le travail des historiens est de publier les documents diplomatiques et de faire une histoire militaire. C'est le cas de Renouvin qui publie *La crise européenne et la Grande Guerre*, 1934, une histoire politique, militaire et diplomatique où à peine plus de deux pages sont consacrées aux grèves de 1917 et aux mutineries. La question des mutineries n'est pas une priorité de ces historiens car « les contemporains sont hantés par une question qui commande leur historiographie : celle des responsabilités de la guerre ». Certains se risquent cependant à s'intéresser aux mutineries comme Jean-Marie Bourget qui fait la thèse qu'elles sont le résultat d'une propagande défaitiste ou pacifiste. À propos de ceci Renouvin réagit : « Il est difficile, dans l'état actuel de la documentation d'apprécier exactement la part qu'il faut attribuer dans l'origine des mutineries, aux causes « militaires » et aux causes « politiques » ; mais la preuve n'a jamais été donnée que le mouvement ait été organisé, comploté par un groupe d'agitateurs défaitistes »[7].

L'absence d'un grand intérêt pour les mutineries résulte de la remarquable absence des poilus dans les études, « c'est la guerre vue d'en haut, et ce qui se passe en bas n'y a pas sa place » comme le font remarquer Antoine Prost et Jay Winter. Selon Renouvin, encore lui, « les témoignages des combattants, dont la consultation est très utile pour comprendre l'atmosphère de la bataille, ne peuvent guère donner de renseignements sur la conduite des opérations, car l'horizon de ces témoins était trop limité ». Le témoignage d'un poilu ne revêt donc pas ici la valeur de source historique pour servir à l'histoire militaire telle qu'elle est pratiquée. Les combattants ne sont pas oubliés mais bien exclus volontairement, « l'histoire de l'époque ne s'intéresse pas à l'individu mais veut adopter un point de vue d'ensemble : les soldats sont des pions qui ne comptent pas »[8]. Leurs témoignages ne comptent pas car ils sont trop éloignés des problématiques du commandement, ils relèvent plus à l'époque de la littérature ou de la psychologie. Antoine Prost et Jay Winter en concluent que cette approche déshumanise la guerre car la vision en est purement technique, cette « conception de l'histoire traduit un retard

[6] *Ibidem*, p. 17.
[7] Dans l'ordre des citations : *Ibidem*, p. 18 et 26.
[8] Dans l'ordre des citations : *Ibidem*, p. 27 et 111.

de l'histoire : elle pense la guerre de 1914 avec les mots, les concepts et les schémas explicatifs forgés pour les guerres du XIXe siècle »[9]. Mais cette absence des combattants relève également du désintérêt des combattants, eux même, pour l'histoire. Il y a une littérature des anciens combattants qui racontent les combats et non pas une visée scientifique et historique. Jean Norton Cru, un ancien combattant qui a procédé à un tri entre ce qu'il considérait comme les « bons » ou « mauvais » témoignages, dénonce la vision exclusivement militaire de la guerre qui est, selon lui, une idée fausse des combats.

> « L'histoire militaire est composée presque uniquement de ces faits là et elle donne aux-non combattants cette notion fausse que la guerre est issue d'une trame continue de faits tactiques : attaques, défenses, avances, reculs, prises d'hommes et de matériel, ou pour tout dire, petites victoires et petites défaites. Hors de cela, l'histoire actuelle ne sait rien raconter. La vie du front nous a enseigné autre chose et nous avons perdu la superstition des faits militaires »[10].

L'approche de Jean Norton Cru est un premier pas vers une réintégration des combattants, il rejette autant les témoignages des pacifistes que des nationalistes. Cependant les historiens sont peu convaincus par ce livre car Norton Cru n'est tout d'abord pas un historien et la question de sa propre subjectivité est posée : quelle est finalement sa légitimité pour dire si un témoignage est bon ou mauvais ? Sa démarche et le résultat de son travail divisent encore aujourd'hui les historiens, notamment les acteurs de la controverse du consentement et de la contrainte.

2. Des années 1960 à la fin des années 1980 : une configuration sociale sous influence marxiste et le retour des hommes sur le champ de bataille

La deuxième configuration prend place dans un creux historiographique au moment de la Seconde Guerre mondiale et de l'après-guerre avec une génération d'historiens appelée « génération de 1965 » par Prost et Winter. Elle se situe dans le contexte des commémorations de guerre avec le cinquantième anniversaire de la déclaration de guerre mais la place de la Grande Guerre est réduite en comparaison de celle de la Seconde Guerre mondiale, notamment pour sa place dans les tueries de masse.

---

[9] *Ibidem*, p. 113.
[10] Jean Norton Cru, *Témoins : essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants édités en français de 1915 à 1928*, Paris, Les Étincelles, 1929, cité dans PROST Antoine, WINTER Jay, *Penser la Grande Guerre*… op. cit., p. 117.

Le changement de configuration résulte en partie d'un effet de génération car « tous les anciens combattants ont plus de soixante ans en 1960 ; ils ont pris ou vont prendre leur retraite. C'est le moment des retours sur une jeunesse qui fut exceptionnelle, et dont ils voudraient que le souvenir ne se perde pas »[11]. De plus l'apparition de la télévision permet une plus grande résonance des expériences de ces témoins directs de la guerre. En 1959, l'émission *1914-1918 : la Grande Guerre* est confiée à Marc Ferro. Elle est franco-allemande, diffusée le même jour, même heure dans les deux pays. C'est avant tout une émission de montage avec témoignages et images de guerre, elle revêt une perspective internationale. Pour Marc Ferro, « faire un film n'est pas mettre des images sur un récit ; c'est composer un récit historique avec des idées ».

Le tournant principal est la parution de *Vie et mort des Français, 1914-1918* de Jacques Meyer, André Ducasse et Gabriel Perreux avec une préface de Maurice Genevoix. Cet ouvrage marque un changement ici car il s'agit d'intégrer les hommes, les femmes et plus globalement les Français dans l'histoire de la Grande Guerre. Le travail de ces historiens pourrait presque être apparenté à une technique de journalisme car les témoignages sont intégrés dans le récit. Se met ainsi en place une histoire sociale qui a du succès auprès du grand public avec par exemple *La vie quotidienne des soldats* de Meyer en 1966 qui contient un chapitre sur l'arrière, une histoire du peuple français plutôt que de la nation française et une histoire vue d'en haut et d'en bas. Le cas des mutins de 1917 fait aussi son apparition dans les études, Guy Pedroncini écrit d'ailleurs une thèse sur la conduite de la guerre de mai 1917 à l'armistice et entreprend une sociologie des mutins de 1917[12]. L'ouverture des archives militaires permet la réalisation de ces nouveaux travaux.

Les historiens des années 60 et ensuite 70 sont inspirés par le marxisme et leurs travaux en sont imprégnés : « La génération des historiens qui prend la relève conçoit l'histoire comme une intrigue dont les acteurs sont les classes sociales »[13]. Pour exemple, Jean-Jacques Becker s'était consacré en premier à la trahison de la sociale démocratie en 1914 avec les antimilitaristes, Antoine Prost à la CGT sous le Front Populaire. Dans sa préface de la synthèse de Marc Ferro, *La Grande Guerre 1914-1918* (1969), Paul Renouvin décrit l'ouvrage en ces mots teintés de cette approche sociale : « L'attitude des populations au moment où commence la guerre ; les formes de la lassitude lorsque l'épreuve se prolonge ; les espoirs que donnent

[11] PROST Antoine, WINTER Jay, *Penser la Grande Guerre… op. cit.*, p. 33.
[12] PEDRONCINI Guy, *Les Mutineries de 1917*, Presses universitaires de France, 1967.
[13] PROST Antoine, WINTER Jay, *Penser la Grande Guerre… op. cit.*, p. 37.

cette lassitude aux militants révolutionnaires ; […] la formation des grands mouvements d'opinion »[14].

Un intérêt nouveau est porté aux témoignages des anciens combattants. En effet les historiens anglo-saxons mettent en place une histoire de l'expérience combattante basée sur les témoignages des anciens combattants ce qui constitue une nouveauté dans le changement de regard. Le livre pionnier vient de John Keegan en 1976 : *Anatomie de la bataille, Azincourt 1415, Waterloo 1815, La Somme 1916* où il analyse l'évolution de la façon dont se battent les hommes et s'intéresse à la guerre des tranchées, la *trench warfare*. Il étudie toute la vie qui se met en place dans les tranchées, les moments de calme, les combats, les trêves non officielles, les solidarités. Il porte également son intérêt à l'histoire ouvrière : « Qu'est devenu le militantisme des ouvriers britanniques ? Pourquoi cette armée est-elle la seule à ne pas avoir connue de mutinerie pendant la guerre ? »[15]. Selon lui la culture ouvrière sur le front amène une loyauté envers ses camarades et une « acceptation stoïque » de conditions matérielles très dures. Le sujet des mutineries interroge les historiens comme Leonard Smith[16] en 1974 sur la Ve division du général Mangin qui a été la plus touchée par les mutineries. Il insiste sur le rôle prépondérant de médiation des officiers subalternes qui sont le lien entre le commandement et les soldats. Cela permet de dire que le « consentement existe, et il importe, mais il reste profondément conditionnel »[17], liés aux relations qu'entretiennent soldats, officiers subalternes et commandement.

L'expérience de guerre portée par les historiens anglo-saxons fait son apparition dans l'historiographie française dans les années 1980. Dans les années 70-80, les historiens de la Grande Guerre n'ont plus les moyens qu'ils avaient pu avoir auparavant pour mettre à profit leurs recherches mais cela n'empêche pas certains de continuer de faire évoluer la recherche. Dans cette démarche sociale, Antoine Prost et Jean-Jacques Becker publient tous les deux des ouvrages consacrés aux anciens combattants et à l'engagement des Français dans la guerre[18]. Quelques années plus tard, en 1986, Stéphane Audoin-Rouzeau dans *14-18, les combattants des tranchées*, prend le parti d'étudier les journaux de tranchées comme le font les historiens anglo-saxons. Il s'intéresse à la vie quotidienne des combattants et les représentations qu'ils ont

[14] *Ibidem* p. 39.
[15] *Ibidem* p. 126.
[16] SMITH, Leonard V., *Between Mutiny and Obediance. The Case of the French Fifth Infantry Division during World War I*, Princeton, Princeton University Press, 1994.
[17] PROST Antoine, WINTER Jay, *Penser la Grande Guerre… op. cit*, p. 130.
[18] PROST Antoine, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, Paris, Presses de la FNSP, 3 vol., 1977 ; BECKER Jean-Jacques, *1914, comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977.

d'eux-mêmes et de l'arrière. Un engouement nouveau pour les témoignages individuels se développe, toute vie mérite d'être connue. L'un des pionniers est Rémy Cazals avec *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918* paru en 1978. Cet ouvrage est un immense succès éditorial. Il présente un combattant socialiste et anti militariste, futur symbole de la contrainte du combattant que porte Remy Cazals face à la thèse du consentement portée par Audoin-Rouzeau. Cependant certains remettent en cause ce témoignage car Barthas a retouché ses carnets après la guerre. Nous retrouvons Stéphane Audoin-Rouzeau qui a aussi édité des carnets, ceux de Paul Truffaut, l'un des témoins les plus authentiques mais il y a des preuves d'auto-censure qui montrent que les témoins pouvaient subir des pressions. L'intérêt croissant pour le vécu du soldat, et ses émotions permettent à une véritable historiographie du combattant de voir le jour. Elle est monopolisée par « deux questions d'ailleurs liées, dont l'une semble partagée et l'autre propre à la France : la violence de guerre et le consentement des combattants à la guerre. Toutes deux soulèvent la même question des témoignages »[19].

3. Le désaveu du marxisme : le glissement vers une démarche culturelle et sociale depuis 1990, un pas dans l'intimité des hommes et des femmes dans la guerre

Antoine Prost et Jay Winter discernent une troisième conception de l'histoire de la Grande Guerre, une conception qui s'insère dans les débuts de l'histoire culturelle dans l'historiographie française.

En effet, après la chute du Mur de Berlin, l'approche marxiste dans la méthode historique est moins prégnante, si bien que l'on peut observer un glissement de l'histoire sociale à tendance marxiste vers une histoire plus culturelle. Mais contrairement au passage de la première à la seconde conception, celui-ci se fait en douceur, dans une certaine continuité car dans l'histoire culturelle il y a indéniablement de l'histoire sociale qui découle directement de l'approche sociale. John Keegan est un bon exemple de ce glissement, dans *The Face of Battle* paru en 1976, il adopte une approche quasi anthropologique car il s'intéresse au comportement de l'homme au combat.

Antoine Prost et Jay Winter rapprochent cette conception de la génération d'historiens de 1992 avec la création de l'Historial de Péronne et le colloque « Guerres et cultures » qui marquent le passage net à l'approche culturelle. Cette génération peut profiter de l'explosion du renouveau historiographique universitaire qui créé un nouveau foisonnement scientifique,

[19] PROST Antoine, WINTER Jay, *Penser la Grande Guerre… op. cit*, p. 136.

de nouveaux centres d'intérêt de recherche et de nouvelles publications. C'est le cas des ouvrages qui amènent la controverse de la contrainte et du consentement comme *14-18 : retrouver la guerre* de Stéphane Audoin- Rouzeau et Annette Becker en 2000 et l'année suivante de *14-18 : Le cri d'une génération* de Rémy Cazals et Frédéric Rousseau. Civil ou combattant, l'individu prend une place prépondérante dans l'esprit des historiens. La *microstoria* n'est pas étrangère à cette évolution. La conception de l'armée change, l'individu se détache de la masse.

> La représentation de l'armée éclate : ce n'est plus des unités qui manœuvrent, ni des collectifs soudés, mais le lieu où des hommes souffrent, peinent ou s'exaspèrent et tuent dans l'emportement du combat ; l'armée s'efface en quelque sorte derrière la figure individuelle et multiple du soldat, des individus écrasés par un instrument de souffrance et de mort, auquel on ne peut pas résister[20].

Cette troisième génération publie également ses travaux dans un contexte historiographique où la Deuxième Guerre mondiale est bien plus présente. Cet intérêt pour le deuxième conflit mondial donne une résonance toute particulière à la Première. Après les massacres de la Deuxième Guerre mondiale et notamment le génocide juif, la Grande Guerre est présentée comme le point de départ de toute la barbarie qui jalonne le XXe siècle. C'est le cas de Joanna Bourke qui élève la Première Guerre mondiale en « matrice de la violence de guerre » dans son livre sur l'histoire intime de « tuer à la guerre » en 1999, *An Intimate History of Killing. Face-to-face Killing in Twentieth-Century Warfare.* Antoine Prost et Jay Winter la pensent même comme « la matrice d'un siècle tragique : des gens dans la guerre ». « Des gens dans la guerre » car comme nous l'avons vu, l'intérêt est plus poussé pour les victimes, des individus parfois anonymes car « toute vie compte et chacune mérite d'être prise en considération »[21].

C'est un fait que ce virage culturel permet l'étude de nouveaux thèmes sous le prisme des mentalités, des représentations, du sensible. Une historienne comme Sophia Delporte s'intéresse par exemple au parcours des « gueules cassées » en 1996[22], ces hommes sont le symbole des ravages qu'a pu entrainer la guerre tant sur le plan mental que physique. D'autres sujets plus tabous sont aussi traités comme la modification des pratiques sexuelles des soldats

[20] *Ibidem*, p. 280.
[21] Dans l'ordre des citations : *Ibidem*, p. 139 et 286.
[22] DELAPORTE Sophia, *Les Gueules cassées. Les blessés de la face de la Grande Guerre,* Paris, Noêsis, 1996.

avec la guerre par Jean-Yves Le Naour[23]. L'apport d'Alain Corbin, historien du sensible, est mentionné régulièrement par les historiens. Par exemple, Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker le citent pour appuyer leur propos sur les défaillances de l'historiographie et le rapport « pudique » des historiens à des sujets dits « sensibles »[24]. Mais le thème majoritairement mis en avant et analysé par les historiens est la violence de guerre, jamais connue auparavant dans aucune guerre. La Guerre marque ainsi l'entrée dans une nouvelle ère de violences. Le thème de violence de guerre fait bel et bien parti des préoccupations de l'histoire culturelle : « La violence et sa dénégation sont elles-mêmes des phénomènes culturels, et non seulement sociaux »[25].

Une nouvelle façon d'appréhender la Grande Guerre et la place que les hommes et les femmes ont pu y tenir prend ainsi racine et mobilise une large partie de la communauté historienne de la Grande Guerre : la querelle du consentement et de la contrainte. C'est à Antoine Prost que l'on doit cette appellation et, encore plus, l'idée de la constitution de deux écoles antagonistes : « Entre ce que l'on peut appeler pour faire vite, l'école de la contrainte et l'école du consentement patriotique, la polémique s'installe vite donc »[26]. Cette dénomination apparait pour la première fois dans son article « La guerre de 1914 n'est pas perdue » paru dans la revue *Le Mouvement social* d'avril-juin 2000. Celle-ci gravite autour d'une question somme toute assez simple dans sa formulation : pourquoi les combattants ont-ils tenu ? La querelle est majoritairement franco-française, comme le soulignent Antoine Prost et Jay Winter : « cette question n'est pas vraiment centrale pour les historiens anglo-saxons. En revanche elle tient dans le débat français des années 2000 une place envahissante »[27]. En effet cette question n'a pas été reprise par les historiens anglo-saxons. Finalement peu de pages de l'ouvrage d'Antoine Prost et Jay Winter sont consacrées à la controverse sur le consentement et la contrainte, les deux auteurs annonçant clairement leur position, « Notre ambition étant ici plus historiographique qu'historique, nous ne prendrons pas parti dans ce débat qui conduit ses protagonistes à durcir inutilement leurs formulations ». Cependant les grandes lignes de la querelle sont présentées ainsi que quelques mises au point sur la méthode historique. La thèse du consentement était déjà présente dans *14-18, les combattants des tranchées* de Stéphane Audoin-Rouzeau paru en 1986 mais Prost et Winter soulignent que « par la suite, S. Audoin-

[23] LE NAOUR Jean-Yves, *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre : les mœurs sexuelles des Français, 1914-1918*, Paris, Le Grand Livre du mois, 2002.
[24] « Un évident puritanisme a, jusqu'à une date très récente, lourdement pesé sur la recherche universitaire » dans AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette, *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000, p. 23- 24.
[25] PROST Antoine, WINTER Jay, *Penser la Grande Guerre… op. cit.*
[26] *Ibidem*, p. 142.
[27] *Ibidem*, p. 140.

Rouzeau et A. Becker (2000) ont présenté une thèse plus radicale qui fait de la culture de guerre […] l'explication du consentement des soldats à la guerre ». La notion de « culture de guerre » est l'un de points sensibles du débat entre les partisans du consentement et ceux de la contrainte. L'approche par la culture de guerre permet de faire une histoire commune entre soldats et civils comme le met en place le musée de l'Historial de Péronne en donnant autant d'importance aux soldats qu'aux civils. Prost et Winter ont des points d'accord mais aussi de désaccord sur ce terme. Ils l'avalisent car selon eux « après tout, en effet, dans leur masse, les populations ont consenti à la guerre dès le départ » et « le caractère le plus frappant du front intérieur a été le consentement des gouvernés à une guerre de massacre sans précédent ». En revanche « une culture de guerre nationale est à la fois évidente, et insuffisante pour rendre compte de la façon dont différents groupes sociaux résistent aux pressions de la guerre ». Ce terme doit donc être utilisé prudemment et non de manière excessive car il ne peut pas expliquer à lui seul le comportement des hommes sur le front.

La question du témoignage, largement présente dans la controverse, revêt ici un intérêt tout particulier. C'est le cas avec l'ouvrage *14-18, retrouver la guerre* de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker qui remet en cause la véracité de certains témoignages de poilus. En effet les auteurs avancent que le pacifisme de l'entre-deux-guerres a influencé les récits des anciens combattants et conduit à une auto censure et « à se présenter eux-mêmes comme les victimes d'une tuerie sans tueurs ». Pour Prost et Winter qualifier un témoignage de bon ou mauvais pose problème : « Pourquoi pas ? Mais sur quoi l'historien fonde-t-il une reconstruction alternative ? Sur quels témoignages s'appuie-t-il, et en quoi sont-ils préférables à d'autres ? »[28]. La question se porte donc sur la sélection des témoignages par l'historien mais aussi de son objectivité. Il faut ainsi prendre garde à ne pas instrumentaliser le témoignage, « ce n'est pas une autorisation à leur faire dire ce que l'historien souhaite entendre ». Cela permet à Antoine Prost et Jay Winter de faire une mise au point, une réflexion plus large sur la méthode de l'historien dans sa sélection et utilisation du témoignage, « l'histoire intime des combattants ne pourra faire durablement l'économie d'une réflexion sur la construction même des témoignages sur lesquels elle repose ». Il convient enfin de rappeler que l'histoire culturelle n'est pas toute l'histoire de la Grande Guerre, « la guerre ce sont les alliances, les négociations et les batailles, mais aussi l'économie, les finances, le ravitaillement et l'opinion publique »[29].

[28] Dans l'ordre des citations : *Ibidem*, p. 141, 218, 222, 140.
[29] Dans l'ordre des citations : *Ibidem*, p. 143 et 49.

B. « École du consentement » et « école de la contrainte », deux conceptions de la vie du combattant dans la Grande Guerre

Cette controverse qui prend forme dans le paysage historiographique français, est souvent perçue de façon binaire, consentement et contrainte. Elle s'incarne également binairement au sein de deux « institutions », l'Historial de Péronne et le CRID 14-18. Les historiens qui les composent, surtout pour le CRID, nourrissent abondement les débats avec des nombreuses publications. Mais ces débats, n'ont que peu de résonance hors des frontières françaises. En effet, les historiens étrangers, surtout anglo-saxons, n'ont pas ou peu d'échos des différentes thèses car leurs centres d'intérêts historiographiques divergent. Finalement cette controverse semble aujourd'hui dépassée et les débats apaisés même si certains ne l'ont pas totalement enterré.

1. La naissance d'une controverse historiographique : « une guerre des tranchées » entre historiens ?

a. Deux « écoles », deux « institutions » : L'historial de la Grande Guerre de Péronne et le Collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 1914–1918 (CRID 14-18)

C'est au sein de cette histoire culturelle que prend racine la controverse du « consentement et de la contrainte » qui parcours le paysage historiographique français pendant plus d'une dizaine d'années. En effet, c'est le colloque *Guerre et cultures* en 1994, qui amène officiellement la lecture de la Grande Guerre sous le prisme de l'histoire culturelle. La vision du « consentement » affirme de son côté que les soldats coincés dans les tranchées durant plus de quatre ans auraient tenu par les effets d'un patriotisme profondément intériorisé et par une volonté d'un futur meilleur, tandis que la conception sous le prisme de la « contrainte » oppose que les soldats auraient tenu car le poids des règlements militaires et le risque d'être fusillé par leurs propres camarades les encadraient quotidiennement dans l'armée.

Ces deux visions différentes de la vie du combattant pendant la Grande Guerre et surtout de sa résistance au combat, ne sont, au départ, pas destinées à « faire école ». En effet c'est Antoine Prost qui a donné le nom de « l'école de la contrainte » et de « l'école du

consentement »[30]. D'autres historiens parfois plus extérieurs à la controverse, comme Jean-Yves Le Naour, les surnomment « Cridistes » et « Péronnistes ». Mais des acteurs présents au sein même de ces « écoles » comme Christophe Prochasson, qui est plutôt partie prenante de la thèse du consentement, les renomment par rapport aux lieux où les centres de recherche se situent : école de l'Historial de Péronne et école du « chemin des Dames »[31]. En opposition à Péronne, les historiens du CRID sont aussi parfois surnommés « sudistes » de par leur ancrage dans les régions de Montpellier et Toulouse. Car ces deux « écoles », appelons-les ici comme cela pour plus de commodité, bien que les acteurs s'en défendent radicalement, s'ancrent dans deux institutions à la visée originelle bien différente.

Pour les tenants de la thèse du consentement, c'est l'Historial de la Grande Guerre à Péronne dans la Somme qui les abrite. Il est inauguré en 1992 à l'initiative de Jean Jacques Becker et Jay Winter. C'est un musée historique avec un souci pédagogique prononcé qui prône une histoire culturelle, internationale comparée entre les trois principaux belligérants. Les individus sont placés au centre (les soldats, les civils, les prisonniers, les populations occupées, déplacées) d'une guerre considérée comme totale. Le musée a mis la priorité sur une nécessité du comparatisme tout en tentant de reléguer le plus loin possible l'émotion pour n'en retenir qu'un souci d'exactitude historique, c'est en cela que réside son originalité. Pour Massimo Baioni il « est probablement le résultat le plus ambitieux et le plus réussi de la volonté de privilégier une approche traduisant sur le plan muséographique la dimension sociale et totale du conflit, en accord avec les thématiques explorées par l'historiographie la plus récente »[32]. Mais l'Historial est également un centre international de recherches, présidé par Stéphane Audoin-Rouzeau, et un centre de documentation qui réunit à de nombreuses reprises des historiens spécialistes de la Première Guerre mondiale venant de nombreux pays, les plus renommés étant Gerd Krumeich ou encore John Horne. En réponse aux thèses développées par les historiens de l'Historial tels que Stéphane Audoin-Rouzeau, Jean-Jacques et Annette Becker, Christophe Prochasson et d'autres encore, est créé le 21 février 2005 (jour de l'anniversaire Verdun), le Collectif de recherche international et de débat sur la guerre 14-18 (CRID 14-18). Ce collectif est composé d'historiens qui s'opposent donc à la vision de l'Historial comme Rémy Cazals, Frédéric Rousseau, André Loez ou encore Nicolas Offenstadt

[30] PROST Antoine, « La guerre de 1914 n'est pas perdue », dans *Le Mouvement social*, n° 199, avril juin 2002, p. 98.
[31] PROCHASSON Christophe, « Debout les morts ! Le réveil de la Grande Guerre », dans *1914-1918 : Retours d'expériences*, Paris, Editions Tallandier, p. 29-51.
[32] BAIONI Massimo, « Commémoration et musée », dans AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Jean-Jacques (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Bayard, 2004, p.1141.

dont son ouvrage *Le Chemin des Dames, de l'expérience à la mémoire* paru en 2004 est considéré comme le manifeste du collectif[33]. C'est une équipe de chercheurs composée de professeurs d'université, de chercheurs au CNRS, d'enseignants-docteurs, d'historiens non professionnels, de doctorants. Ce collectif se veut donc assez hétéroclite et ouvert.

C'est au sein de ces deux « institutions » que se développe la controverse, l'une créée pour des objectifs multiples, muséographiques, scientifiques et qui prône une histoire culturelle comparatiste et internationale mais aussi un consentement des soldats à guerre, l'autre dans un souci de réaction, de contradiction de cette thèse et des méthodes de travail de ceux qui la portent pour mettre en avant les diverses formes de contrainte que les combattants ont subi pendant la guerre.

b. Des productions qui l'alimentent : deux paradigmes qui s'opposent et mobilisent la communauté historienne

Les historiens qui s'opposent exposent leurs idées dans de nombreux ouvrages et articles qui visent à affirmer leurs thèses où à répondre à celles de leurs « adversaires ». Nous pouvons assister parfois à de véritables joutes verbales par médias ou articles interposés. Celui de Jean Birnbaum paru dans Le Monde le 10 mars 2006 et habilement titré « 1914-1918, guerre de tranchées entre historiens », représente bien les deux positions sur lesquelles campent les différents historiens. L'auteur résume bien le climat et la tournure que peut parfois prendre cette querelle :

> Colloques fortifiés et embuscades éditoriales, assassinats académiques et comptes rendus ciblés, grosse artillerie médiatique et petits sabotages collatéraux : depuis la mémorable controverse sur la Révolution française, qui opposa les partisans d'Albert Soboul et ceux de François Furet dans les années 1979-1980, le monde savant n'avait guère connu pareille ruée. Gare aux traîtres, malheur aux tièdes !

Une partie de la communauté historienne spécialiste de la Première guerre mondiale est donc mobilisée dans cette querelle lancée en 2000 avec la parution de *14-18, retrouver la guerre* d'Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau qui exposent ici de manière détaillée leur thèse avec des mots et concepts autour desquels tournent les désaccords des historiens : « consentement », « culture de guerre », « brutalisation », « dictature du témoignage » et

[33] Ou encore CAZALS Rémy, PICARD Emmanuelle et ROLLAND Denis (dir.), *La Grande Guerre, pratiques et expériences* [publication du colloque de Soissons-Craonne de novembre 2004], Toulouse, Privat, 2005

d'autres encore. Il n'en faut pas moins à deux des fondateurs du CRID 14-18, Rémy Cazals et Frédéric Rousseau, pour répliquer avec *14-18, le cri d'une génération* paru en 2001, qui dans la construction de son titre est une réponse directe aux deux historiens de Péronne. Cet « ouvrage réponse » fait ainsi débuter les échanges parfois enflammés entre les différents protagonistes. Il y a une véritable opposition de termes qui se met en place : propagande contre auto mobilisation, appareil répressif de l'État contre intériorisation par les soldats des modèles de l'éducation citoyenne, « culture de paix » contre « culture de guerre »[34]. À vrai dire ce sont surtout les « cridistes » qui sont actifs et qui s'attèlent à démontrer que la plupart des concepts établis par les « péronistes » sont soit dans l'exagération ou soit mensongers. Les historiens de Péronne répliquent peu, à l'image de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, tandis que les historiens du CRID se basent surtout sur *14-18, retrouver la guerre* et quelques ouvrages et articles antérieurs des deux auteurs[35]. Frédéric Rousseau est peut-être l'historien qui est le plus virulent face à ces ouvrages comme en témoignent les titres de ses articles et ouvrages : *La guerre censurée* paru dès 1999 où « le titre de l'ouvrage montre la volonté de rétablir une vérité historique qui aurait été dissimulée, y compris et surtout par les historiens, à commencer par les « péronnistes » »[36], « 14-18, continuons le débat ! » dans sa nouvelle préface à *La guerre censurée une histoire des combattants européens de 14-18* en 2003 ou encore en 2008 avec « Consentement ». Requiem pour un mythe « savant ».

La controverse prend une autre tournure en 2008-2009 dans la *Vie des idées* qui consacre un dossier à la Première Guerre mondiale où des historiens des deux rangs sont amenés à s'exprimer. Mais ces échanges par articles interposés paraissent plus devenir un règlement de compte entre les différents intervenants plutôt qu'une discussion véritablement scientifique. Des échanges assez virulents ont lieu, les historiens du CRID critiquent violemment les idées portées par ceux de Péronne ainsi que leur manière de travailler notamment à propos de la question du témoignage. Cela provoque la riposte de Stéphane Audoin-Rouzeau, jusque-là pourtant assez silencieux, tout aussi violemment. Ce basculement montre que ce n'est plus forcément les idées et les thèses qui sont attaquées mais aussi la qualité de l'historien, sa légitimité à exercer ce métier. Mais cette « tension » était déjà visible dans l'article de Jean

[34] CABANES Bruno, « Les soldats de Verdun étaient-ils consentants ? », dans *L'Histoire*, n°447, mai 2018, p. 62-63.

[35] AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette, « Violence et consentement : la "culture de guerre" du premier conflit mondial », dans RIOUX Jean-Pierre, SIRINELLI Jean-François, *Pour une histoire culturelle*, Paris, 1997, p. 251-271 ; AUDOUIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette, *La Grande Guerre 1914-1918*, Paris, Gallimard, coll. Découvertes Gallimard Histoire, 1998 ; AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « La Grande Guerre, le deuil interminable », dans *Le Débat*, n°104, mars-avril 1999, p. 117-130.

[36] LE NAOUR Jean-Yves, « Le champ de bataille des historiens », dans *La Vie des idées*, 10 novembre 2008 [en ligne] : https://laviedesidees.fr/Le-champ-de-bataille-des.html.

Birnbaum en 2006. Les historiens campent sur leurs positions tout en tentant de discréditer les dires des autres justifiant ainsi ces clivages d'opinion et d'idéologie, cette sorte de « front ». Annette Becker affirme que « trêves et mutineries ont été marginales. Tout le mystère est là : massivement, la chair à canon a accepté d'être de la chair à canon... », Stéphane Audoin-Rouzeau intervient également à ses côtés à propos des commémorations du 11 novembre 1998 et du discours de Lionel Jospin pour affirmer que la vision du combattant seulement victime et contraint est une erreur historique. Le plus virulent des intervenants de Péronne est sans doute Christophe Prochasson qui remet totalement en cause les capacités scientifiques et les visées du CRID :

> Il s'investit là-dedans des choses qui ont peu à voir avec la Grande Guerre. Au-delà des antipathies personnelles, on voit bien que les gens qui tournent autour de Péronne sont légitimes. On les retrouve à Paris-X ou à l'EHESS. Les gens du "Chemin des Dames" - appelons-les comme ça - sont plus en marge de l'histoire officielle, ils jouent le côté "terrain", la proximité avec la mémoire d'en bas, etc. Chez eux, il y a un désir d'en découdre dont témoigne bien la terminologie adoptée : le mot "collectif" ne renvoie pas au champ savant, il s'agit bien de se grouper pour lutter. Si j'étais cruel, je parlerais d'une espèce de gauchisme scientifique.

La querelle glissait déjà sur ce dangereux terrain des attaques personnelles avant 2008. Mais les historiens du CRID font aussi valoir leurs idées. Nicolas Offenstadt revendique le fait que les travaux du CRID sont « particulièrement sensibles aux pratiques ordinaires des poilus » et que les principales sources utilisées sont les témoignages et correspondances des poilus. Certains avouent même avoir été plutôt séduits au début par les thèses de *14-18, retrouver la guerre* mais s'en sont détournés à l'image d'André Loez : « Je me suis peu à peu rendu compte que tous ces termes ("brutalisation", "haine de l'ennemi"...) ne tenaient pas la route. […] Et puis, il faut avoir entendu certains parler des pratiques de cruauté en séminaire. Il y a chez eux une fascination pour la violence, à mes yeux excessive... ». Rémy Cazals pense que Péronne ne laisse pas de place aux autres pour exprimer leur opinion qui pourrait diverger de la leur, il dénonce un monopole de la pensée : « Péronne a voulu contrôler tout le territoire. Ses membres tirent à vue sur tous ceux qui y mettent un pied sans faire allégeance ». À l'image de Prochasson pour Péronne, Frédéric Rousseau se montre assez virulent dans ses paroles et semble répondre à son homologue sur le même registre qui souligne bien les clivages tant idéologiques que méthodiques :

> La culture de guerre telle qu'elle est présentée par Péronne est une culture des élites et de l'arrière, c'est celle des politiciens et des faiseurs d'opinion, qu'on ne peut pas comparer avec la culture de ceux qui avaient les pieds dans la merde, et qui crevaient sous les obus. La haine de l'ennemi, l'esprit de croisade ont bien existé, mais l'essentiel est de comprendre comment le consentement se construit socialement, via la pression du groupe et l'attachement aux camarades, par exemple, bien au-delà des seuls gendarmes et des cours martiales. Les mutineries ont quand même concerné les deux tiers de l'armée française. Dans les travaux de l'Historial, cette dimension est évacuée. Si la réintroduire, c'est être gauchiste, tant pis ![37]

2. Au-delà du débat strictement franco-français : le point de vue des historiens anglo-saxons

Cette querelle qui a grossi dans le début des années 2000 avec des positions qui sont de plus en en plus tranchées mais elle reste seulement franco-française, les historiens anglo-saxons pensent pour leur part qu'il y a et du consentement et de la contrainte. À l'étranger « ce débat laisse perplexe et quelque peu amusé devant une autre de ces querelles francofrançaises. »[38].

En effet, l'historiographie anglo-saxonne prend une autre direction. En 1976, John Keegan, historien Britannique, publie *The Face of Battle* (traduit *Anatomie de la bataille* en français). Dans cet ouvrage il adopte une démarche presque anthropologique car il se place à la hauteur du soldat. Avec la *microstoria* en Italie l'intérêt est également relancé pour les témoignages de soldats, notamment pour leur subjectivité et non leur représentativité car ce qui intéresse l'historien ici c'est plus l'expérience individuelle du soldat dans la guerre que collective. Il y a une volonté nouvelle de l'historien de pénétrer dans l'intimité des hommes dans la guerre, dans leur conscience. Les historiens touchent ici à l'histoire des représentations avec des études sur les représentations des soldats ou de leur psychologie. Un autre historien anglo-saxon, Jay Winter définit et théorise ce que des historiens pratiques depuis le début du XXIe siècle : une histoire transnationale de la Première Guerre mondiale, ce que prône également l'Historial de Péronne, qui rompt avec l'espace dominant que constituait le cadre national pour l'étude de la Grande Guerre. C'est ici qu'intervient l'influence de l'histoire globale avec le décentrage des points de vue ou encore l'histoire comparée, elle aussi pratiquée par l'Historial de Péronne qui s'inscrit donc dans cette historiographie anglo-saxonne tout en

[37] Pour toutes les citations de l'article de Jean Birnbaum voir : BIRNBAUM Jean, « 1914-1918, guerre de tranchées entre historiens », dans *Le Monde*, 10 mars 2006 [en ligne] : https://www.lemonde.fr/societe/article/2006/03/10/1914-1918-guerre-de-tranchees-entre-historiens_749539_3224.html

[38] PURSEIGLE Pierre, « De retour des tranchées », dans *La Vie des idées*, 5 février 2009 [en ligne] : https://laviedesidees.fr/De-retour-des-tranchees.html.

s'enlisant dans une controverse totalement franco-française. L'histoire culturelle pratiquée par les deux « écoles » vient du monde anglo-saxon, particulièrement des États-Unis, mais eux se sont plus intéressés à la question de l'extension étatique et à son acceptation durant la période de guerre plutôt qu'à la contrainte ou au consentement des soldats sur le champ de bataille. Cependant l'historiographie française, par le biais de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, précède celle anglo-saxonne sur la thématique de la mémoire et du deuil que traitent les deux auteurs dans *14-18, retrouver la guerre,* celle-ci ne les intéressant que plus tardivement.

Cette question du consentement ou de la contrainte n'a « suscité qu'un intérêt relatif au-delà des frontières, soit que cette question apparaisse comme déjà tranchée, soit qu'elle y soit posée en d'autres termes, soit enfin qu'elle soit jugée comme secondaire par rapport aux autres »[39] et elle n'en a jamais suscité, ce qui est plutôt mauvais signe pour Stéphane Audoin-Rouzeau[40]. Selon lui en Allemagne par exemple la Première Guerre mondiale reste encore secondaire dans les études historiques comparée à la Deuxième Guerre mondiale et en Angleterre l'historiographie conservatrice voudrait redonner un sens à la guerre car elle considère que l'historiographie est trop pacifiste, d'autres controverses apparaissent comme celle autour de la « guerre juste » et par rapport au « sens du sacrifice » qui a mobilisé la communauté politique et historienne. En 2009, Jay Winter témoignait de sa surprise devant les formes de cette querelle française. Ce sont plutôt les idées anglo-saxonnes qui peuvent infuser l'historiographie française à l'image du terme de « brutalisation », créé par l'américain George Mosse, que les historiens de Péronne intègrent à leurs thèses. Pierre Pureseigle, historien Français enseignant en Angleterre a tenté de résumer cette querelle à ses confrères anglo-saxons dans un article en anglais[41]. Il en présente les différents arguments des deux partis à la communauté historienne anglo-saxonne, ce qui montre le peu de résonance internationale qu'a pu avoir ce débat. Il en profite pour critiquer l'historiographie française de la Grande Guerre et notamment les faiblesses de l'histoire militaire française qui empêche l'histoire culturelle des combats d'évoluer et montrer l'effet nocif qu'a pu avoir la controverse sur les recherches scientifiques : « Crystallizing artificial oppositions, this very French controversy over the 'war culture' may well have hampered the progress of First World War scholarship. »

---

[39] BEAUPRÉ Nicolas, JONES Heather, RASMUSSEN Anne, *Dans la guerre 1914-1918 : accepter, endurer, refuser*, Paris. Les Belles Lettres, 2015, p. 356.

[40] La Fabrique de l'Histoire, la querelle du consentement, partir à la guerre : contrainte ou enthousiasme ? avec Stéphane Audoin-Rouzeau et Nicolas Offenstadt, 17 janvier 2013 [en ligne] : https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-lhistoire/guerre-et-societe-44

[41] PURSEIGLE Pierre, « A very French debate: the 1914–1918 'war culture' », dans Jou*rnal of War and Culture Studies*, Volume 1, n°1, 2008.

En revanche certains historiens comme Nicolas Mariot, plus apparenté au CRID, pensent « ce débat sur la ténacité et le consentement n'a rien de strictement hexagonal puisque les questions qu'il soulève ne sont ni propres à la seule armée française de la Grande Guerre, ni même « réservées » à cette seule période »[42]. Mais il faut reconnaître que cette controverse a eu très peu de résonance et n'a pas mobilisée la communauté historienne anglo-saxonne.

3. Vers une « paix de compromis » : un débat définitivement tranché aujourd'hui ?

a. Une polémique artificielle ? Entre mises au point scientifiques et exaspération des « extérieurs » à la querelle

Bien qu'elle touche la communauté historienne spécialiste de la Première Guerre mondiale dans son ensemble, cette controverse n'est pas alimentée par tous les historiens et encore moins partagée et tolérée, une minorité reste active et la nourrit. Certains font même part d'une exaspération non dissimulée à l'image d'Antoine Prost qui trouve que « c'est consternant. Aujourd'hui [en 2006], un étudiant qui veut travailler sur la Grande Guerre doit d'abord choisir son camp. S'il veut rester neutre, il n'a plus de patron de thèse possible… »[43]. Cette idée est corroborée par Emmanuel Saint-Fuscien, spécialiste de la justice militaire pendant la Grande Guerre, qui confie lors d'un entretien que sa recherche doctorale est « contemporaine du pic de tension historiographique entre ces deux lectures souvent caricaturées et dont les contours, en cette période de centenaire, semblent bien moins nets qu'il y a dix ans. Ces tensions ont (copieusement) nourri et exaspéré en même temps notre génération de chercheurs. »[44]. Il y a une ambivalence entre les apports de la controverse qui ont poussé les historiens à « affiner leurs concepts, à clarifier leurs points de vue, à nuancer leurs propositions »[45] pour prouver la véracité de leurs thèses tout en discréditant celles des autres mais aussi sur l'exaspération, notamment dans la durée, que cela a pu provoquer. Il en résulte en somme une sorte de présence envahissante et de paralysie pour l'évolution des recherches. Bien que bénéfiques dans un premier temps, car ils ont permis de déboucher sur des interrogations épistémologiques sur l'application de l'histoire culturelle, de la sociohistoire et de l'histoire sociale pour la Grande Guerre par exemple, les débats monopolisent le temps d'audience et font donc perdre du temps à la communauté scientifique qui travaille sur la Grande Guerre car au plus fort de la

[42] https://www.nonfiction.fr/article-7136-debat-au-dela-de-la-contrainte-ou-du-consentement-12.htm
[43] BIRNBAUM Jean, « 1914-1918, guerre de tranchées entre historiens » … op. cit.
[44] https://www.nonfiction.fr/article-7136-debat-au-dela-de-la-contrainte-ou-du-consentement-12.htm
[45] BEAUPRÉ Nicolas, JONES Heather, RASMUSSEN Anne, *Dans la guerre 1914-1918…* op. cit., p. 359.

controverse, cela l'obligeait à se positionner d'un côté ou de l'autre. Certains estiment qu'elle a « froissé bien des susceptibilités académiques sans offrir d'avancée historiographique tangible. », d'autres que les deux « écoles » ne se justifient « parfois que pour alimenter des fonds de commerce académiques ou médiatiques » ou que ce débat quasi exclusivement binaire a pu aboutir « à la faveur d'une tribune ou d'un compte rendu d'ouvrage, au retour d'arguments agonistiques qui sclérosaient toute possibilité de dialogue scientifique en transformant la discussion en polémique et les points de vue et perspectives en postures totalement figées, voire en dossier à charge »[46].

Antoine Prost, historien émérite spécialiste de la Première Guerre mondiale, est sans doute l'un de ceux qui critique le plus cette querelle, la trouvant artificielle, grossie pour les positionnements et les jeux de pouvoir académiques. Il se pose au-dessus de celle-ci, en une sorte de modérateur et n'hésite pas à faire des mises au point scientifiques pour critiquer l'une et l'autre des deux thèses. Pour lui, la thèse de « l'école de la contrainte » est insoutenable et simpliste mais également utile car elle conteste la brutalisation des sociétés. De l'autre côté celle du consentement est plus scientifiquement prouvable et tenable mais elle reste à nuancer sur de nombreux points car « les appréciations différentes de la thèse du consentement tiennent peut-être au jeu contradictoire des échelles d'observation. Faire varier les échelles serait alors un moyen de valoriser la diversité des interprétations et la pluralité des sens conférés à la guerre par ses contemporains. »[47]. Cela revient à se demander pourquoi vouloir à tout prix que tous les poilus aient réagi toujours et partout de la même façon ?

Outre Antoine Prost, François Cochet est également une figure d'opposition à la controverse, ou plutôt d'alternative. Si l'on suit son cheminement, les deux notions de contrainte et de consentement seraient bien plus complémentaires l'une de l'autre que strictement rivales, « il n'y a pas eu expression de la contrainte de manière exclusive au consentement, ou vice versa. », elles s'entremêlent et participent de la cohésion d'ensemble du front. Les deux attitudes ne sont ainsi pas exclusives, il faut donc rétablir une vision plus chronologique de la guerre pour montrer des évolutions dans les conditions et formes de combat. Il est évident qu'un consentement est majoritaire dans les premiers temps du conflit, mais il disparaît rapidement devant la réalité des premiers engagements extrêmement meurtriers. Les premiers combats sont ainsi empreints d'un consentement patriotique mais son

[46] PURSEIGLE Pierre, « De retour des tranchées » … op. cit. ; PROCHASSON Christophe, « Debout les morts ! Le réveil de la Grande Guerre » … op. cit., p. 30 ; BEAUPRÉ Nicolas, JONES Heather, RASMUSSEN Anne, *Dans la guerre 1914-1918*… op. cit., p. 359.
[47] JULIEN Élise, « À propos de l'historiographie française de la première guerre mondiale », dans *Labyrinthe*, 18, 2004, p. 64.

essoufflement survient après des séries de désillusions et la compréhension que la guerre ne sera pas aussi courte que prévu ; puis le commandement réagit à cette situation par un appel à la contrainte. La ténacité des soldats résiderait dans le fait qu'ils n'étaient pas toujours au front. François Cochet distingue trois fronts à la guerre, un « front de feu », un « front arrière » et un « arrière front »[48] et les soldats ne seraient pas toujours sur le même front. La tranchée, lieu du quotidien du soldat au front est à la fois un lieu de contraintes, de solidarités mais aussi de « micro-consentements ».

D'autres historiens proposent de remplacer les termes de « consentement » et de « contrainte ». Cela a été l'objectif d'un colloque du centre de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne en novembre 2008 pour renouveler l'approche de l'engagement des populations dans le conflit, « il propose de dépasser les oppositions trop rigides entre consensus sur la guerre et rejet de celle-ci. […] Ainsi propose-t-il une triple terminologie pour aborder les expériences des peuples en guerre – accepter, endurer, refuser. ». Trois nouveaux termes d'analyse qui donnent la parution d'un ouvrage collectif en 2015 pour exposer plus clairement la démarche de cette terminologie[49]. Les termes choisis pour le titre de l'ouvrage ont pour objectif d'exposer la nature dynamique des comportements individuels comme des comportements collectifs pendant la Grande Guerre, de souligner l'importance des affects et des émotions pour montrer tous les dispositifs mobilisés par les soldats pour supporter le conflit. Il s'agit aussi d'insister la mouvance tant temporelle, spatiale et sociale des différentes expériences de guerre. L'approche et le regard renouvelés sur cette question sont fondamentalement nécessaires car « il arrive toujours un moment où il faut savoir sortir par le haut d'une discussion scientifique, sous peine de se condamner à demeurer enfermer dans une argumentation circulaire »[50]. Des historiens eux-mêmes acteurs de la controverse en viennent à critiquer le fait que deux écoles soient ainsi placées en concurrence. Gerd Krumeich, historien Allemand proche de l'Historial de Péronne, pense qu'il « n'est pas possible que s'érigent des écoles antagonistes dont l'une considère les souffrances des soldats (et qui serait humaniste et de gauche) et l'autre qui insisterait sur la haine, la brutalité, sur tout ce qui est action dans l'éternelle question : pourquoi ont-ils tenu ? »[51]. Selon lui cette scission en deux écoles aux regards divergents n'est pas une réalité, elle est bien trop réductrice car même les soldats qui maudissent la guerre continuent à se battre, donc il n'est ici pas forcément question de

[48] PROST Antoine, « COCHET François, Survivre au front 1914-1918. Les Poilus entre contrainte et consentement, s. l., 14-18 Éditions, 2005 », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°89, 2006, p. 135-169.
[49] BEAUPRÉ Nicolas, JONES Heather, RASMUSSEN Anne, *Dans la guerre 1914-1918…* op. cit.
[50] *Ibidem*, p. 360 et 364.
[51] LE NAOUR Jean-Yves, *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Paris, Larousse, 2004.

pacifisme, il s'agit plutôt d'une forme de résignation, autre terme pour tenter de surpasser le clivage consentement/ contrainte. Frédéric Rousseau, l'un des plus fervents opposants de la lecture du consentement est également d'accord, il n'y a pas lieu « d'opposer l'École du consentement à une école historique de la contrainte qui n'existe pas »[52]. Il en vient même à dire qu'il ne prétend pas dire que la contrainte a fait tenir les combattant à elle seule mais aussi qu'il ne nie pas le fait que le patriotisme était bien présent dans les tranchées. Ces mots sont intéressants venant de cet historien en particulier, ils pourraient faire croire à une volonté d'apaisement du débat mais la suite de l'ouvrage est plus virulente et polémique. Il met aussi en lumière une critique que peuvent faire les historiens de Péronne à ceux du CRID à propos de la victimisation, car si école de la contrainte il y avait, il rejetterait « la victimisation outrancière que pourrait produire cette dernière ; il serait en effet stupide de soutenir que tous les membres des sociétés en guerre ne furent que des victimes ». Dans un second temps, alors qu'il rejette l'idée d'une « école » de la contrainte il conteste la démarche de « l'École du consentement [le mot « école » est ici important] lorsqu'elle s'accompagne de généralisations infondées, car elle aboutit, en définitive, à une culpabilisation non discriminée des masses considérées comme un ensemble uniforme »[53]. Une reconnaissance d'exagérations possibles entrainées par ses propres thèses, entrainent souvent dans la foulée avec cette querelle, la dénonciation et la discréditation des idées de l'autre camp.

Enfin certains en profitent pour remettre en cause le fonctionnement des deux « institutions », foyers de la controverse. Pierre Pureseigle évoque par rapport aux propos du CRID 14-18, un « improbable « paradigme du consentement » et une tout aussi improbable « école de Péronne » » et justifie pour cela les désaccords naturellement présents au sein de l'Historial de Péronne. Il questionne la raison d'être et les objectifs du CRID qui est né d'une et pour une controverse car « son affaiblissement [la controverse] priverait peut-être ce collectif de sa raison d'être. ». Il s'étonne de la posture et de la prétention de certains membres du CRID auxquels les historiens de la Première Guerre mondiale ne leur « devraient en effet rien de moins que la découverte des sciences sociales et des catégories de la sociologie ! » et insiste selon lui sur « les limites d'une approche qui dénonce à mots couverts un consentement qui ne serait que le cache-sexe d'un néolibéralisme effarouché. »[54].

[52] ROUSSEAU Frédéric, « 14-18, continuons le débat ! », nouvelle préface à L*a guerre censurée une histoire des combattants européens de 14-18*, Paris, Seuil, coll. « Points », 2003, p. 18.
[53] *Ibidem*, p. 22.
[54] PURSEIGLE Pierre, « De retour des tranchées » … op. cit.

Cette controverse déchaine donc les passions entre les différents acteurs mais également avec ceux qui sont plus « extérieurs » et qui participent tout de même à sa visibilité et à son évolution, soit en montrant leur exaspération face à la stérilité des débats artificiels portés par deux potentielles « écoles », soit en se sentant obligés de faire des mises au point scientifiques, quitte à se situer au-dessus des débats, en modérateur.

b. Une querelle définitivement enterrée ?

Avec le temps, cette controverse s'est-elle essoufflée ? Les différents protagonistes sont-ils parvenus à trouver un terrain d'entente, un point de convergence intellectuelle en ces années de commémorations du centenaire de 14-18 ? Est-ce aujourd'hui de l'histoire ancienne, presque oubliée ? Évidemment oui la controverse s'est essoufflée, les historiens ont trouvé d'autres sujets d'intérêt et ont aussi pu adoucir leurs certitudes. En cette période de centenaire et même avant, certains ont voulu apaiser les débats et les laisser derrière eux pour trouver le chemin de l'entente. Mais elle n'en est pas pour autant morte. Certes elle est résiduelle, sans résonance, datée, passée mais certains tentent encore désespérément de la maintenir en vie, du moins quelques morceaux, sans doute en vain, pour rappeler que les débats sont peut-être seulement assoupis.

En premier lieu, les historiens du CRID s'accordent souvent sur le fait que l'Historial de la Grande Guerre de Péronne a permis des avancées non négligeables dans l'historiographie française de la Première Guerre mondiale. En effet ils reconnaissent que l'institution de l'Historial permet de rassembler des historiens de différents pays et que cela permet donc de croiser les différentes cultures ainsi que les regards historiographiques. Cela permet en somme de faire une histoire décloisonnée, au-delà des histoires nationales. Même Frédéric Rousseau, sans doute le plus farouche des opposants aux thèses des historiens de Péronne, admet les apports de l'Historial de Péronne, il parle même de « dette », notamment par rapport à leurs thèses qui ont permis de renouveler incontestablement les axes d'études et surtout de faire avancer la recherche par de nouveaux débats. Il reconnait donc le rôle pionnier des chercheurs de l'Historial de Péronne.

> « Grande est également notre dette à l'égard des différents membres de l'équipe internationale qui a fondé et anime depuis plusieurs années l'Historial de la Grande Guerre de Péronne. L'histoire de la Première Guerre mondiale, à travers l'étude de la culture de guerre, a connu récemment une nouvelle dynamique qui non seulement a permis de renouveler les

problématiques et les angles de vue, mais a aussi produit un grand nombre de travaux importants sur lesquels nous avons pu nous appuyer[55].

Mais les chercheurs de Péronne reconnaissent également des atouts et vérités aux thèses adverses. Même Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker ont laissé entendre que les soldats avaient dû faire face à la contrainte militaire mais qu'ils n'avaient finalement été qu'une minorité à avoir combattu sous la contrainte pendant la totalité de la guerre : « Certes, la plupart ont d'abord subi, obéi à la contrainte, "tenu", faute de pouvoir faire autrement.[56] ». Une approche intériorisée et inconsciente de la thèse de la contrainte serait aussi bien plus intéressante, notamment par la facette de l'autocontrainte des soldats (propagande, éducation républicaine). Par ce biais Christophe Prochasson admet que si l'approche sous le prisme de la contrainte et trop scientiste, elle « n'en pointe pas moins la fragilité des thèses du consentement »[57]. De fait s'il y a contrainte celle-ci est intériorisée, surtout si elle est le fruit d'une éducation profondément ancrée dans l'individu.

En 2013, dans l'émission de la radio France Culture, *La Fabrique de l'Histoire*, Stéphane Audoin-Rouzeau et Nicolas Offenstadt étaient les invités d'Emmanuel Laurentin pour débattre sur la querelle du consentement et de la contrainte[58]. Les deux historiens, à priori en désaccord sur plusieurs points se retrouvent pourtant sur des multiples idées. La notion de querelle historiographique est ainsi contestée tout comme le fait que deux « écoles » s'affrontent n'ait aucun sens. Le terme « d'école de Péronne » fait d'ailleurs réagir Stéphane Audoin-Rouzeau qui trouve cela absurde et avoue que le débat est complétement dépassé en 2013. Les débats se sont cristallisés dans une période (les années 1990) où il y a un retour du premier conflit mondial dans les études scientifiques, un « retour de mémoire ». Finalement « ce qui a cristallisé le débat ce sont les extérieurs au débat », les médias, les éditeurs de livres scolaires et enfin les hommes politiques car le débat politique s'est surimposé au débat historiographique. Pour Audoin-Rouzeau le clivage droite/gauche qui imprègne le débat historiographique est une catastrophe, c'est un « simplisme effrayant » de croire que le consentement s'apparente à une pensée de droite et que la contrainte est à gauche. Pour ce qui est du consentement, c'est un terme qui regroupe plusieurs éléments dont l'autocontrainte qui

[55] ROUSSEAU Frédéric, *La Guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18*, Seuil, 1999, réédition 2003, p. 27.
[56]AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette, « Violence et consentement » … op. cit., p. 268.
[57] PROCHASSON Christophe, « Qui ne dit mot consent ? Une approche critique du "consentement patriotique" », dans *1914-1918 : Retours d'expériences*, Paris, Editions Tallandier, 2008, p. 136.
[58] La Fabrique de l'Histoire, la querelle du consentement, partir à la guerre : contrainte ou enthousiasme ? avec Stéphane Audoin-Rouzeau et Nicolas Offenstadt, 17/01/2013.

en fait parti. En revanche Audoin-Rouzeau réfute le fait que Péronne ait employé le terme de « consentement patriotique » qui n'est pour lui qu'une des nombreuses facettes du consentement. Dans cette entreprise d'assouplissement des positions, Nicolas Offenstadt admet qu'aucun historien « sérieux » n'a dit qu'un soldat ne tenait que par la contrainte, que l'idée du débat était plutôt de mesurer la part de la contrainte. En tant que conscrits, les soldats n'avaient pas le choix donc il y a un problème sur le terme de consentement car cela implique de pouvoir le mesurer. L'importance des mots est ici à nouveau soulignée, la ténacité aurait été mieux choisi. Même s'il n'y a sans doute pas d'école de la contrainte, il y a des éléments d'unité. Le CRID tente de redonner de la force à l'histoire sociale en permettant de se demander qui sont socialement les combattants, leurs origines et façons de faire imprègnent-elles leurs convictions ou leurs pratiques dans les tranchées ? Avec l'histoire culturelle, l'historien a oublié la dimension sociale de l'engagement, d'où l'importance liée à l'analyse des témoignages de soldats. Stéphane Audoin-Rouzeau, tient quant à lui, à rappeler que l'histoire culturelle n'est pas déconnectée du social. Le fait que les « jeunes chercheurs se moquent éperdument des clivages des années 1990 dont ils ne se sentent pas forcément les héritiers », contrairement aux doctorants du début des années 2000 qui devaient se positionner sur les différentes thèses du consentement et de la contrainte, montre que la querelle ou plutôt les débats, pour suivre les deux historiens, sont aujourd'hui dépassés. Ces discussions permettent de conclure qu'il y a eu finalement peu de débats mais que la controverse a eu « pour effet de nous [les historiens] forcer à travailler » et « obligé à affiner nos arguments ». Enfin, pour dépasser le sujet de la controverse, même si l'espace publique nourrit la mémoire de la Grande Guerre, permet à l'historien de travailler et qu'il donne un indice sur la réception des travaux, Audoin-Rouzeau et Offenstadt restent sceptiques sur l'influence que peuvent avoir les historiens sur l'espace publique, notamment par rapport aux commémorations du centenaire.

Après cette mise au point des chercheurs de Péronne et du CRID, les débats semblaient être clos, les positions bien plus nuancées. Les « cultures de guerre » ont remplacé la « culture de guerre » pour justifier la diversité des « cultures combattantes ». Il y a plus un enjeu d'histoire globale et connectée qui dépasse les débats. Déjà en 2004 le dictionnaire de la Grande Guerre de Jean-Yves Le Naour avait permis aux chercheurs des deux « écoles » de participer pour divers articles le colloque de l'Historial de Péronne autour de l'idée d'endurance en novembre 2008 en invitant Nicolas Offenstadt. Une paix de compromis semblait donc établie[59]. Cependant récemment, en novembre 2018, Frédéric Rousseau a fait paraître *14-18, Penser le*

[59] CABANES Bruno, « Les soldats de Verdun étaient-ils consentants ? » … op. cit.

patriotisme. Le titre est sans équivoque et renvoie aux débats du début des années 2000. Dans cet ouvrage il réactualise ses positions et créé de nouveaux termes face au patriotisme dont ont pu faire preuve les soldats de la Grande Guerre. Il parle d'une « soldatisation » des individus pour expliquer le patriotisme qui désigne pour lui « le poids des normes qui s'imposent à chacun afin de prévenir tout écart à l'attitude escomptée pour la survie de l'ordre social. ». Il distingue pour cela quatre parties de la société : les « consentants » qui sont constituées de dominants qui impactent la société ; les « a-senteurs » qui sont plutôt des « citoyens-passifs » sont dominés par les consentants auxquels ils obéissent, ils ne participent pas au jeu politique ; les « dissenteurs » qui cherchent à s'extirper d'une situation qui ne leur convient pas car ils sont peu en accord avec les dominants et enfin les « dissidents » qui résistent à l'ordre social, ce sont les réfractaires, déserteurs et mutins face à la guerre. En opposition au phénomène de « brutalisation » il créé celui de « débrutalisation ». Damien Accoulon, qui fait le compte rendu de l'ouvrage remarque que Frédéric Rousseau ravive les débats en s'opposant une nouvelle fois au consentement, mais ces thèses ne sont plus guère défendues et encore moins débattues actuellement.

> L'essai de Frédéric Rousseau a été élaboré contre une thèse que la grande majorité des spécialistes ne défend plus depuis sa formulation en 2000 : celle d'un consentement à la guerre unanime, spontané et durable en raison du patriotisme […] Reste la triste évidence que ce livre néglige l'évolution que l'historiographie de la Grande Guerre a connu ces dix dernières années[60].

Il faudra suivre la réception de l'ouvrage et sa résonance dans la sphère publique mais surtout scientifique. Est-ce qu'il parviendra à réveiller des débats qui semblent maintenant bien dépassés ? Cela parait aujourd'hui, dans le contexte historiographique actuel, hautement improbable.

II. Consentement ou contrainte ? Au cœur des débats cristallisés autour d'une question : « pourquoi et comment ont-ils tenu ? »

A. Une controverse avant tout fondée sur des désaccords sémantiques

[60] ACCOULON Damien, « Frédéric Rousseau, 14-18, Penser le patriotisme », Lectures [En ligne], *Les comptes rendus, 2018*, 29 novembre 2018, http://journals.openedition.org/lectures/29088

Les chercheurs du CRID basent leurs désaccords sur les termes adoptés par les historiens de Péronne. Ce sont donc avant tout ceux du CRID qui lancent les débats en critiquent très largement trois notions que sont le « consentement », la « brutalisation » et la « culture de guerre ».

1. De la difficulté de définir le consentement : un large spectre d'interprétations

Le premier désaccord et peut-être le principal est celui sur la définition et le sens du terme « consentement » porté par les chercheurs de l'école de Péronne qui l'utilisent comme clé d'interprétation générale du conflit pour expliquer pourquoi et comment les soldats ont tenu durant quatre années de guerre.

Les chercheurs du CRID questionnent préalablement la définition même du terme « consentement » car il peut revêtir plusieurs sens. Le dictionnaire Larousse en donne la définition suivante : « Action de donner son accord à une action, à un projet ; acquiescement, approbation, assentiment ». Il s'agit donc ici d'une adhésion consciente, mais suivant les définitions, le consentement peut aussi s'apparenter à la « résignation » et même à la « soumission »[61]. Par ce terme il s'agit de donner un sens au comportement de la majorité des soldats. Les historiens de Péronne, surtout Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker qui ont démocratisé le terme dans *14-18, retrouver la guerre*, penchent plus sur l'acceptation, l'adhésion consciente et libre de quelque chose. En revanche ceux du CRID, par le biais de la contrainte organisée et efficace, voient plus de la résignation ou de la soumission. La perspective de liberté de choix est elle aussi problématique car les hommes n'avaient pas le loisir de refuser la mobilisation, donc une obligation qui va à l'encontre de la définition même du sens du consentement. Finalement « de quel degré de liberté jouit effectivement, et non formellement, le soldat présumé « consentant » ? L'organisation sociale et politique de l'armée permet-elle au plus grand nombre de délibérer, de se déterminer en conscience face aux grands enjeux de la guerre ? »[62]. De ce point de vue le consentement peut finalement revêtir le sens du refus non exprimé. Cette question de la liberté est également présente chez Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker pour qui les soldats n'avaient pas le choix d'aller à la guerre, ce qui fait se demander si finalement, sans avoir le choix, on peut parler de consentement[63]. Le

[61] CAZALS Rémy, « 1914-1918 : chercher encore », dans *« Controverses » Le Mouvement social*, n° 199, avril-juin 2002, p. 110.
[62] ROUSSEAU Frédéric, « Consentement ». Requiem pour un mythe « savant », dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 91, 2008, p.4.
[63] CAZALS Rémy, « 1914-1918 : chercher encore » … op.cit., p. 109.

patriotisme présent dans les tranchées, difficilement contestable, qui démontre que les soldats ont consenti par devoir à faire la guerre pour les chercheurs de Péronne, peut-être également expliqué par le phénomène du conformisme social ou de contrainte sociale. L'école républicaine, l'armée de la conscription, l'Église catholique, ont pu être de puissants appareils bureaucratiques et coercitifs dont se dote un État-nation en temps de guerre[64]. L'acte de soumission est ainsi profondément ancré dans le système éducatif et donc dans le modèle social, une certaine « culture de l'obéissance », surtout en temps de guerre pour former des « patriotes obéissants ». Le terme de consentement est aussi présenté comme trop réducteur, en effet de par sa définition il ne prend pas en compte les divers individus, leurs réactions, leurs situations, leurs propres constructions.

Des alternatives au consentement sont proposées dont celle de la contrainte portée par le CRID, parfois décrite comme « effroyable ». Les historiens veulent montrer que le désenchantement qui intervient après 1918 selon Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, se produit bien plus rapidement selon les situations et les individus, parfois dès le début du conflit. La contrainte est avant tout symbolisée par les appareils répressifs de l'armée, notamment les exécutions, et c'est cet appareil qui est utilisé par les historiens du CRID pour prouver que le consentement ne constituait pas la majorité des soldats : « Comment expliquer l'existence d'un tel arsenal disciplinaire si, dans leur immense majorité, les soldats étaient mus en permanence par un sentiment national intense et indestructible, les rendant prêts à endurer tous les sacrifices ? »[65]. La même question est également posée à propos des soldats désignés pour les pelotons d'exécution, le faisaient-ils par patriotisme ou contrainte ? La force est ainsi présentée comme le principal outil coercitif qui, couplée à la justice d'exception et à la propagande, contraint activement les soldats à la ténacité. D'autres éléments peuvent permettre d'expliquer la ténacité des poilus, tels les liens avec l'arrière car sans cela plus de motivation ou la camaraderie et l'esprit de corps avec les frères d'armes. Le patriotisme des combattants peut être une réponse aux attentes de l'arrière, il s'agit de ne pas décevoir. Il faudrait donc employer les termes de patience, d'obéissance ou de résignation car « le terme de « consentement » n'est en définitive qu'un mythe « savant ». Sans doute, comme d'autres mythes avant lui, un jour deviendra-t-il objet d'histoire. »[66]. Les historiens du CRID ne sont pas les

[64] BUTON François, LOEZ André, MARIOT Nicolas, OLIVERA Philippe, « 1914-1918 : retrouver la controverse », dans *La Vie des idées*, 10 décembre 2008 [en ligne] : https://laviedesidees.fr/1914-1918-retrouver-la-controverse.html.
[65] ROUSSEAU Frédéric, « 14-18 : discussion de la thèse du consentement patriotique », dans M. DELEPLACE (dir.), *De la Patrie en danger aux nouvelles menaces, 1792-2003. La Défense nationale en question (s)*, Reims, 2005, p. 85.
[66] ROUSSEAU Frédéric, « Consentement ». Requiem pour un mythe « savant » … op. cit.

seuls à réfléchir sur des alternatives, certains voient en ce terme trop peu précis, une ambigüité sémantique car il y a tout un panel d'attitude complexe sur le front : de la résignation, du suivisme, le sentiment du devoir, de l'enthousiasme patriotique. François Cochet et Rémy Porte désignent cela par le terme de « micro-consentement d'une féodalité démocratique » qui se présente dans les plus petites unités (escouade par exemple) entre les soldats et les sous-officiers et officiers subalternes qui sont considérés comme des protecteurs, des exemples mais aussi des supérieurs légitimes[67]. Enfin Jean-Yves Le Naour, lui aussi extérieur à la controverse, après avoir rappelé que le consentement ne signifie pas l'enthousiasme mais plutôt l'acceptation admet que « nier la patrie ou ne jurer que par elle sont deux attitudes par trop réductrices. »[68].

Pourtant comme il a des détracteurs, le consentement possède également des défenseurs. Les historiens de Péronne en la personne de Stéphane Audoin-Rouzeau et d'Annette Becker défendent cette idée d'un consentement général à la guerre. Car sans le sentiment national il n'est pas possible d'expliquer le courage, l'esprit de sacrifice, le sens du devoir des combattants. Il est intéressant de remarquer que les contraintes sont admises mais que « le drame caché de la Grande Guerre ne tient pas dans les contraintes – bien réelles au demeurant – infligées aux sociétés belligérantes, au front comme à l'arrière : il a trait bien davantage à ce qu'il faut appeler leur consentement. ». L'insistance est redondante dans d'autres ouvrages et montre que le consentement est difficilement contestable : « Répétons-le : une des aspects les plus tragiques de la guerre de 1914-1918, ce fut finalement, et que cela plaise ou non, le consentement de ceux qui y ont pris part. »[69]. Pour eux le consentement revêt même un sens presque religieux, sacré avec un millénarisme, un esprit de croisade, une sorte de mission divine. Les thèses qui mettent en avant la coercition, les appareils répressifs sont ainsi vus comme trop simplificatrices car le soldat n'est pas forcément le produit de l'instruction militaire et il n'est pas réaliste de percevoir le combattant comme impuissant face aux appareils coercitifs et aux combats, livré à lui seul face aux plus hautes autorités et à la violence. En effet chacun aurait consenti par rapport à sa propre histoire individuelle et ses idées. Le consentement c'est une guerre faite par des hommes qui n'ont pas refusé de la faire, ce qui est difficilement contestable quand on regarde le nombre de soldats qui se sont entretués sur le front, il était plus ici question d'un devoir, que cela soit pour sa famille, pour soi-même ou pour son pays, par patriotisme. « Le consentement est une acceptation négociée de la guerre, non une adhésion enthousiaste et univoque »[70], c'est une

[67] COCHET François, PORTE Rémy (dir.), *Dictionnaire* … op. cit.
[68] LE NAOUR Jean-Yves, *Dictionnaire de la Grande Guerre*… op. cit.
[69] Dans l'ordre : AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette, *La Grande Guerre 1914-1918*… op. cit., p. 66-67 ; *Idem*, « Violence et consentement : la "culture de guerre" du premier conflit mondial »… op. cit., p. 266.
[70] PROCHASSON Christophe, « Qui ne dit mot consent ? … op. cit., p. 127.

addition de facteurs qui résume l'acceptation de la guerre sous toutes ses formes. Cette thèse qui reste plutôt généralisante mériterait peut-être encore d'être complétée, alimentée par d'autres sciences sociales comme la psychologie, l'anthropologie, la philosophie, la sociologie pour l'analyser sous plusieurs dimensions : sociale ; morale ; juridique ; politique ; psychologique[71]. L'historien italien Antonio Gibelli abonde également dans le sens des historiens de Péronne mais émet quelques doutes quant au consentement « jusqu'au-boutiste » car il ne faut pas « confondre acceptation passive dans l'absence d'alternatives et participation en connaissance de cause, soutenue par des émotions inaltérables »[72]. C'est également le cas d'Antoine Prost qui se place en modérateur de la controverse. Il donne raison aux thèses de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker car il pense que les soldats ainsi que les populations, dans leur masse, ont consenti à une guerre de massacre jamais connue auparavant. Mais les « ardeurs » des historiens de l'Historial doivent être pondérées notamment sur l'idée du millénarisme et de la comparaison de l'acte du soldat avec un sentiment, un devoir religieux : « Le consentement des poilus à la guerre est incontestable, n'en déplaise à l'école de la contrainte. Mais le rattacher à une « ferveur » de croisade est faire une erreur symétrique. »[73], il s'agit plus de la présence de l'ennemi sur le territoire, de la pression exercée par l'arrière, de la solidarité avec les camarades, d'une conscience professionnelle de faire la guerre, idées également partagées par les chercheurs du CRID.

2. L'application des thèses de George Mosse au paradigme du consentement : l'intégration controversée de la « brutalisation »

Dans *14-18, retrouver la guerre*, Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, empruntent et intègrent à la thèse du consentement le terme anglais de « brutalization » créé par George Mosse dans son ouvrage *Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the World War* publié en 1990, quelques années avant l'ouvrage des deux historiens de Péronne. George Mosse ne porte pas exclusivement son intérêt sur la Première Guerre mondiale mais également sur la Seconde Guerre mondiale. Il se demande « Pourquoi de si nombreux jeunes hommes se précipitent sous les drapeaux, désireux d'affronter la mort et de s'acquitter de leur devoir en prenant les armes alors que rien de tel ne s'était produit avant la Révolution française ? »,

[71] *Ibidem*, p. 148.
[72] GIBELLI Antonio, « Le refus, la distance, le consentement », dans *« Controverses » Le Mouvement social*, n° 199, avril-juin 2002, p. 118.
[73] PROST Antoine, « La guerre de 1914 n'est pas perdue » … op.cit.

question similaire à celle des chercheurs de Péronne. La Grande Guerre est ici placée en « matrice » de l'ensemble du XXe siècle et ne serait que le début de la violence, de « l'ensauvagement » qui le gangrène et dont l'aboutissement serait la Shoah, ce que reprend également l'historienne Joana Bourke. La Grande Guerre poserait alors de nouvelles bases qui se consolident avec le second conflit mondial : des pratiques de « banalisation » de la violence et donc de la mort, « d'intériorisation » des évènements et des traumatismes, ce qui amène entre autres les nombreux troubles physiques et psychiatriques de l'après-guerre et « d'acceptation » de la guerre et de la violence sauvage qu'elle provoque entre les humains. Nous pouvons remarquer qu'avec ce terme d'acceptation couplé à celui de banalisation, ces thèses se rapprochent de celles des historiens de Péronne et qu'elles leur donnent une certaine « légitimité ». Les sociétés civiles, pas seulement les soldats, seraient alors contaminés par les violences intériorisées et acceptées provenant du front et la sphère de la vie politique d'après-guerre, surtout en Allemagne, en serait le parfait exemple. Le soldat devient indifférent face à la mort puisqu'il est confronté quotidiennement à une mort de masse. Le combattant reçoit presque un culte, il est considéré comme un martyr à sa mort comme en témoignent les nombreux monuments aux morts, il y a une sorte liturgie de la mort, une sanctification de celle-ci ; propos qui font échos à ceux d'Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau qui parlent de « croisade ».

Nous l'avons vu, les idées de Mosse infusent la thèse des chercheurs de Péronne qui les intègrent dans leurs réflexions car, entre autres, l'Historial de la Grande Guerre privilégie l'histoire des sociétés européennes face à la guerre, les conséquences de celle-ci sur les champs politiques d'après-guerre ainsi que l'étude égale entre les soldats et les civils. Dans *14-18, retrouver la guerre*, la brutalisation est questionnée face à la civilisation des mœurs de Norbert Élias, concept également inspiré de l'expérience allemande pendant les guerres. C'est plutôt la brutalisation des sociétés qui retient l'attention des deux historiens car ce concept permet d'aborder ensemble les cultures de guerre du premier et second conflit mondial. Il permet d'expliquer le tournant culturel amené par la Grande Guerre et s'intègre donc parfaitement dans la visée de l'histoire culturelle. Ce terme pourrait résumer en somme le processus de totalisation guerrière propre au premier conflit mondial. Cette brutalité nouvelle, cette brutalisation des hommes par le combat amène l'historien à se poser des questions ardues par rapport à la manière dont des millions d'êtres humains ont enduré et finalement assumer cette violence. Le terme de « brutalité » ou de « brutalisation » revient à de nombreuses reprises dans l'ouvrage, comme des piqures de rappel. Puis ce concept est pleinement intégré à la thèse du consentement car cette brutalité est « souvent largement consentie, portée par tous, simples combattants chargés

de la mettre en œuvre. »[74]. La violence du combat se justifie par le consentement aux gestes de tuer face au danger vital permanent, elle se généralise, il y a une radicalisation de l'activité et de l'expérience de guerre. Le champ de bataille devient le symbole d'une violence portée au paroxysme. Celle-ci est pour le soldat et le civil « l'expression de son patriotisme viscéral » et elle a été massivement accepté par les sociétés belligérantes, « une violence inouïe s'est intégrée avec une facilité déconcertante à la vie quotidienne de chacun […] au point de se banaliser et d'être finalement assumée » et de créer une « culture de brutalité »[75].

Cependant l'usage de ce terme est loin de faire l'unanimité dans la communauté historienne spécialiste du premier conflit mondial. La première réserve provient de la traduction du terme anglais « brutalization » en français qui serait inutile et un néologisme qui se substituerait au terme français « d'ensauvagement ». La traduction en français du titre du livre de George Mosse est également critiquée (*De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*) car le titre original ne comprenait pas les termes de « totalitarisme », « brutalisation » ou « sociétés européennes ». Les historiens attendent également que ce concept soit aujourd'hui étayé par des sources car son usage peut paraitre plutôt « métaphorique, et de nature à fausser la représentation commune du conflit, en particulier dans l'enseignement. ». Ce questionnement sur sa place dans les programmes scolaires revient régulièrement car « par un effet de mode, la « brutalisation » est devenue un terme employé à tort et à travers, souvent (par erreur) comme simple synonyme de « brutalité » »[76]. De plus, bien qu'il soit possible de trouver des témoignages qui corroborent cette idée de brutalisation des sociétés humaines, d'intériorisation et d'acceptation des violences, il semble également envisageable de trouver des exemples où les ennemis se sont respectés, voire ménagés. Le concept de brutalisation devient ainsi trop abstrait car il en vient à ignorer la diversité des situations et des expériences de chaque individu. Les historiens du CRID, en majorité, s'attachent donc à s'opposer à l'emploi de ce terme pour expliquer la ténacité des soldats sur le front ou du moins à s'intéresser à l'État perçu comme l'élément « brutalisateur » s'il y a brutalisation :

> Plus que sur l'acceptation de la guerre par les soldats, le débat devrait porter sur l'État qui surveille la population jusque dans sa vie privée, qui embrigade toute la société y compris les

[74] AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette, *14-18, retrouver la guerre* … op.cit., p. 26
[75] Dans l'ordre des citations : *Ibidem*, p. 195-196, p. 47, p. 105.
[76] Dans l'ordre : *Petit répertoire critique des concepts de la Grande Guerre* par André Loez avec la collaboration de Nicolas Offenstadt, décembre 2005 [en ligne] : https://www.crid1418.org/doc/textes/repertoire_critique_concepts.pdf et COCHET François, PORTE Rémy (dir.), *Dictionnaire*… op.cit.

> enfants, qui abreuve les citoyens de propagande, qui installe une justice d'exception. Si la guerre a brutalisé la société, il faudrait surtout étudier comment elle a brutalisé l'État.[77]

Pourtant plus en accord avec les thèses des historiens de Péronne, même s'il ne les épouse pas, Antoine Prost s'oppose ouvertement à l'emploi et à l'application du concept de brutalisation. Pour justifier son propos il utilise des témoignages, ceux sur la mort subie sont nombreux, en revanche ceux sur la mort donnée le sont bien moins : serait-ce ici le fait du non-dit des combattants, d'une pudeur ? Les ouvrages qui traitent de la Première Guerre mondiale comme la matrice de la violence de guerre ou d'une brutalisation des sociétés sont difficilement justifiables par les témoignages qui sont minoritaires pour l'expression d'une telle violence. Joana Bourke, par exemple traite de la Grande Guerre, de la Seconde Guerre mondiale et de celle du Vietnam simultanément ce qui donne l'impression d'une « continuité sanglante ». Cependant les témoignages de la Grande Guerre montrent cette guerre n'atteint pas l'intensité du niveau de violence que les deux autres conflits ont pu atteindre. Le témoignage de Jean Norton Cru en est un bon exemple, témoin direct des combats qui a compilé et sélectionner nombre de témoignages de ses camarades dans son ouvrage *Témoins*, paru en 1929[78]. Il remet en cause l'idée de brutalisation même si le terme n'existait pas à son époque. André Ducasse dans *La guerre racontée par les combattants. Anthologie des écrivains du front* en 1932 dénonce même le fait que « la plupart des romanciers ont flatté le goût du public » et ont dépeint une guerre ultra violente et mélodramatique. Même dans *Capitaine Conan* de Roger Vercel (1934), pourtant un roman, le tueur semble être une exception, un marginal. La première limite à la brutalisation serait le fait d'une guerre industrielle et de la place déterminante de l'artillerie, la mort serait alors éloignée, le soldat ne sait pas forcément s'il tue ou du moins qui il tue. Plusieurs situations de combat peuvent être distinguées pour percevoir une gradation de violence. La première situation est le face à face à distance, de tranchée à tranchée, le climat est plutôt calme, les tirs sont ajustés et on ne sait pas si on a touché sa cible. La deuxième situation est l'assaut qui mène au combat rapproché, la violence est plus intense, Ernst Jünger décrit ce

[77] JULIEN Élise, « À propos de l'historiographie française de la première guerre mondiale », dans *Labyrinthe* [En ligne], 18, 2004, p. 60.

[78] « Je n'ai jamais vu un soldat accomplissant le geste qui tuait un homme que je voyais mourir. Sans doute, d'autres témoins ont vu cela, mais s'ils sont sincères ils avoueront que la chose est infiniment plus rare que les récits traditionnels l'ont fait croire. Pour tout dire, à la guerre, le meurtre est une exception, et bien peu des anciens combattants furent des meurtriers. C'est le mensonge littéraire qui fait dire aux pacifistes : Cette vague qui nous rend cruels, qui fait de nous des bandits de grand chemin, des meurtriers. », dans PROST Antoine, « Les limites de la brutalisation : tuer sur le front occidental, 1914-1918 », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n°81, janvier-mars 2004, p. 7.

moment dans *Le Boqueteau* paru en 1995[79]. Elle peut aboutir à moment paroxysmique de la violence : le nettoyage des tranchées. Bien que la violence soit présente, Prost pense que l'on ne peut pas parler de brutalisation. Il y a une seconde limite à celle-ci, plus intime. La violence meurtrière peut être interprétée de deux manières : soit une libération d'instincts censurés soit plutôt un respect de l'interdit du meurtre. Pour autoriser, légitimer le fait de tuer, il s'agit de créer une « contre-culture » : obéissance aux ordres, déshumanisation de l'adversaire, apprentissage des gestes meurtriers. Il faut une nouvelle fois faire la place à la diversité des expériences des individus, tous les hommes ne répugnent pas à tuer voire à massacrer, comme les unités spéciales qui nettoient les tranchées, mais tous n'acceptent pas de tuer. Les hommes peuvent aussi changer, ils évoluent au gré des nécessités, des obligations souvent de survie, l'instinct de survie reprend souvent le dessus face au danger de mort. Ceux qui veulent tuer sont souvent les nouveaux arrivants, les renforts qui sont imprégnés d'une « culture de l'arrière » car les tranchées font reculer l'envie de tuer, elle s'estompe souvent chez les soldats, le patriotisme se transforme souvent en résignation. Finalement, « la brutalisation vient buter sur la persistance, parfois éphémère, parfois intermittente d'une culpabilité. »[80].

Le concept de brutalisation qui a séduit chez les historiens anglo-saxons est plus décrié chez les Français. Les historiens de l'Historial de Péronne voient dans ce terme une explication de la ténacité des soldats, du changement de regard sur la violence et de l'avènement d'une nouvelle culture, une « culture de guerre » tandis que la plupart, à l'image des historiens du CRID, le critiquent totalement ou tentent de le limiter.

3. Le terme de la discorde : la « culture de guerre » confrontée à la « culture de paix »

Le dernier terme qui oppose les historiens de cette controverse est peut-être le plus discuté, bien que celui de consentement soit à la base. Il est à la base des réflexions notamment d'Annette Becker et de Stéphane Audoin-Rouzeau depuis 1994 et le colloque *Guerre et cultures*. C'est de cette « culture de guerre » que nait l'idée d'un consentement, les trois termes s'auto-alimentent, une sorte de « cercle vertueux » pour les historiens de Péronne. Ce concept s'est imposé dans l'historiographie et l'enseignement depuis 1997.

[79] « Une rage insensée, qui cherche à tout prix un objet sur lequel s'assouvir et qui se croit au but. Toute cette horrible préparation qui aveugle l'esprit et le transporte à un état d'ivresse exaspérée explique seule la folie, le mépris absolu de la mort et la rage qui aboutissent finalement au corps à corps, l'ultime et le plus terrible épisode du combat. », dans *Ibidem*, p. 10.
[80] *Ibidem*, p. 19

La culture de guerre est « un corpus de représentations du conflit cristallisé en un véritable système donnant à la guerre sa signification profonde », elle est « indissociable d'une spectaculaire prégnance de la haine à l'égard de l'adversaire. Une haine certes différenciée selon les ennemis auxquels on fait face, mais qui n'envahit pas moins tout le champ des représentations. »[81]. Cette culture de guerre serait donc le résultat de la haine, mot qui fait aussi débat, de l'ennemi, si bien qu'elle aurait nourrie une véritable « pulsion exterminatrice ». Stéphane Audoin-Rouzeau va encore plus loin car ce ne serait pas la guerre qui nourrirait la culture de guerre, mais la culture de guerre qui déterminerait le déroulement de la guerre[82], elle serait en somme la véritable matrice des évènements. Ce concept devient une véritable grille de lecture de la Grande Guerre, il désigne la formation d'imaginaires sociaux et de l'opinion publique dans un contexte de totalisation de la guerre. Cette culture engendrerait une violence guerrière marquée par la disparition de toute idée de limitation, une haine de l'ennemi comme moteur du comportement dans les tranchées et des civils. Elle peut être résumée par les termes de totalisation, globalisation et mondialisation, ce qui la légitimise dans la visée scientifique de l'Historial de Péronne qui cherche à faire une histoire internationale. Jean-Jacques Becker, qui a inauguré l'Historial de la Grande Guerre et qui été le directeur du centre de recherche, adoube ce terme car dans une guerre comme celle-ci, « tout résulte d'une intégration mentale à la guerre qui commande aussi bien la vie des soldats que des civils, tout est lié à la guerre, développant ainsi une culture nouvelle et provisoire qui est la « culture de guerre » ».[83]. Il surnommait cette approche culturelle de la guerre le « saint des saints » et celle-ci a été reprise par ses « héritiers » à l'Historial. Cette culture de guerre a pu contribuer à « libérer » les historiens de l'historiographie d'après-guerre qui était basée sur la notion de refus, à débarrasser les historiens de l'empathie, à donner plus de précision sur ce que pouvait être l'expérience de guerre, elle est comme « le résultat d'une *distillation* de valeurs, de représentations, de pratiques et de comportements antérieurs »[84].

Mais Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker donnent également un autre relief à ce concept, une teinte religieuse. La guerre est ainsi expliquée comme une croisade, une expérience de type religieuse avec une dimension eschatologique. Cette « spiritualité » de la

[81] AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette… op. cit., p. 122.
[82] AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « Historiographie et histoire culturelle du premier conflit mondial », dans Jules Maurin, Jean-Charles Jauffret (dir.), *La Grande Guerre 1914-1918. 80 ans d'historiographie et de représentations*, Montpellier, université de Montpellier III, 2002, p. 324.
[83] BECKER Jean Jacques, « L'évolution de l'historiographie de la Première Guerre mondiale », dans *Revue historique des armées*, vol. 242 : 1916, les grandes batailles et la fin de la guerre européenne, 2004, p. 8.
[84] PROCHASSON Christophe, « La guerre en ses cultures », dans *1914-1918 : Retours d'expériences*, Paris, Editions Tallandier, 2008, p. 59.

guerre se trouve au cœur du processus de totalisation de la guerre. La religion de guerre est un élément majeur de la « culture de guerre », constitutif du consentement et même du refus car la guerre est dénoncée comme un signe du péché. Croire en Dieu c'est croire en sa patrie et inversement, il est impossible de reconnaitre dans l'ennemi un chrétien car il est le responsable d'atrocités et du viol du territoire. C'est pour cela que la « culture de guerre » revêt des dimensions « civilisatrice » et « humanitaire » comme lors de conventions (La Haye en 1907) puisqu'il s'agit de « civiliser » les guerres, définir une limite « humaine » aux brutalités[85], les crimes de l'ennemis justifient toujours le fait de mener une guerre.

Ce concept fondateur des thèses portées par les auteurs de *14-18, retrouver la guerre*, font réagir la sphère historienne, majoritairement les chercheurs du CRID mais également les historiens proches de Péronne qui en viennent à modérer l'utilisation abusive de ce concept. Le concept, même si évident pour certains, peut donc paraître insuffisant pour expliquer la ténacité des soldats au front ainsi que celle des civils. Employer plutôt des « cultures de guerre » que la « culture de guerre » serait déjà plus juste pour souligner la diversité des situations et des expériences de guerre comme le font remarquer Jean-Jacques Becker et Jay Winter alors apparentés aux thèses de Péronne. La notion même de « culture » est aussi ambivalente, il faut faire attention à ne pas en faire une « de ces expressions magiques n'expliquant plus rien à force d'avoir tout expliqué »[86], faire en sorte de l'utiliser pour démontrer la bonne idée et non pas l'utiliser comme facteur explicatif de tous les évènements et rouages de la Grande Guerre. Le concept décrit par Audoin-Rouzeau et Annette Becker peut être compris comme une culture de l'arrière plutôt que de l'avant, de personnes étant parfois loin de la réalité du front.

Ce que les détracteurs de l'application de cette notion remettent en cause ce n'est pas forcément son existence, comme pour les deux autres termes étudiés, mais c'est son application à outrance, le manque de considération pour les diverses expériences de guerre car elle vise à donner une explication globalisante, uniforme, modélisante. La « culture de guerre » a tendance à prendre l'exceptionnel pour la norme, elle est en cela une histoire des « élites ». Elle est considérée comme un « raccourci simplificateur et faussement sécurisant »[87] et a montré ses limites. Nicolas Offenstadt et André Loez soulignent qu'une culture, un ensemble de représentations complexes et élaborées, est caractéristique du temps long et ne peut apparaître en quelques semaines, ce qui est reproché aux historiens de Péronne qui établissent cette culture dans un temps plutôt court. L'emploi de la notion de « culture de guerre » amène à un

[85] AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette… op. cit., p. 185.
[86] PROCHASSON Christophe, « La guerre en ses cultures » … op. cit., p. 57.
[87] COCHET François, PORTE Rémy (dir.), *Dictionnaire* … op. cit.

« brouillage conceptuel », c'est la boucle qui est bouclée, elle permet d'expliquer l'escalade de la violence et donc de la brutalisation ainsi que le consentement puisque c'est une culture partagée. Les historiens du CRID accusent notamment *14-18, retrouver la guerre* de faire du « culturalisme » (expliquer la manière dont les gens agissent par la manière dont ils agissent), d'employer un discours spéculatif. Cette culture de guerre se serait construite à travers une généalogie d'historiens, de Pierre Renouvin avec l'histoire des relations internationales, en passant par Jean-Jacques Becker et l'histoire politique à Stéphane Audoin-Rouzeau, disciple de ce dernier, et l'histoire culturelle. Ces historiens ont un point en commun : la résistance face à toutes les approches « considérées comme "pacifistes" de la guerre, au sens où elles travestiraient la réalité du conflit au nom d'un idéal de paix. »[88] et la culture de guerre n'est que le résultat de ces positions. Car la culture va bien au-delà du consentement, c'est quelque chose qui est construit, partagé dans une société et qui est souvent au plus profond des individus, c'est cette culture qui explique les violences et les horreurs du conflit. Avec cette vision la guerre n'est pas subie mais ancrée dans la culture de chacun, les soldats ne sont ainsi pas des victimes.

Cette notion est critiquée, remise en cause, mais faut-il encore en donner un substitut qui pourrait permettre d'expliquer la ténacité des soldats au front. Certains proposent une « culture de l'obéissance » due à la société elle-même ainsi qu'à une pression de l'arrière et des proches, d'autres, comme Antoine Prost, avancent une « culture professionnelle » pour faire la guerre. Mais chez les historiens du CRID, ce qui revient le plus souvent, c'est une « culture de la paix » qui s'oppose à l'autre facette de la « culture de guerre », la « culture de haine », elle constituerait un sentiment de destin commun avec l'ennemi qui est justifiable notamment par les soins réciproques donnés aux blessés. Mais ces approches, outre les différences de sens, ne diffèrent pas vraiment dans l'objectif d'explication car il s'agit bien ici d'expliquer les différents phénomènes par le biais d'une culture commune, qu'elle soit de guerre, professionnelle ou de paix, et qui revêt donc un caractère uniforme, modélisant. Finalement une culture quelle qu'elle soit, ne serait-elle pas un « outillage mental mis en œuvre par les hommes et femmes pour donner sens au monde de la guerre »[89] ?

[88] OFFENSTADT Nicolas, OLIVERA Philippe, PICARD Emmanuelle, ROUSSEAU Frédéric, « À propos d'une notion récente : la culture de guerre », dans Frédéric Rousseau (dir.), *Guerres, paix et sociétés, 1911-1946*, Neuilly, Atlande, coll. « Clefs concours / Histoire contemporaine », 2004, p. 667-674.
[89] PROST Antoine, WINTER Jay, *Penser la Grande Guerre*… op. cit., p. 221.

B. La démarche et le travail de l'historien au cœur du débat

Comment faire l'histoire ? Comment l'écrire ? Comment entreprendre des recherches et avec quelles sources ? Voilà les questions auxquelles les deux « écoles » répondent avec un point de vue bien entendu différent, la « bonne » méthode étant souvent l'exact opposé de ce que fait l'autre.

1. Une pratique courante : remettre en cause la qualité du travail de « l'adversaire »

Les différents historiens de la controverse ne sont pas d'accord, c'est un fait. Ce que dit l'autre mérite d'être contredit et modifié, la manière dont il fait et écrit l'histoire l'est tout autant. Mais la controverse prend parfois une tournure médiatique, faite de grande phrases chocs, les attaques sont virulentes et vont parfois bien au-delà d'une simple controverse scientifique. Nous pouvons assister à de véritables joutes verbales par médias interposés comme c'est les cas avec l'article de Jean Birnbaum dans Le Monde ou dans des comptes rendus d'ouvrages et articles qui se répondent entre eux.

Débutons par le paroxysme de ces attaques. Dans laviedesidées.fr, en 2008-2009, Stéphane Audoin-Rouzeau, qui était pourtant assez silencieux dans cette controverse, règle littéralement ces comptes avec certains historiens du CRID, François Buton, André Loez, Nicolas Mariot et Philippe Oliveira, qui avaient publié un article plutôt « agressif » sur ce même site. Dans celui-ci les chercheurs du CRID affirmaient prôner une « science ouverte » face à une « science fermée » que pratique les historiens l'Historial de Péronne. Ils reprochent à ces derniers de ne pas établir un véritable dialogue avec les non-historiens, les amateurs et donc de se sectariser, de cloisonner les recherches uniquement dans une exigence scientifiquement rigoureuse alors que les deux pourraient être conciliés. Ils critiquent aussi la notion de « mémoire » et de l'histoire « purement » scientifique dont peut se réclamer l'Historial de Péronne, une opposition « paresseusement ressassée » entre celle-ci et la mémoire. Cette histoire « purement » scientifique n'est alors qu'une imposture car elle se réclame isolée mais « vise le plus large public à grands coups éditoriaux ou à la moindre commémoration. »[90]. Ils ont aussi critiqué Jean-Yves Le Naour qui avaient écrit un article dont quelques propos étaient assez polémiques envers le CRID. Il décrit le CRID comme une machine de guerre pour

[90] BUTON François, LOEZ André, MARIOT Nicolas, OLIVERA Philippe, « 1914-1918 : retrouver la controverse », dans *La Vie des idées*, 10 décembre 2008 [en ligne] : https://laviedesidees.fr/1914-1918-retrouver-la-controverse.html.

valoriser les œuvres des membres tout en déstabilisant l'école adverse et démonte l'idée selon laquelle le collectif prônerait une science ouverte. Au contraire le fonctionnement serait peu démocratique car « les conditions d'adhésion lui donnent un air de forteresse : toute demande d'adhésion doit être motivée par lettre et validée par un vote à l'unanimité et à bulletin secret du bureau. »[91], ce qui empêcherait toute possible remise en cause en interne.

Stéphane Audoin-Rouzeau réagit donc et critique tant la légitimité du CRID, que les compétences de ses chercheurs et la méthode pratiquée. Il dénonce le fait que certains historiens du CRID, qui attaquent en règle ses thèses, n'ont jamais vu une seule archive issue de la période 1914-1918, ne serait-ce donc pas les « limites de l'imposture ? ». Est opposée à ce fait, au contraire, la reconnaissance, « partout dans le monde », du travail effectué par les historiens de l'Historial. Le ton est plutôt ironique lorsqu'il s'agit d'aborder la soi-disant malhonnêteté de ces chercheurs qui auraient alors trompé les auteurs et éditeurs de manuels scolaires, les auteurs de comptes rendus scientifiques et même les lecteurs qui seraient alors « tous aveuglés, ou tous des imbéciles, sans doute ? ». Les historiens du CRID sont accusés de n'apporter seulement de l'importance à la France dans la guerre contrairement à la visée internationale de l'Historial de la Grande Guerre, cela serait un « drame », une « solitude franco-française », une « obsession » des mutins français, qui peut être considéré comme « gênant » pour l'étude d'une guerre mondiale. De toute façon, ils ne représentent pas un grand danger pour les historiens de Péronne car en dehors « de quelques travaux respectables mais isolés, [les chercheurs du CRID] n'ont pas été capables d'imposer une présence historiographique réellement significative. ». Une autre opposition binaire est énoncée, celle d'un amateurisme historique porté par une « fédération de chercheurs passionnés et d'amateurs » face à une méthode scientifique rigoureuse portée par un « groupe de chercheurs expérimentés et de haut niveau ». Stéphane Audoin-Rouzeau répond donc violemment aux attaques répétées du CRID, l'article est ici un règlement de comptes qui vise à enlever toute crédibilité à l'action et à l'existence même du CRID.[92]

L'adoption du mot « collectif » pour le CRID avait déjà été l'objet d'attaques de la part des « péronistes » qui voyaient davantage l'évocation d'un mouvement social plutôt qu'une démarche scientifique. C'est entre autres ces mots qui font dire aux « cridistes » que ces derniers manquent de modestie, pointant ainsi du doigt leurs faiblesses d'argumentation aussi communes que les autres. Les phénomènes de la Grande Guerre, par leurs diversités

[91] LE NAOUR Jean-Yves, « Le champ de bataille des historiens » … op. cit.
[92] AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « Controverse ou polémique ? », dans *La Vie des idées*, 5 février 2009, [en ligne] : https://laviedesidees.fr/Controverse-ou-polemique.html.

temporelles, spatiales, sociales « ne peuvent être « retrouvés » qu'en évitant le péremptoire »[93], en somme une vision imposée à tous. Le fait que les thèses de Péronne ne puissent finalement pas réellement être débattues et que les tentatives de discussions sont disqualifiées, considérées comme des élucubrations pacifistes transforme cette posture en « imposture intellectuelle. »[94]. Mais il faut bien le dire, médiatiquement et scientifiquement parlant, la controverse est principalement alimentée et entretenue par le CRID dont l'une des raisons de sa naissance est l'opposition aux thèses portées par l'Historial de Péronne. La fin des années 1990 est même le moment du « triomphe » du concept de la « culture de guerre » et de la thèse du « consentement patriotique », une « thèse magique » pense ironiquement Frédéric Rousseau. Les angles d'attaques ne manquent ainsi pas : critique des concepts employés souvent de manière abusive et trop modélisants, critique des « boucs émissaires » choisis pas Péronne comme ce qu'ils nomment « l'historiographie » qu'ils accusent d'avoir minimisé la violence de la guerre, des hommes, la brutalisation de la société et donc d'avoir favorisé le pacifisme hérité de l'après-guerre. L'historiographie aurait donc été aseptisée et aurait permis la construction d'une mémoire perçue comme « victimisante ». Pour le CRID la dénonciation sous le terme vague « d'historiographie » est bien commode car il n'y a ni noms, ni œuvres ou passages qui permettent d'accorder du crédit à cette critique. Ces attaques permettent de s'interroger sur l'objectif de cette campagne, serait-ce « pour faire le vide et occuper toute la place ? Ou bien, s'agit-il ainsi de cacher quelques faiblesses de raisonnement ? »[95]. Une autre critique revient régulièrement, celle de la possible fascination presque malsaine des historiens de l'Historial de la Grande Guerre pour la violence ou de l'évènement guerrier, notamment repris avec l'application du terme de brutalisation et surtout du refus de considérer les mouvements pacifistes et les oppositions à la guerre. Mais cette posture du CRID, parfois considérée comme une conception « complotiste » de l'historiographie, est également questionnée est rendue caduque de l'autre côté, si bien que les débats semblent parfois tourner en rond, allant de dénonciations en réponses tout aussi dénonciatrices mais sans résolution :

> [Face au consentement, la posture] qui s'emploie à démontrer que les soldats, littéralement décervelés par la dureté du combat et indifférents à l'avenir national, n'ont continué à combattre que malgré eux, terrorisés par la discipline militaire, une analyse donnant une vision si sombre

[93] CAZALS Rémy, « 1914-1918 : chercher encore » … op.cit., p. 110.
[94] CAZALS Rémy, ROUSSEAU Frédéric, 14-18, *le cri d'une génération*… op. cit., p. 153.
[95] CAZALS Rémy, « 1914-1918 : oser penser, oser écrire », dans *Genèses* n°46, mars 2002, p. 33.

> des combattants, au point même qu'il n'est pas illégitime de se demander comment la guerre aurait pu continuer si les combattants avaient vraiment été ainsi.[96]

Mais les idées ne sont pas les seuls désaccords, la méthode l'est tout autant. Outre le côté globalisant des thèses de Péronne, essentiellement celle d'Annette Becker et Audoin-Rouzeau sur la « culture de guerre » et de « haine », qui peuvent prêter trop hâtivement attention aux « élucubrations de quelques intellectuels » pour l'ensemble du monde combattant ; la méthode d'utilisation et de sélection des sources est souvent l'objet de critiques. Les témoins convoqués peuvent parfois ne pas être situés, l'années des écrits sur lesquels s'appuient les historiens non pris en considération, tout cela parfois pour émouvoir ou prouver le caractère épouvantable de l'expérience des tranchées ou bien le patriotisme et l'envie d'en découdre des soldats. Par exemple, Christophe Prochasson, par rapport aux sources actuelles, pense qu'il est illégitime de remettre en cause le consentement tant que les sources ne l'ont pas contredit. Les méthodes d'auteurs comme Rousseau sont critiquables car elles démontrent les échecs de l'histoire des mentalités et de la psychologie historique, il fait donc fausse route dans la manière dont il fait de l'histoire car il n'applique pas la bonne méthode. Les dénonciations sont une nouvelle fois plutôt virulentes, les mots choisis sont forts et parfois même blessants. Ce qui est certain, c'est que ce genre de déclaration, qu'elle soit du côté du CRID ou de Péronne, fait tout sauf apaiser les débats qui semblent s'écarter d'une certaine « bienséance » scientifique :

> Actionnant un psychologisme grossier, récoltant des succès faciles par des évocations qui stimulaient l'indignation ou la curiosité parfois malsaine du lecteur face à des pensées ou des sentiments si barbares, cette psychologie historique ne sut ni découvrir de nouveaux gisements documentaires ni mettre au jour de nouvelles perspectives. Elle se perdit dans les sables de la platitude, s'enlisa dans l'équivocité et paressa dans la vulgarité voyeuse sous prétexte de quête d'authenticité.[97]

2. Vers une nécessité de dépasser une histoire culturelle ?

Pour le CRID, l'histoire culturelle devient une sorte de piège dans lequel l'historiographie de la Première Guerre mondiale est emprisonnée. Il faudrait alors surpasser cette histoire culturelle pour adopter une approche sociale, politique mais aussi économique pour atteindre une histoire globale. Les historiens du CRID viennent essentiellement de

[96] BECKER Jean Jacques, « L'évolution de l'historiographie… op. cit., p. 5.
[97] PROCHASSON Christophe, « Debout les morts ! … op. cit., p. 46.

l'histoire sociale à l'image de Nicolas Mariot, très proche de la sociologie. Les conflits ne seraient ainsi « pas séparables des sociétés qui les produisent et les modèlent. »[98]. Cette approche sociale est en effet régulièrement vérifiable dans les écrits du CRID, sachant que l'histoire du combattant est connectée à celle des autres soldats et s'inscrit donc dans un contexte social déterminant. Cette approche invite donc à un certain comparatisme mais aussi à un déterminisme en fonction du milieu et contexte social. Les groupes sociaux différencient les façons d'appréhender la guerre, tous ne refusent pas la guerre, ne font pas preuve de consentement ou de patriotisme ou du moins pas du même. C'est pour cela qu'expliquer la ténacité des soldats par une culture commune, une « culture de guerre » est bien trop réducteur et omet tous les autres champs possibles que l'histoire peut offrir. L'histoire culturelle, pour être dans une juste méthode scientifique, se doit donc d'être complétée par les dimensions sociales et politiques. La ténacité des soldats et leur volonté de combattre pourrait être le résultat de cause structurelles et sociales : la présence de l'ennemi sur le territoire, la pression sociale de l'arrière, l'éducation prodiguée, la solidarité et la camaraderie des combattants. Le soldat serait ainsi sensible à la contrainte sociale avec notamment la vie en collectivité, les rapports hiérarchiques couplés à l'attente interminable sur le font. Finalement les mutineries ne constitueraient-elles pas un mouvement social en plein temps de guerre ? Une démarche sociale, civique, les soldats étant avant tout des citoyens combattants avec des revendications sociales. Nicolas Mariot résume la façon de dépasser l'approche culturelle par « la réinterrogation des liens entre apprentissage disciplinaire, conformisme social, exercice de la violence et cultures de classe permettrait peut-être de ne pas faire reposer la question du lien social sur le seul postulat d'un partage de représentations. »[99].

L'approche sociale peut-être complétée par celle politique qui peut alors s'apparenter à une certaine sociologie politique. Il s'agit ici de s'interroger sur le rôle de l'État pendant la guerre et plus particulièrement sur sa dimension disciplinaire, symbole de la contrainte car c'est lui qui produit la propagande à l'arrière et qui pousse les soldats à aller combattre au front. Pour les chercheurs du CRID, tous les États belligérants durant cette guerre furent sous des régimes d'oppression qui ont annoncé les régimes totalitaires, des États « proto-totalitaires ». Par ces dimensions l'histoire culturelle pourrait alors être dépassée pour aller vers une histoire totale.

[98] BUTON François, LOEZ André, MARIOT Nicolas, OLIVERA Philippe, « L'ordinaire de la guerre », dans *Agone*, n°53, 2014, p. 7

[99] MARIOT Nicolas, « Faut-il être motivé pour tuer ? Sur quelques explications aux violences de guerre », *Genèse*, n°53, décembre 2003, p. 177.

Mais certains voient dans cette approche un « risque de renouer avec les illusions de l'« histoire totale » d'hier »[100], une conception peut-être datée, qui ne peut plus faire ses preuves.

Force est de constater que l'historiographie de la Première Guerre mondiale a maintenant adopté la démarche de l'histoire globale et que les approches sociales et politiques, qui n'étaient pas forcément contestées par tous les historiens et historiennes de Péronne, sont venus compléter la démarche culturelle et que le concept de « guerre totale » est encore bel et bien présent dans les programmes scolaires.

3. L'historien confronté à la source : un débat « embourbé sur le terrain du témoignage »

« Une crise générale du témoignage est-elle supportable ou même pensable ? L'histoire peut-elle rompre toutes ses amarres avec la mémoire déclarative ? »[101]. Voilà un questionnement de Paul Ricoeur qui se retrouve au cœur de la controverse, celui de l'utilisation des témoignages des anciens combattants. La méthode employée par les historiens pour les mettre en œuvre, leur choix, leur représentativité, les grandes figures sélectionnées, leur quantité dans les démonstrations sont autant de paramètres qui entretiennent les débats et créent une sorte de guerre des témoins.

a. Une « dictature du témoignage » : le cas de Jean Norton Cru

Les témoignages des poilus sont les premières sources à disposition des historiens pour pouvoir reconstituer ce que pouvaient être les différentes expériences de guerre durant la Grande Guerre. Ceux-ci revêtent un enjeu essentiel dans la controverse car ils servent à justifier, pour chacune des deux « écoles », leurs thèses. Cependant c'est bien sur la fréquence de leur utilisation que se fonde en premier lieu le débat. En effet, dans *14-18, retrouver la guerre,* Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, se dressent face à ce qu'ils nomment une « dictature du témoignage ». Les avancées historiographiques seraient tributaires des témoignages et leur utilisation à outrance cloisonnerait l'évolution des recherches car ils sont considérés comme objet de vérité et donc de justification. Les deux auteurs ne rejettent pas les témoignages, ils les utilisent eux-mêmes, mais s'opposent à leur surutilisation qui a un effet

[100] LE NAOUR Jean-Yves, « Le champ de bataille des historiens » … op. cit.
[101] P. RICOEUR, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, notamment p. 201-230.

hypnotique sur les historiens. Un témoin catalyse les reproches des deux auteurs et représente cette « dictature du témoignage » : Jean Norton Cru.

Jean Norton Cru (1879-1929) a été enseignant et écrivain. Il est mobilisé et envoyé sur le front pendant la Première Guerre mondiale, il participe à la bataille de Verdun puis devient ensuite instructeur et interprète pour l'armée britannique puis américaine. Il est donc un témoin direct de la guerre par son expérience du front, il a sa propre expérience de guerre. Après la guerre il s'attèle à lire méthodiquement de très nombreux témoignages. Il décide ensuite d'écrire *Témoins : essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants édités en français de 1915 à 1928*. Dans cet ouvrage copieux il analyse 304 titres de 252 auteurs. Face aux modifications que veulent imposer les éditeurs pour adoucir ses propos sur certains auteurs, il décide de publier l'ouvrage à son compte en 1929. Le contenu de l'ouvrage, la remise en cause de témoins qui paraissaient dire la vérité comme Henri Barbusse avec *Le Feu* ou encore Roland Dorgelès, provoque de vives réactions, tant positives que négatives. Certains louent le travail méthodique de sélection des témoignages tandis que d'autres remettent en cause la qualité scientifique du travail et donc le caractère véridique de l'entreprise, Norton Cru n'étant pas historien. Jusqu'en 1935, il ajoute des témoignages, révise et corrige son ouvrage. Il est une figure innovante car il est l'un des premiers à donner une telle importance aux témoignages comme source, rappelons qu'à cette époque l'historiographie est surtout militaire et diplomatique, les témoignages des combattants n'étant pas reconnus comme scientifiquement corrects et utiles pour l'historien et l'histoire. Pierre Renouvin en est le principal représentant. Chose nouvelle, il fait ici une histoire d'en bas dont les expériences des soldats seraient la clé de voute. Méthodiquement il s'attèle à distinguer, selon lui et fort de son expérience du front, les « bons » témoignages, ceux qui retranscrivent une image de la guerre réaliste, des « mauvais » témoignages, ceux qu'il appelle les « falsificateurs ». Il instaure donc une grille de lecture méthodique des témoignages et en donne une hiérarchie pour aider les historiens dans leur travail. Cet ouvrage tombe ensuite dans l'oubli jusque dans les années 70 puis revient en force avec l'intérêt d'historiens comme Rémy Cazals ou Frédéric Rousseau ainsi que par sa place dans la controverse sur le consentement et la contrainte.

Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker reprennent les critiques qui ont pu être faites antérieurement à Norton Cru. Il symbolise une « dictature du témoignage », il représente un souci d'aseptisation d'après-guerre, il est trop souvent considéré comme la « Bible »[102] du témoignage combattant. Par cet ouvrage, il veut imposer une norme, rigide et sélective, du

[102] AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette, « Violence et consentement … op. cit., p. 260.

témoignage et donc de la conception de la guerre. La défense de Norton Cru serait alors le résultat d'affects placés dans sa personne car il a été « sacré témoin des témoins, Saint Jean Bouche d'Or de la guerre de 14, pape du témoignage. »[103]. Pour les auteurs de *14-18, retrouver la guerre*, le fait que les anciens combattants se soient érigés en historiens de leur propre expérience est aussi très problématique. Norton Cru en est le symbole quand il dit rendre service aux historiens en effectuant ce travail, ce qui culpabilise ces derniers. Il faut donc s'affranchir de cette « dictature » sinon ce serait abdiquer et abandonner les règles élémentaires de l'opération historique. Dans leur démarche les auteurs ont sans doute voulu mettre un terme à une certaine vogue du témoignage (les carnets de Louis Barthas peuvent également être un exemple), une sacralisation qui intimide l'historien. Annette Becker s'amuse et ironise même sur la figure de Norton Cru et sur sa réputation :

> Avant de se convertir au pacifisme, Norton Cru avait été un soldat extrêmement consentant et patriote. Il a ensuite passé le reste de sa vie, avec une mauvaise foi extraordinaire, à s'intéresser à tous ceux qui avaient été contre la guerre, quoi qu'en disent ses descendants d'aujourd'hui, qui font comme lui... en coupant les citations.[104]

Même si certains historiens extérieurs à la controverse et même étrangers comme l'Italien Antonio Gibelli sont plutôt d'accords avec cette expression de « dictature du témoignage » et la considère même comme une richesse qui ne demande qu'à être totalement exploitée, plusieurs historiens émettent des doutes quant à sa justification. Antoine Prost en fait partie et il défend Jean Norton Cru, même s'il a commis des erreurs, face aux accusations des historiens de Péronne. Il relève une contractation de Stéphane Audoin-Rouzeau car ce dernier a édité les Carnets de Truffaut, représentatif d'un certain consentement à la guerre, alors que Norton Cru avait reproché à celui-ci d'avoir trop adouci les duretés du front. L'aseptisation ne serait-elle pas alors une vision subjective de l'historien ? Norton Cru occupe une position essentielle dans l'historiographie car il a permis aux témoins d'exister dans l'écriture de la guerre, que l'histoire de la guerre soit aussi celle des hommes qui l'ont faite, et cela même si son « hypercriticisme » et des négligences sur les sentiments des soldats sont critiquables.

[103] PROCHASSON Christophe, « Debout les morts ! Le réveil de la Grande Guerre » … op ; cit, p. 38.
[104] BIRNBAUM Jean, « Au cœur de la mêlée, l'enjeu des témoignages », dans *Le Monde*, 11 mars 2006 [en ligne] : https://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2006/03/10/au-c-ur-de-la-melee-l-enjeu-des-temoignages_749540_3208.html

Toutes les critiques faites à son encontre ne peuvent ainsi décrédibiliser son œuvre, « ce qui lui manque est-il assez important pour que la vue d'ensemble en soit faussée ? »[105].

Face à Péronne qui attaque Norton Cru, le CRID se fait au contraire son défenseur et opposant à une prétendue « dictature du témoignage ». Il devient un des symboles des désaccords des deux « écoles », lui et la valeur de son travail deviennent le cheval de bataille de ces historiens, en particulier Rémy Cazals et Frédéric Rousseau. À l'époque de la querelle, les conclusions de Norton Cru méritaient, selon eux, d'être plus que jamais prises en considération. Ses objectifs étaient sincères, il ne s'est jamais prétendu historien, il s'agissait d'aider les historiens de l'avenir en « triant » les témoignages qui lui semblaient les plus proches de la « réalité » et ceux qu'il qualifiait « d'imposteurs » pour empêcher le retour de la guerre. En outre, le travail préalable et son expérience personnelle du front justifient la qualité de son entreprise, son honnêteté intellectuelle ne peut ainsi être remise en cause tout comme son rôle irremplaçable dans l'historiographie de la Grande Guerre. La « dictature du témoignage » théorisée par Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, symbolisée par Norton Cru serait alors fausse car les témoins n'ont jamais eu une telle prétention. Elle viserait seulement à éliminer des documents « gênants », à « imposer les élucubrations de quelques intellectuels mystiques » ou à « prouver l'inanité de leurs théories sur la culture de la haine, le thème de la croisade exterminatrice, l'explication exclusive de la ténacité des combattants par le consentement patriotique exalté »[106]. Une création qui servirait donc à manipuler les sources, à les instrumentaliser pour servir leurs thèses ; une accusation plutôt sérieuse pour un historien dont l'impartialité face aux sources est de rigueur. Les auteurs de *14-18, retrouver la guerre* ne seraient pas légitimes pour critiquer Norton Cru car leur ouvrage ne contiendrait aucun corpus de témoignages analysés ni même un index pour prouver l'argumentaire, alors que ce dernier donne sa méthode. Cet argument peut tout de même paraître grossi après la lecture de l'ouvrage. Pour s'opposer à cette prétendue « dictature » qui peut montrer une méconnaissance des sources de la part de ses concepteurs, le CRID prône les témoignages des poilus et notamment les carnets personnels de simples combattants qu'il faut publier pour en trouver les « discours cachés ».

[105] PROST Antoine, « La guerre de 14-18 n'est pas perdue » … op. cit., p. 97.
[106] CAZALS Rémy, « 1914-1918 : chercher encore » … op. cit., p. 113 ; *Idem*, « 1914-1918 : oser penser, oser écrire »… op. cit., p. 34 ; ROUSSEAU Frédéric, CAZALS Rémy, *14-18* … op. cit., p. 153.

b. Une bataille pour les « bons » et contre les « mauvais » témoignages

« Et voilà le débat embourbé sur le terrain du témoignage, avec une guerre de témoins sollicités par les uns et les autres pour affermir leurs thèses. »[107]. Jean-Yves Le Naour résume bien la tournure que prend la controverse sur la question des témoignages, en effet les témoins sollicités sont souvent les mêmes et servent les thèses des uns et des autres, chaque « école » semble avoir son corpus de témoins. Le débat s'enlise ainsi dans la question des « bons » et des « mauvais » témoignages. La sélection, l'utilisation et la décrédibilisation des témoins adverses devient ainsi l'enjeu des débats.

Dans l'opposition binaire de cette controverse, pour les uns les « bons » témoignages seraient ceux qui tranchent avec la vision aseptisée des violences de guerre et qui mettent en valeur un consentement des combattants tandis que pour les autres ils seraient ceux qui prouvent la contrainte qui pesait sur les soldats, les envie de refus, le ras-le-bol, le pacifisme. Pour chacun, l'autre ne s'appuie pas sur les bonnes sources et c'est pour cette raison que leurs thèses ne sont pas solides car leurs bases sont fragiles. Il y aurait eu une sélection des violences dans les témoignages par les historiens, une « brutalité anonyme, aveugle » est présente contrairement à la « violence interpersonnelle » qui est oubliée sous le poids de la culpabilité. Finalement il y aurait peu de témoignages de ceux qui ont donné la mort directement et qui n'ont pas eu honte de le dire. Certains témoins ont pris une dimension de preuve vivante universelle qui ne peut être contredite. Cela peut être le cas de Louis Barthas, socialiste, pacifiste et mutin, de Norton Cru pour les historiens du CRID ou des intellectuels ou officiers comme le colonel Charles de Gaulle pour les historiens de Péronne. Par productions interposées, les différents historiens s'opposent leurs témoins et leurs « vérités » mais ces « preuves » semblent se heurter les unes aux autres sans que rien ne raisonne réellement, les positions restant tout aussi tranchées. Christophe Prochasson est intéressant en cela car il dit lui-même que s'opposer des témoignages faisant état de consentement ou de crainte est futile et artificiel, mais il s'attache ensuite à exposer différentes sources qui justifient un consentement entier et total. Face à l'objection des défenseurs de la contrainte qui avancent que ces discours sont « politiquement déterminés » il leur oppose que militants socialistes ou antimilitaristes ont eu les mêmes. En effet les historiens du CRID dénoncent l'exclusion de tel ou tel auteur et témoin en fonction de son engagement politique avant, pendant ou après la guerre car cela est contraire à l'esprit scientifique, tout témoignage a son importance pour comprendre les

[107] LE NAOUR Jean-Yves, « Le champ de bataille des historiens » … op. cit.

conditions des combattants, peu importe son point de vue. Il y a toujours une part de vérité même si elle est subjective et imprégnée des idéaux de son auteur. Mais Prochasson ne l'entend pas ainsi car selon lui les analyses sérielles ne remettent pas en cause ces conclusions car « on y cherchera en vain des expressions massives de dissidence ou de refus. »[108]. Les historiens du CRID objectent à cette idée que les témoignages de refus ou de rébellion sont peu nombreux que la censure en a été la principale cause, qu'elle ait été effectuée par les autorités ou par les soldats eux-mêmes. Pour preuve, les ouvrages de témoignages obtiennent un grand succès comme *Le Feu* de Barbusse, qui obtient le prix Goncourt en 1916, car la majorité du public commence à se rendre compte qu'elle avait été sous l'emprise de la propagande et victime de bourrage de crâne. Le succès de *La Biffe* de Jacques Meyer, douze ans plus tard, confirme cela en montrant que les poilus se révoltent face à la non prise en compte de leurs témoignages. *Témoins* de Jean Norton Cru n'est que l'aboutissement de cette tendance déjà présente pendant la guerre. Mais des deux côtés on dénonce un corpus limité qui ne permet pas de prouver les thèses ou d'extrapoler sur d'autres sujets. La méthodologie de sélection des témoins peut aussi rester floue et non explicite face au besoin de prouver ces thèses par des sources, la méthode scientifique rigoureuse peut ainsi pâtir de la controverse qui vise à une multiplication de preuves pour étouffer l'autre[109].

C'est face à ce constat que certains historiens tirent le signal d'alarme pour que la méthode scientifique historique prime sur les velléités des historiens des deux « écoles ». Les historiens de la controverse sont d'accords dans les mots pour dire que ce n'est certainement pas à l'historien de décider si tel ou tel témoin doit être réduit au silence, mais c'est à prouver dans les faits. Ceux qui sont extérieurs à celle-ci ne voient pas d'un bon œil le glissement des débats sur le champ des témoignages et pointent quelques curiosités de certains historiens, à l'image de François Cochet qui se questionne sur le cas de Stéphane Audoin-Rouzeau qui a écrit sur les enfants dans la guerre : « N'est-il pas paradoxal d'écarter des témoignages de poilus, au motif qu'ils seraient marqués par la culture pacifiste de l'entre-deux-guerres, pour privilégier des témoignages d'enfants, tout aussi sujets à caution ? »[110]. La rigueur et la fidélité de l'historien dans ces idées peut ainsi être questionnée. Il ne faut pas oublier l'aspect chronologique et évolutif du comportement des soldats, l'opinion d'un même combattant peut

[108] PROCHASSON Christophe, « Qui ne dit mot consent ? … op. cit., p. 144.
[109] « L'auteur [Frédéric Rousseau dans *La Guerre censurée*] offre une vision naturaliste de la guerre telle qu'elle a été vécue. Par les thèmes qu'il aborde, il offre un regard stimulant, à l'opposé des stéréotypes héroïques. Du point de vue méthodologique, le lecteur reste, en revanche, sur sa faim : rien n'est dit sur le choix des témoignages mis en avant, qui constituent pourtant ici une source essentielle, ni sur leur utilisation par l'historien. » dans JULIEN Élise, « À propos de l'historiographie française… op. cit., p. 57.
[110] COCHET François, PORTE Rémy (dir.), *Dictionnaire* … op. cit.

fluctuer et son témoignage pourrait être une source pour montrer son consentement tout autant que son refus de la guerre. Il y a donc un risque à élever des témoignages en modèle de preuve, en vérité officielle et universelle car ils sont toujours subjectifs. C'est plutôt la façon dont l'historien va mobiliser, utiliser et interroger la source qui importe le plus. Car à la question suivante, il semble difficile de pouvoir donner une réponse claire et définitive : qu'est-ce qu'un « bon » ou un « mauvais » témoignage ?

C. Une histoire des hommes mais de quels hommes ?

Dans la suite de ce questionnement profond sur l'utilisation des sources et surtout des témoignages, CRID et Historial de Péronne revendique chacun une histoire d'en bas. Cependant le CRID dénonce une histoire d'en haut pratiquée par l'Historial avec de nombreux témoignages d'intellectuels et d'officiers qui laisseraient de côtés les « vrais » témoignages des poilus, au plus près de la réalité. La controverse arrive ensuite à son paroxysme avec la question des mutineries et des « fusillés pour l'exemple » où les différents points de vue des historiens se confrontent à nouveau.

1. Histoire d'en haut face à histoire d'en bas ou comment s'approprier l'histoire des « poilus »

Dans la continuité de la question de l'utilisation des sources et des témoignages, le débat porte sur la frange sociale dans lesquels sont sélectionnés les témoignages et la partie de la société que représentent les témoins. Effectivement, dans l'histoire culturelle on s'intéresse aux hommes, à leurs émotions, leurs sentiments, leurs représentations et ici plus particulièrement à leurs expériences. Chacun des deux camps dit faire une histoire d'en bas qui représente les soldats sur le front. Il y a tout de même des différences vérifiables dans les témoins qui sont les plus mentionnés.

Une nouvelle fois ce sont les historiens du CRID qui lancent les débats. Les historiens de Péronne utiliseraient des sources et des témoins pour faire une histoire d'en haut à l'inverse du CRID qui ferait une histoire d'en bas. Cela s'explique par le type de témoins mentionnés. Péronne multiplie les références aux intellectuels, ceux qui pensent la guerre et qui bien souvent l'écrivent, mais ces mêmes intellectuels sont très souvent bien loin du front et de la réalité des combats à l'arrière et leur vision de la guerre serait artificielle et biaisée. Leurs témoignages ne justifieraient donc en rien l'expérience des tranchées et du front et ne peuvent donc pas être les

portes paroles des soldats qui ont réellement vécu dans les tranchées et les combats. Il y a donc un souci de représentativité. Il faudrait donc mieux étudier les témoignages des poilus, leurs lettres, carnets et souvenirs, qui révéleraient toute la réalité de la guerre. C'est donc plutôt une culture des élites avec une sur-représentation des officiers et sous-officiers à l'image du colonel Charles de Gaulle ou encore de prêtres, qui servirait de sources aux historiens de Péronne. Le fait de ne pas confronter le témoignage des élites à ceux de « simples » soldats montrerait la fragilité de la thèse du consentement. Il est vrai que dans les ouvrages des historiens de Péronne il y a de nombreux témoignages de personnes qui pourraient être nommées « élite » mais ils ne constituent pas exclusivement le corpus de témoins, des écrits de poilus étant également mentionnés. Ce qui est évident c'est que par rapport aux historiens du CRID, qui ne mentionnent pour ainsi dire jamais de témoignages autres que les soldats, le nombre de témoins faisant partis de « l'élite » pour Péronne est plus important. Les témoignages des soldats seraient les seuls valides pour une histoire d'en bas, « la vraie, celle qu'on ne peut écrire en s'appuyant exclusivement sur l'apport de ceux d'en haut. »[111]. Le risque en utilisant des témoignages d'en haut, n'est pas tant de faire appel à eux, car ils ont également le droit à la parole et sont une source à part entière, mais plutôt d'autoriser fréquemment à transposer ces derniers chez les soldats de « classes populaires » car les idéologies ne sont en rien similaires. En mobilisant ces témoignages « légués par de véritables combattants et notamment par ceux, les paysans, qui ont formé les gros bataillons de cette guerre »[112], de nombreuses thèses de Péronne seraient ainsi démenties. Mais, ironiquement, les thèses d'Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau ont un succès médiatique car celles-ci présenteraient une histoire « séduisante » de la Grande Guerre. Certains historiens de Péronne se défendent de cette image et affirment que le témoignage des élites est autant recevable que celui des « simples » soldats. Il est à déplorer qu'une « contre histoire » écrite par le bas soit gage de vérité alors que « ceux du haut, les élites, hommes politiques, militaires, sont toujours un peu douteux. »[113].

Le débat dérive ensuite sur le cas des mutineries, autre sujet de grands désaccords entre les deux « écoles ». Selon le CRID les fraternisations et les trêves tacites ne peuvent être contredites car elles sont avérées dans les recherches ainsi que dans les témoignages laissés par les soldats. C'est pour comprendre les mutineries, leur processus et les raisons pour lesquelles les soldats ont décidé de refuser la guerre, que faire une histoire d'en bas est essentiel. Des témoins comme André Ducasse avec *La Guerre racontée par les combattants* (1932) évoquent

[111] CAZALS Rémy, ROUSSEAU Frédéric, *14-18*… op. cit., p. 140.
[112] *Ibidem*, p. 71.
[113] PROCHASSON Christophe, « Debout les morts !... op. cit., p. 41.

les fraternisations et la situation est pour la première fois décrite d'en bas. Les historiens du CRID dénoncent les éléments tus par les historiens « officiels » de la Grande Guerre et les opinions des historiens de l'Historial sur les mutineries. Pour comprendre les mutineries il faut chercher dans la psychologie des combattants, partir d'une histoire d'en bas, ce que ne permet pas une histoire d'en haut qui montre que les refus de guerre ont été très largement minoritaires. Des carnets comme ceux de Louis Barthas, témoin référence du CRID, décrivent une grande solidarité dans l'escouade dont sont exclus les officiers supérieurs, c'est dans ce cercle que se mettraient en place les trêves tacites, les fraternisations et que sont nés les premiers élans de refus, les mutineries « qui ne furent rien d'autre qu'une révolte contre la mort »[114] pour Ducasse.

2. Le cas des mutins et des « fusillés pour l'exemple » : symbole des lectures divergentes des « péronnistes » et des « cridistes »

La question des mutins et des « fusillés pour l'exemple » est sans doute l'aboutissement des débats et des divergences entre les historiens de l'Historial de Péronne et du CRID. En effet c'est un thème qui se déplace sur la scène publique dès 1998 avec le discours du Premier ministre Lionel Jospin qui parle de réintégrer les mutins dans la mémoire nationale. Il s'agit donc ici, bien que toute le Grande Guerre le soit, d'une question mémorielle qui touche les historiens mais aussi les citoyens, qu'ils soient curieux, passionnés ou encore descendants d'un mutin ou fusillé. C'est donc cette partie de la controverse qui a le plus de résonance, mais avant cela, les historiens des deux « écoles » ne sont pas d'accords scientifiquement. Le nombre des mutins, la répression, l'autorité hiérarchique militaire, la contrainte exercée par celle-ci sont au centre des débats.

Actuellement on pourrait compter autour de 600 à 650 fusillés pour des faits qui relèvent de la désobéissance militaire (abandon de poste, désertions) et 740 si l'on compte les crimes de droit commun et d'espionnage. On compterait 30 000 à 40 000 mutins, voire jusqu'à 80 000 dans certaines estimations, pour un total d'une quarantaine de fusillés[115]. Finalement les mutins ne constituent pas la majorité des fusillés, bien au contraire. Il est souvent aisé de confondre mutins et « fusillés pour l'exemple » et d'en faire une analogie, mais ces deux types de soldats sont différents. Il y a donc eu une double déformation de l'image des exécutions en France

[114] CAZALS Rémy, ROUSSEAU Frédéric, *14-18* … op. cit., p. 117.
[115] PROST Antoine, AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BACH André, LOEZ André, OFFESTADT Nicolas, SAINT-FUSCIEN Emmanuel, *Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918 ? Un point de vue historien*, 1er octobre 2013, p. 7 et 14 ; OFFENSTADT Nicolas, *Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective* (1914-1999), Ed. Odile Jacob, 1999, p. 43.

pendant la Grande Guerre, elle s'est focalisée sur les mutins exécutés et sur les fusillés réhabilités, donc un nombre limité d'affaires. En résulte donc une « fabrique du fusillé »[116]. Il faut donc faire une distinction entre les mutins de 1917, dont certains ont été exécutés, et les fusillés qui ont été majoritairement exécutés en 1914-1915. Il n'est pas contestable que des mutineries ont eu lieu en 1917, elles sont le résultat de la lassitude des combattants qui sont en guerre depuis trois ans, de la mauvaise gestion des permissions, du manque ou de la mauvaise qualité de la nourriture et du refus des offensives inutiles, l'offensive Nivelle, celle du Chemin des Dames en étant le symbole. Les mutineries ont pour l'essentiel eu lieu en 1917. En France d'avril à janvier 1918, pour l'Angleterre en septembre 1917, pour l'Italie de mars à juillet 1917, il y a aussi des traces du côté allemand et autrichien. Les hautes instances militaires attribuaient le plus souvent les mutineries à l'action de meneurs et de pacifistes et socialistes. C'est pourquoi les répressions et les quelques exécutions avaient pour but de transformer les actions collectives en délits individuels, elles devaient servir « d'exemple » pour avoir un effet dissuasif sur la troupe.

Il est vrai que les mutins n'ont pas constitué la majorité des troupes, ils ont été minoritaires, mais pourquoi si peu de rébellion alors que la plupart des soldats devaient se sentir découragés face à la longueur et à la dureté de la guerre ? C'est ici que les thèses du consentement et de la contrainte se développent principalement. Du côté de Péronne, les historiens insistent bien sur ce caractère minoritaire des refus, la question la plus importante est sans doute de savoir « pourquoi, dans l'immense majorité des cas, on a voulu et continué à faire la guerre ? »[117], pourquoi finalement les refus demeurent-ils marginaux face au consentement qui finit même par se renouveler ? De plus les mutineries auraient participé à la remobilisation du consentement durant la phase finale de la guerre. Face à l'affirmation que les rébellions, mutineries, refus de guerre ont été marginaux, Craonne riposte en avançant que le chiffrage du nombre de mutins devrait plutôt être pris comme un ordre de grandeur et non pas comme un nombre exact. Ses membres tentent de prendre le contre-pied du consentement en retournant leur propre questionnement : « Doit-on considérer que les centaines de milliers de soldats qui ne se sont pas opposés ouvertement au mouvement de révolte de 1917 ont consenti à ce dernier ? »[118]. Pour les historiens de Péronne les mutins ne se sont pas rebellés contre la guerre mais ce qu'ils souhaitaient avant tout c'était la victoire et que des officiers compétents puissent les conduire à celle-ci, « ce n'était pas la légitimité de la guerre elle-même qui était remise en

[116] OFFENSTADT Nicolas, *Les Fusillés* … op. cit., p. 202.
[117] AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette, « Violence et consentement… op. cit., p. 265.
[118] CAZALS Rémy, ROUSSEAU Frédéric, *14-18* … op. cit., p. 143.

cause, mais bien davantage une certaine façon de la mener »[119]. Face aux trêves tacites et aux multiples épisodes de fraternisations que mettent en avant les historiens du CRID pour montrer que les soldats ne consentaient pas à la guerre, Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker opposent que ces trêves montrent que les soldats veulent limiter le niveau de violences réciproques et non pas arrêter la guerre. L'exemple de la trêve de Noël 1914 n'indiquerait finalement aucun lien entre cette fraternisation et la bonne volonté de faire la guerre des soldats. Mais pour le CRID les différentes formes de contraintes mises en place par l'autorité militaire sont bien les raisons d'une minorité de mutinerie dans l'armée, notamment la répression.

De nombreux témoins attesteraient de l'efficacité du discours disciplinaire à l'image de Louis Barthas qui refuse de prendre la tête des mutins par peur de l'exécution. Les mutineries n'auraient pas reflué avant que la répression commence, ce que soutient Péronne, mais la répression était bien présente dès le début du mouvement avec pressions, arrestations, prisons, interrogatoires. Cette question trouve une autre réponse par le biais d'Antoine Prost qui pense que les mutins, peu importe si les mutineries avaient reculé avant ou après la répression, jugeaient qu'il ne fallait pas aller trop loin par « une forme de civisme à laquelle répond une répression limitée », une sorte de grève des soldats car ils étaient avant tout des citoyens-soldats. Cela permet de dégager un « consentement à la guerre, au sein même d'un refus qui appelle la contrainte. »[120]. Par cette hypothèse Prost lie ainsi le consentement et la contrainte qui sont tous deux présents dans l'esprit des mutins. Face à l'idée que le consentement occulterait les contraintes imposées aux combattants et auraient joué un rôle non négligeable dans le refus du mouvement, une analyse de la répression en temps de guerre pourrait être utile. Il pourrait avoir une chronologie dans la justice militaire qui serait transformée par la manière de faire la guerre entre 1914 et 1918. On passerait d'une autorité brutale et absolue en 1914 à une autorité plus souple caractérisée par la baisse des répressions entre 1915 et mi-1916. La loi du 27 avril 1916 réforme d'ailleurs le conseil de guerre en instaurant la possibilité de circonstance atténuantes à l'accusé. Ainsi d'autres alternatives à l'acquittement ou la mort apparaissent. Enfin avec 1917, il y aurait une crise d'autorité notamment avec les mutineries et la manière dont elles ont été gérées, ce qui aurait été fait bien différemment en 1914[121]. Il y avait une nécessité de faire évoluer la justice militaire car les codes de justice militaire avaient été rédigés au XIXe siècle et n'étaient pas forcément adaptés à cette nouvelle forme de guerre. D'un autre point de vue

[119] AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette, « Violence et consentement… op. cit., p. 265.
[120] PROST Antoine, « La guerre de 14-18 … op. cit., p. 99.
[121] MARIOT Nicolas, « Obéir en 1914-1918 », dans *La Vie des idées*, 3 mai 2012 [en ligne] : https://laviedesidees.fr/Obeir-en-1914-1918.html

cela pourrait être le fait d'une contrainte par l'usage de la discipline de la part du haut commandement, face à des troupes considérées comme peu dignes de confiance en 1914. Celui-ci aurait ensuite été lui-même contraint de faire face à des formes d'usure de la guerre et des mouvements d'indisciplines. Question de point de vue. Quoiqu'il en soit les types de refus et de formes de répression ont été variés et pas identiques les uns aux autres. Chacune des mutineries a eu son fonctionnement propre qui a pu mêler le refus, la répression et le consentement. La répression peut être qualifiée de légère, le commandement militaire ayant été plutôt surpris et consterné. Il n'était sans doute pas possible d'exécuter tous ceux qui refusaient le combat ou qui se sont mutinés donc il y avait des peines de prison, des camps de travail ou bien, en ces temps de rébellion, n'y avait-il pas de troupes suffisamment fiables pour le commandement militaire pour réprimer les mutineries.

Cette question des mutins et des fusillés reste donc sensible et est sujette aux jugements émotionnels. Les membres de l'Historial de Péronne déplorent la survictimisation des fusillés qui deviennent doublement des héros car dans les années 1990, dans l'imaginaire des Européens, « l'image des « fusillés pour l'exemple » fut remodelée comme l'exemple emblématique des victimes de cette guerre européenne si tragique »[122]. Le discours de Lionel Jospin à Craonne, « lieu par excellence de la victimisation », atteste cette représentation. Nicolas Offenstatdt, membre du CRID, en appelle également à laisser de côté la charge émotionnelle pour redonner au sujet plus de « spécificité historique » pour « persister à croire que la discipline historique n'a pour vocation ni d'instruire des procès ni d'être la science organique des pouvoirs »[123], mais qu'elle garde tout de même ce rôle d'éclaireur, par son savoir scientifique, au sein de la société dans laquelle ces débats trouvent une résonance particulière.

III. Un débat qui raisonne dans la sphère publique : des enjeux sociétaux

A. Un combattant consentant et héroïque ou victime de la guerre : un enjeu mémoriel

Une « défaite de la mémoire » se serait produite, « issue d'une hypermnésie à l'égard de ceux qui étaient vus – selon les cas – comme les héros ou les victimes des tranchées, et d'une

[122] SMITH Leonard V., « Refus mutineries et répressions », dans AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Jean-Jacques (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Bayard, 2004, p. 299.
[123] PROCHASSON Christophe, « Debout les morts !... op. cit., p. 33.

amnésie à l'égard de tous les autres. »[124]. En résulterait une approche « aseptisée » de l'historiographie qui a été imprégnée du pacifisme d'après-guerre, une mémoire finalement « victimisante » souvent portée et symbolisée elle-même par la société qui cherche à faire vivre une certaine mémoire des combattants de 14-18.

1. La critique d'une approche historiographique « aseptisée » : le refoulement de l'après-guerre

À la fin de la guerre et après la démobilisation générale, se met en place, en réponse aux violences exercées pendant quatre années, un mouvement pacifiste, tout entier dédié à la paix. Certains historiens voient dans ces comportements un refoulement qui dure jusqu'à la fin des années 30, peu avant la Seconde Guerre mondiale. La population se convertit au credo de la paix. Les arts attestent de ce revirement comme dans la littérature, les témoignages ou encore le cinéma. Il s'agit ici de démontrer que cette guerre si meurtrière et tragique n'a pu être acceptée, surtout pas vécue dans le consentement, dans la ferveur. C'est ici que le rôle des anciens combattants est essentiel car ce sont eux qui ont vécu les combats, qui ont vu ou pu donner la mort, ce sont eux qui sont les porteurs, les dépositaires de cette mémoire qui doit être transmise. Que transmettre aux générations futures, à sa famille ? Un consentement à donner la mort, à accepter de telles violences pour défendre sa patrie ou plutôt des agissements par devoir mais avec des remords tout en cachant les atrocités qui ont pu être commises, aux frontières des pulsions humaines ? Pour la majorité d'entre eux le choix est fait. Les anciens combattants, même si certains ont pu vivre la guerre de cette manière, ont « aseptisé leur guerre pour pouvoir l'exorciser, et la violence extrême du conflit a en partie été masquée par le pacifisme de l'entre-deux-guerres. »[125]. Dès son achèvement et même pendant son déroulement, ce qui est plus rare, la Grande Guerre devient un objet d'histoire et surtout un enjeu de mémoire.

Pour les historiens de Péronne, cette vision a biaisé la réalité historique et l'historiographie lui a emboité le pas en diffusant ce point de vue. Elle aurait passé sous silence les souffrances et violences physiques mais aussi psychiques, ce qui est condamnable pour les historiens professionnels qui auraient alors renoncé aux règles scientifiques élémentaires. Le rôle des témoins est en cela prégnant car ils ont voulu en quelque sorte reconstruire une guerre différente dont les faits auraient été aseptisés, adoucis voire manipulés. Tout cela sans doute

[124] AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette, *14-18*… op. cit., p. 104.
[125] JULIEN Élise, « À propos de l'historiographie française… op. cit., p. 56.

pour se permettre de vivre avec le traumatisme de cette guerre côtoyée au plus près. La mort est ainsi souvent « aseptisée », la violence et la brutalité restent anonymes. Ce rejet est explicable par la notion de « deuil » qui a touché une très large partie de la société française. Ce deuil impacte fortement la manière de concevoir sa mémoire individuelle mais également collective à l'image de deuils nationaux et surtout des commémorations. Celles-ci ont tenté de surmonter ce deuil, « d'exorciser la mort afin d'aider les survivants à surmonter la douleur de la disparition. »[126]. Il est intéressant de souligner une nouvelle fois le champ lexical du religieux présent dans les thèses de Péronne, on passe de la « croisade », des soldats décrits comme des « martyrs » par le CRID, à « l'exorcisme ». Faire une histoire de la violence serait alors nécessaire, mais cela s'annonce difficile car dans la société l'importance des résistances, des révoltes, des rébellions est trop présente par le biais de certains auteurs dans le cinéma, le roman, la bande-dessinée. Les historiens du CRID ne partagent pas dans l'ensemble cette vision, notamment sur les témoins et une nouvelle fois Jean Norton Cru à qui il est reproché de nier la visibilité de traumatismes physiques des combattants sur le front. Rémy Cazals, pour contredire ces propos, mobilise une nouvelle fois des extraits de Norton Cru qui ne nie pas la violence mais plutôt les traces visibles de blessures :

> J'ai vu peu de sang à Verdun et ailleurs. Beaucoup de cadavres n'en offrent pas de trace à moins qu'on ne les soulève : la terre, le gazon absorbent le sang sous le corps. Certaines blessures causent la mort sans couper de gros vaisseaux. Il y a des hémorragies internes. J'ai vu telle égratignure du cuir chevelu ensanglanter la tranchée plus que dix morts.[127]

Le sujet de la violence serait ainsi resté tabou en France, tout comme le consentement face aux fraternisations malgré les efforts de l'historiographie. Le CRID voit tout l'inverse et pense au contraire que l'historiographie n'a pas favorisé et plutôt sous-estimé les trêves tacites et les fraternisations. Le manuel scolaire *Malet-Isaac* (classes terminales, édition de 1953) en serait le parfait exemple. Les mutineries de l'armée française en 1917 sont évoquées en deux lignes, les violences occupent sept lignes notamment la mention des « pires violences » subies par les non-combattants et la destruction des villes. La rubrique « Textes » qui donne les sources et des documents pour les élèves est quant à elle entièrement consacrée aux actes de violence commis par les Allemands sur les populations civiles de la Belgique et de la France. L'historiographie n'aurait alors peut-être pas laissé de côté et oublié les atrocités et les violences

[126] AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « La Grande Guerre… op. cit., p. 128.
[127] CAZALS Rémy, « 1914-1918 : oser penser… op. cit., p. 27.

commises pendant la guerre. Des preuves peuvent être trouvées pour confirmer tel ou tel argument, la violence a en effet pu être minorée par le mouvement pacifiste d'après-guerre, les traumatismes pouvant être trop difficiles à supporter pour certains témoins. L'historiographie de cette période et les générations suivantes ont pu relayer cette idée, les témoignages étant source, mais est-ce que tous les témoins ont aseptisé ces violences, est-ce que toute l'historiographie a diffusé cette vision ? Les arguments des deux « écoles » sont ainsi peut être compatibles et permettent de trouver un équilibre.

2. Une mémoire majoritairement « victimisante » ?

Dans la suite d'une historiographie aseptisée, les historiens de l'Historial de Péronne affirment que la mémoire de la Grande Guerre et de ses soldats serait alors majoritairement « victimisante ». L'accent serait ainsi mis sur la violence qu'ont subi les soldats et non pas celle qu'ils ont exercé. La mémoire pourrait se définir comme la manière dont des sociétés, des groupes et des individus se représentent le passé. Naissent donc des productions culturelles ainsi que des pratiques mémorielles pour créer une communion dans les différentes représentations du passé. Sur cette question les membres du CRID sont plutôt unanimes pour dire que la discipline historique devrait être séparée de la mémoire car même si les historiens « peuvent et doivent jouer leur rôle dans la construction de la mémoire par les sociétés contemporaines, il ne leur appartient pas de définir hors de toute argumentation scientifique ce que devrait être l'interprétation conforme d'un événement tel que la guerre de 1914-1918. »[128]. C'est pour cela que, exceptionnellement, le CRID ne rentre pas explicitement dans ce débat de la mémoire soi-disant « victimisante » car pour eux la mémoire n'est pas seulement l'affaire et l'expertise de l'historien.

Comment comprendre ce terme de mémoire « victimisante » ? Bien que l'histoire culturelle ait pu permettre l'élaboration de terme comme la « culture de guerre », elle a aussi pu être le déclencheur de lectures plus émotionnelles, empathiques et compassionnelles de la Grande Guerre, au grand dam de la lecture historique. Les soldats sont alors présentés comme des victimes sacrifiées sur l'autel de la violence et de la barbarie, alors qu'il ne faudrait pas oublier leur acceptation première qui n'a jamais disparu même si elle a pu être entamée comme en 1917. La lecture du sacrifice, presque du martyr peut se séparer en deux conceptions : une où le sacrifice du soldat fait de lui un héros, le poilu fait l'offrande de sa propre vie pour sauver

[128] https://www.crid1418.org/doc/textes/repertoire_critique_concepts.pdf

la nation et une seconde où le sacrifié est une victime tuée par erreur, mobilisée sur le front contre son gré. La lecture « victimisante » se rapproche ainsi fortement de celle de la contrainte. L'expression largement diffusée, notamment par des personnalités politiques, de « devoir de mémoire » peut être le symbole de l'injonction à se souvenir des victimes et de leurs souffrances et alimente donc cette mémoire « victimisante ». Stéphane Audoin-Rouzeau va même encore plus loin en établissant un parallèle entre cette vision et le « syndrome de Vichy », théorisé en partie par l'historien Henri Rousso sur le passage de la représentation d'une France tout entière résistante à une France collaboratrice. Il pourrait en être de même avec la conception d'un soldat qui se sacrifie héroïquement à un soldat victime d'une guerre qu'il n'a pas voulu faire.

Même aujourd'hui [à l'époque de la controverse] cette mémoire « victimisante » est prégnante dans la société. Pour ceux qui rejettent cette conception mémorielle la pression morale serait devenue « écrasante ». Cette vision se serait construite progressivement, chronologiquement. Dans les années 60 avec le choc des générations, il y a une hostilité de la jeunesse envers les anciens combattants qui sont pour eux responsables du conflit mondial. Cette conception entraine progressivement dans les années 80-90, la naissance de la vision d'un ancien combattant victime comme en témoignent les succès d'ouvrages comportant des écrits des poilus. Ce sont donc des phases et actuellement c'est plus celle de la victimisation notamment dans le cinéma et la littérature. Dans les arts les poilus sont « re-sacralisés » en tant que victimes. Le succès éditorial de *Paroles de Poilus. Lettres et carnets du front (1914- 1918)* paru en 1998 sous la direction de Jean Guéno et Yves Laplume, qui a passé le million d'exemplaires, en est le parfait exemple. Pour Stéphane Audoin-Rouzeau ce livre « est sans doute l'une des publications les plus médiocres jamais éditées à partir de sources directes écrites en 1914-1918 »[129], car cette vision du combattant comme « victime absolue » est à rejeter, les poilus se considérant plus comme les « acteurs d'un évènement immense ». Cet ouvrage est publié la même année que les célébrations commémoratives de 1998 qui peuvent être, à ce titre, considérées comme le paroxysme de l'historiographique et de la mémoire victimisante des soldats. Car les historiens sont également visés pour avoir prêté main-forte et appuyé la construction de cette mémoire, notamment ceux du CRID, car quelques-uns de leurs ouvrages sont explicitement cités. Ceux-ci emploieraient même des « titres racoleurs » et mobiliseraient les « registres affectifs de la dénonciation, de la défense ou de la révélation : *Années cruelles, 1914-1918*, *Le Cri d'une génération*, *La guerre censurée*. »[130]. Les historiens de Péronne voient en cette vision un danger car à la moindre intervention publique sur une œuvre qui traite de la

[129] AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « La Grande Guerre… op. cit., p. 121.
[130] PROCHASSON Christophe, « Debout les morts !... op. cit., p. 36.

mémoire pacifiste, le discours « non victimisant » parait complétement inaudible et même plus, « chez certains jeunes, il y a une identification spectaculaire avec les soldats de la Grande Guerre ». De plus, ce regard « victimisant » peut constituer « un moyen idéal, pour les citoyens que nous sommes, de nous disculper face aux problèmes d'aujourd'hui. »[131]. Jean-Yves Le Naour, intervenant mais historien « extérieur » à la controverse, a quand même un avis qui confirme le tableau frustrant dressé par les membres de l'Historial dont le travail serait obstrué par cette mémoire collective « victimisante » :

> Toutefois, même âprement disputées, les thèses autour desquelles s'organise le profond renouvellement historiographique doivent composer avec les logiques propres d'une mémoire « victimisante » qui se moque pas mal des conclusions scientifiques. […] Tout l'effort des historiens de Péronne pour redonner place aux soldats comme acteurs de leur temps est vain face au rouleau compresseur d'une mémoire victimisante qui ne veut retenir que le sacrifice.[132]

3. Mémoire et société : une demande sociale de mémoire

« Le plus souvent, les historiens ne sont que des compagnons de voyage, qui mêlent leur voix à une conversation beaucoup plus large »[133]. Laissons un peu de côté l'historien pour nous concentrer sur la manière dont la société conçoit et construit la mémoire des soldats de la Grande Guerre. Il s'agit donc ici d'une approche plus émotionnelle, parfois plus intime d'une mémoire individuelle, familiale ou collective, il est vrai, souvent dans la conception d'un soldat sacrifié et victime. Car, c'est un fait, l'histoire de la Grande Guerre reste l'affaire de tout le monde, et non seulement de l'historien, chacun peut se l'approprier à sa manière et porter un intérêt plus ou moins poussé. Sa représentation est façonnée par la société, les artistes, les romanciers, les réalisateurs mais également les historiens qui sont partie intégrante d'un large mouvement culturel.

La demande d'histoire et de mémoire viendrait donc des Français. Depuis la fin des années 80 environ, le souvenir de la Grande Guerre s'est déconnecté de la présence des derniers témoins qui étaient d'un âge très avancé même si les médias cherchaient toujours à obtenir des témoignages inédits. Finalement il y avait une sorte de perte d'intérêt pour ces derniers poilus qui avaient déjà presque tout exprimé. C'est ainsi la deuxième génération et surtout la troisième

[131] BIRNBAUM Jean, « 1914-1918… op. cit., et https://www.la-croix.com/Archives/2005-11-04/L-heroisme-de-guerre-est-incomprehensible-_NP_-2005-11-04-248676
[132] LE NAOUR Jean-Yves, « Le champ de bataille… op. cit.
[133] PROST Antoine, WINTER Jay, *Penser la Grande Guerre*… op. cit., p. 262.

après les anciens combattants, leurs petits-fils, qui ont eu un regain d'intérêt pour la « Der des Ders » et porté la mémoire de leurs aïeux. Il en résulte alors ce que l'on pourrait nommer une « vague créatrice » encore visible aujourd'hui dans la littérature avec des ouvrages comme *La chambre des officiers* de Marc Dugain ou encore très récemment en 2013 *Au revoir là-haut*, de Pierre Lemaître ; la bande-dessinée avec Tardi et surtout le cinéma qui a adapté de nombreux romans devenus maintenant des films « cultes ». Mais le décès en 2008 du dernier des poilus, Lazare Ponticelli, a fait naître la peur que la mémoire des soldats de la Grande Guerre s'efface. Mais au lieu de cela nous serions rentrés dans une autre phase, « nous avons quitté le temps de la mémoire pour entrer dans le temps de l'histoire. »[134]. Il est intéressant de noter que Lazare Ponticelli est représentatif du mouvement pacifiste d'après-guerre, il décrit des fraternisations entre les armées italiennes et autrichiennes, une incompréhension sur le but de faire la guerre et sur le fait de tuer des semblables[135]. Un discours qui se rapproche sous bien des aspects à la thèse de la contrainte. Il avait aussi indiqué que le travail de mémoire était selon lui trop tardif, que l'intérêt envers les poilus avait été assez faible. Dans le rapport demandé par le président de la République François Hollande pour les commémorations du centenaire de 14-18 qu'il a dirigé, Antoine Prost pondère cette demande sociale qu'il caractérise de plutôt faible et qui se limite à quelques familles. Entre les deux guerres c'était majoritairement les familles qui allaient chercher les associations alors qu'aujourd'hui ce sont plutôt les « militants mémoriels férus d'histoire » qui sont à la recherche des familles. Enfin quand il y a une demande sociale c'est au niveau local qu'elle peut aboutir et non pas à un niveau plus élevé.

Quel que soit l'intensité de la demande sociale, la Grande Guerre et le sort de ses soldats est toujours présente dans la mémoire. C'est principalement le cas des combattants qui ont été fusillés qui font plus l'objet d'une demande d'en bas (les familles) que d'en haut (la politique). Des associations ont vu le jour pour réclamer leur réintégration dans la mémoire nationale mais aussi des sites internet qui continuent à faire vivre leur mémoire, quitte même à interpeller les plus hautes instances de l'État. C'est le cas du site d'une association, celle du « Chemin des Dames »[136]. Trois publications respectivement des 9, 16 avril et 13 mai 2008 sont représentatives de la résonance que peuvent avoir les débats de la controverse du consentement et de la contrainte et les enjeux de mémoire que la question des fusillés réveille. 2008 est aussi

[134] https://www.lemonde.fr/centenaire-14-18/article/2018/11/11/centenaire-du-11-novembre-la-demande-de-memoire-et-d-histoire-vient-des-francais_5381971_3448834.html

[135] « Cette guerre, on ne savait pas pourquoi on la faisait. On se battait contre des gens comme nous… », « On ne voulait pas faire la guerre, on nous a obligés à la faire sans qu'on sache pourquoi. » dans https://www.lexpress.fr/actualite/societe/il-etait-le-der-des-ders_473703.html et https://web.archive.org/web/20080314235439/nord-pas-de-calais-picardie.france3.fr/info/40808584-fr.php.

[136] http://chemindesdames.blogspot.com

l'année des commémorations des 90 ans de l'armistice, symbolisées par une activité mémorielle intense du président Nicolas Sarkozy et de son gouvernement.

La publication du 9 avril est titrée : « Bataille mémorielle, bataille politique ». La bataille mémorielle concerne les soldats condamnés à être fusillés pendant la Grande Guerre. Il est indiqué que le Conseil général de l'Aisne veut que les soldats fusillés pour l'exemple soient reconnus comme des combattants de la Grande Guerre à part entière et que leurs noms soient inscrits sur les monuments aux morts, en somme une égalité mémorielle. Les membres de ces associations déplorent que les cérémonies officielles « renouent avec une lecture de la guerre comme un grand élan patriotique pour la défense de la Nation », à « rebours de l'opinion publique et des fictions récentes ». Cette phrase fait directement écho à ce qui a été dit précédemment, l'opinion publique voit dans les soldats des victimes et les différentes formes de productions artistiques diffusent ce message. Ils font également remarquer, ce que le CRID soulignait sur l'histoire « d'en haut » et « d'en bas », que « l'histoire ne s'écrit pas uniquement à partir des textes des généraux et des hommes politiques, mais aussi à partir du témoignage du simple soldat. ». Il est donc intéressant de souligner que les débats portés par les historiens de Péronne et du CRID trouvent un écho dans une partie de la société et sont relayés. La bataille politique trouverait son origine dans les propos de Lionel Jospin en 1998 qui avait insisté sur la répression des soldats dans l'armée et plaidé pour la réintégration des fusillés pour l'exemple dans la mémoire nationale. À partir de ce moment la mémoire de la guerre devient le théâtre d'affrontements politiques entre la gauche et la droite. Les membres de l'association voient dans la droite une reprise du thème du « grand élan patriotique » tandis que la gauche se saisit des fusillés comme symbole de l'injustice et de la répression. Pour eux l'affrontement idéologique, dans sa conception, pourrait même se rapprocher de celui de l'affaire Dreyfus. La publication du 16 avril est titrée : « Reconnaitre les soldats condamnés pour l'exemple ». Il s'agit ici d'organiser une randonnée en l'honneur des soldats tués lors de l'offensive du Chemin des Dames. La précédente demande sur la réintégration de la mémoire des fusillés pour l'exemple est réitérée puisque « le Conseil général de l'Aisne invite solennellement la République française à prendre […] la décision de reconnaître les soldats condamnés pour l'exemple comme des soldats de la Grande Guerre à part entière ». Enfin la publication du 13 mai titre sous forme d'espoir : « Vers une réhabilitation des fusillés pour l'exemple ? ». Cette dernière est très intéressante car elle s'insère directement dans la controverse historiographique puisque les membres de l'association répondent à une déclaration de Jean-Jacques Becker qui ne comprenait pas en quoi le Conseil général de l'Aisne se mêlait de cette question mémorielle,

la mémoire serait alors l'expertise de l'historien[137]. Des propos qui s'opposent donc à ceux d'Antoine Prost qui disait que l'histoire de la Grande Guerre était l'affaire de tout le monde et surtout à ceux du CRID qui préconisent une stricte séparation entre histoire et mémoire. Les militants de l'associations concluent et dénoncent amèrement, dans la suite du CRID dont ils semblent finalement proches, que :

> Les historiens de « Péronne » s'arcboutent et réécrivent l'histoire. Heureusement pour eux, ils ont les faveurs des grands médias qui ne connaissent que les Becker et Audouin-Rouzeau comme « Spécialistes de la Grande Guerre ». Ce n'est pas grave s'ils n'ont jamais travaillé sur les fusillés. Ce n'est pas grave s'ils ne connaissent pas grand-chose sur cette question...

Les citoyens peuvent donc s'investir dans l'histoire de la Grande Guerre ainsi que dans la mémoire de celle-ci ou d'une frange des combattants. Certains voient en cela une ouverture, une démocratisation dans la pratique de l'histoire et de la mémoire tandis que d'autres paraissent plus prudents et réservés car « au-delà de cette mise en histoire par les citoyens eux-mêmes, la société contemporaine jette sur la Première Guerre mondiale un regard qui fait écran à sa compréhension. »[138].

B. Quand la politique s'insère dans le débat : une surimposition du clivage politique sur la querelle historiographique.

Les thèmes des débats entre les historiens de l'Historial de Péronne et du CRID, en plus d'être relayés par certains citoyens, sont aussi l'objet d'affrontements politiques surtout lors de commémorations nationales et sur la question délicate des soldats « fusillés pour l'exemple ». Ces questions ont fait l'objet de désaccords entre les différents historiens de la controverse qui ont dans l'ensemble réagi aux déclarations politiques tandis que le rôle de l'historien dans la commémoration ne fait pas l'unanimité dans la profession. C'est aussi sur cette question que quelques accords peuvent être trouvés entre les deux « écoles ».

[137] « "De quoi se mêle le conseil général de l'Aisne ?" demande-t-il. La notion même d'exemplarité des condamnations lui semble discutable : "Ces soldats ont été jugés par les tribunaux militaires, il y a sans doute eu des erreurs judiciaires mais la forme a été respectée. Il serait faux de dire qu'ils n'étaient coupables de rien." »
[138] LE NAOUR Jean-Yves, « Le champ de bataille… op. cit.

1. Les commémorations de la Grande Guerre et l'intervention de la politique : l'épineux sujet de la réintégration ou réhabilitation des « fusillés pour l'exemple »

Les commémorations nationales dont celles de la Grande Guerre sont organisées par les pouvoirs publics, l'État et son gouvernement. La politique a donc un rôle clé dans ces moments-là, leurs actions et le plus souvent leurs discours se mêlent à l'histoire tout en distillant des messages politiques. Le risque de la réutilisation ou de l'instrumentalisation sont présents, surtout que les politiques n'ont pas tous une rigueur et exactitude scientifique. De fait la Grande Guerre et principalement la question de la mémoire des soldats « fusillés pour l'exemple » déchainent les passions des politiques. Le cas le plus représentatif est sans doute celui du Premier ministre Lionel Jospin et de son discours du 11 novembre 1998 à Craonne. Cet épisode, tant par sa couverture médiatique que par les acteurs qui ont participé, a marqué pendant un temps les relations qu'entretenait l'exécutif pendant la cohabitation. Finalement la polémique aura été de relative courte durée et la sortie à l'amiable ne peuvent en faire un incident politique. Dans ce discours, Lionel Jospin annonce son désir de voir les combattants fusillés « réintégrés », le terme a son importance, dans la mémoire collective nationale :

> Certains de ces soldats, épuisés par des attaques condamnées à l'avance, glissant dans une boue trempée de sang, plongés dans un désespoir sans fond, refusèrent d'être des sacrifiés. Que ces soldats, « fusillés pour l'exemple », au nom d'une discipline dont la rigueur n'avait d'égale que la dureté des combats, réintègrent aujourd'hui, pleinement, notre mémoire collective nationale.[139]

Lionel Jospin, prend le parti de décrire la souffrance des combattants sur le front : « boue trempée de sang », « désespoir sans fond », « refusèrent d'être sacrifiés ». Des formules qui dépeignent des soldats victimes, qui refusent de mourir pour cette guerre, pensée partagée dans l'opinion publique. Le choix de Craonne est également hautement symbolique, lieu de l'offensive du Chemin des Dames, échec de l'armée et du commandement français qui fut un massacre. Vocabulaire et lieu qui représentent la souffrance du soldat, le maire de Craonne va même jusqu'à dire que l'offensive du Chemin des Dames est « le premier crime contre l'humanité resté impuni ». Fait intéressant, au même moment le ministre Italien de la Défense déclarait que « « l'on devait rendre leur honneur » aux 750 soldats italiens fusillés pour

[139] http://archives.gouvernement.fr/jospin_version3/fr/ie4/contenu/4386.htm

désertion, et peu avant le ministre de la Défense britannique avait émis des « regrets » quant aux 306 soldats Britanniques fusillés. Une sorte de *mea culpa* des anciennes puissances alliées contre l'Allemagne et l'empire Austro-Hongrois se développe au même moment. Le discours de Lionel Jospin a réactivé un intérêt pour ceux qui sont considérés comme les « martyrs » de la guerre et a fait ressurgir la tradition des contre-commémorations, mouvements informels comme le fait de déposer des gerbes de fleurs rouges sur des monuments aux morts à Riom, Brest par exemple, reprise de la Chanson de Craonne qui souligne les horreurs des combats. Certains mouvements pacifistes, hostiles à la guerre, antimilitaristes, qui se réjouissent du discours de Craonne, se renforcent et mettent en place une nouvelle cérémonie : l'hommage aux fusillés pour leur donner une légitimité mémorielle.

Mais les propos du Premier ministre n'échappent pas aux commentaires et surtout aux dénonciations. Lionel Jospin était le Premier ministre de gauche du président Jacques Chirac alors de droite, ses opposants ne tardent alors pas à dénoncer ses propos. La droite mobilise plutôt des discours du commandement et non pas celui des soldats. Les commentaires tournent autour de la désobéissance et de l'atteinte à la discipline des armées, ce qui radicalise encore la polémique. Cependant en parallèle les souffrances endurées par des soldats sont reconnues. Il y a trois types d'oppositions qui peuvent être dégagées : sur la notion de l'honneur et donc du déshonneur de Jospin, sur la question, de la défense nationale, une mutinerie mettant en péril la défense et l'opposition entre bons et mauvais soldats, ceux qui ont tenu et ceux qui ont abandonné. Le président Chirac réagit en opposant les mutins et les autres soldats qui ont donné leurs vies pour sauver la patrie envahie. Philippe de Villiers regrette que l'insoumission des soldats ait été saluée plutôt que le devoir accomplit jusqu'au-delà des souffrances par les autres soldats. Nicolas Sarkozy, à l'époque ministre de l'Intérieur, complète le discours présidentiel ironiquement car selon lui « mettre en valeur ceux qui ont été fusillés, sans doute très cruellement, parce qu'ils s'étaient mutinés, alors que des millions d'autres se sont sacrifiés […] je ne suis pas sûr que ce soit le meilleur exemple à donner. »[140]. Certains attaquent en parlant d'une atteinte directe à la patrie mais le seuil est franchi dans la polémique avec les propos de Michel Seguin qui fait une comparaison douteuse, il se demande s'il « s'agit de réhabiliter les Waffen SS, les gens qui ont adhéré aux partis de Doriot et de Déat, et en particulier, peut-être, des personnalités de gauche ? »[141]. Pour se défendre Jospin se justifie car il pense avoir dit « des choses humaines, justes et nécessaires », discours commun à gauche sur la notion d'humanisme,

[140] OFFENSTADT Nicolas, *Les Fusillés*… op. cit., p. 187.
[141] Jacques Godfrain parle aussi de paroles « qui ont souillé l'esprit de ce pays » dans AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « La Grande Guerre… op. cit., p. 122 ; *idem* pour la citation de Michel Seguin.

repris par François Hollande qui pensait que les mutins étaient simplement des hommes à bout de forces et pas forcément des mauvais Français.

Les médias ont également leur part de responsabilité dans le développement de cette polémique. Premièrement car les différents responsables politiques se sont exprimés dans les colonnes de certains journaux. Des médias comme *Le Monde* ont altéré et radicalisé les propos de Jospin en titrant : « La République honore les mutins de 1917 ». Les propos du Premier ministre ont pu être mal retranscrits car il parle d'une « réintégration » et non d'une « réhabilitation » à comprendre sous l'angle juridique. Les propos restent assez flous car il peut vouloir parler d'une amnistie, d'un hommage, mais ce qui est certain c'est qu'il ne présente pas les mutins et les fusillés comme des héros. Reste également à savoir si les responsables politiques et surtout les médias ne confondent pas les mutins et les « fusillés pour l'exemple », ce qui est chose aisée. Quoiqu'il en soit il s'agit bien d'une réintégration et non d'une réhabilitation. Le même média [*Le Monde*] abonde dans le sens des propos du maire de Craonne en oubliant totalement le génocide arménien qui a eu lieu deux ans plus tôt, ce qui questionne la justesse historique des propos. Il y a une multiplication d'émissions de télé et de radio en novembre 1998 qui mettent en avant une approche critique de la guerre, les éditorialistes reprennent la notion de « martyrs » et sur l'absence de consentement des soldats partis à la guerre[142]. Les médias, en un sens, peuvent participer à la construction de la mémoire ou bien d'une mémoire.

Enfin la question de la « réintégration » voire de la « réhabilitation » des fusillés pour l'exemple a continué de faire son chemin sous les autres gouvernements. En 2008, Nicolas Sarkozy, alors président de la République, adoucit considérablement les propos qu'il avait tenu en 1998, sans pour autant faire un pas vers la moindre réintégration : « Je veux dire au nom de la nation que beaucoup de ceux qui furent exécutés alors ne s'étaient pas déshonorés, n'avaient pas été des lâches, mais que simplement ils étaient allés jusqu'à l'extrême limite de leurs forces. »[143]. Il revient donc sur ce qu'il avait dit et parle même « d'erreurs de commandement », de « massacre », d'exclusion d'indulgence et de faiblesse. Ne serait-ce pas un signe de pacification de la mémoire collective de la Première Guerre mondiale ? N'oublions pas également que le dernier poilu, Lazare Ponticelli est décédé cette année-là. Un projet de loi a

[142] Alain Genestar, éditorialiste du Journal du Dimanche : « L'initiative du Premier ministre a été saluée par tous les Français qui savent […] que les mutins étaient des martyrs. » et Jean-Pierre Guéno (directeur des éditions de Radio-France) déclare : « Non seulement les Français ne sont pas partis la fleur a fusil […] mais très vite un ras-le-bol s'est installé parmi les soldats qui ne se faisaient plus aucune illusion sur le fondement réel du conflit » dans OFFENSTADT Nicolas, *Les Fusillés*… op. cit., p. 195 et 185.

[143] https://www.lemonde.fr/societe/article/2008/11/11/un-11-novembre-particulier_1117148_3224.html

même été déposé le 20 décembre 2011 au sénat mais aucune suite n'a été donnée. Il est pointé du doigt une « absence de toute disposition de réhabilitation [qui] persiste à les faire considérer comme des lâches ou des traîtres, flétrissant ainsi leur mémoire et jetant l'opprobre sur leurs descendants. ». Pour ceux qui déposent la proposition de loi et les familles, il est temps de mettre un terme à ce déni et à ce que la mémoire soit apaisée. Un unique article était proposé :

> Les « fusillés pour l'exemple » de la première guerre mondiale font l'objet d'une réhabilitation générale et collective et, en conséquence, la Nation exprime officiellement sa demande de pardon à leurs familles et à la population du pays tout entier. Leurs noms sont portés sur les monuments aux morts de la guerre de 14-18 et la mention « mort pour la France » leur est accordée.[144]

Sous le mandat de François Hollande rien n'a avancé alors que le fait qu'il soit socialiste et qu'il s'était engagé pour la réhabilitation, avait laissé un espoir aux familles des fusillés, surtout avec les commémorations du Centenaire de la Première Guerre mondiale. Enfin avec l'actuel président, Emmanuel Macron, et la fin des commémorations du Centenaire, les fusillés sont portés disparus. Le gouvernement ayant été sollicité a répondu qu'il s'agissait plutôt de se souvenir plutôt que de rejuger[145].

Cette question des mutineries et des fusillés ne nourrit pas que des controverses historiographiques comme celle du consentement et de la contrainte mais en fait naitre également au niveau politique, ce qui fait réagir l'historien.

2. L'historien et la commémoration : quel rôle à jouer ?

a. Les nombreuses réactions d'historiens aux propos de Lionel Jospin du 11 novembre 1998

Le discours prononcé par le Premier ministre Lionel Jospin n'a pas laissé les historiens insensibles. Si un certain nombre d'entre eux ont réagi, les lectures et les avis divergent souvent

[144] http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.senat.fr%2Fleg%2Fppl11-212.html

[145] « Vous soulevez à nouveau une demande ancienne, plusieurs fois exprimée sous différentes formes, d'une réhabilitation collective des fusillés. Pour autant, il ne peut, aujourd'hui pas plus qu'hier, y être répondu favorablement. Il ne s'agit en effet pas d'un sujet politique, qui donnerait lieu à des réponses différentes selon les gouvernements et les chefs de L'État », réaffirme le chef de cabinet du président dans un courrier à d'Eric Viot, historien auteur du livre *Fusillés non réhabilités* : https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/centenaire-14-18-fusilles-exemple-aux-abonnes-absents-commemorations-emmanuel-macron-1571732.html

notamment entre les historiens du CRID et de l'Historial de Péronne. Certains historiens comme Stéphane Audoin-Rouzeau jugent assez sévèrement les propos du Premier ministre. Les propos des historiens de Péronne sont généralement plus cinglants tandis que ceux du CRID se contentent de dénoncer les propos « excessifs » de leurs homologues.

Avant tout, le fait que Lionel Jospin se soit rendu à Craonne, un lieu symbolique des mutineries et des combats sanglants et toujours boudé pour les commémorations nationales, constitue déjà une rupture. Le discours prononcé est une rupture, tout comme les propos du maire de Craonne qui parle du « premier crime contre l'humanité ». Le fait qu'il offre au Premier ministre le foulard d'un poilu mort montre sa volonté de sanctifier la mort, le sacrifice des combattants. Cependant, dans ce moment commémoratif « original », demeure un problème de sources. En effet durant le discours les propos restent anonymes car aucuns mutins ou fusillés ne sont mentionnés pour les justifier. Ce manque de sources créer malheureusement un certain flou dans le discours même si la portée générale reste la même. Stéphane Audoin-Rouzeau est sans doute le principal historien de Péronne à s'opposer aux propos de Lionel Jospin dans l'ensemble. La polémique de 1998 est considérée comme régressive car elle montre une résurgence du pacifisme des années 1930. En abordant cet épisode, il dit que c'est « la mort dans l'âme qu'il faut se résigner » à aborder cette polémique politique qui a marqué l'épisode commémoratif de 1998 et sa résonance dans les médias car elle suscité un « recul cognitif »[146]. Il serait reproché à Lionel Jospin une triple ignorance. La première concernerait la spécificité des mutineries de 1917 : il y aurait une confusion entre les fusillés pour refus d'obéissance devant l'ennemi, les « fusillés pour l'exemple » à la fin de 1914 et en 1915 et les mutins de 1917, pour lesquels Audoin-Rouzeau ne manque pas de rappeler, qu'ils « ne se sont jamais insurgés au combat mais à l'arrière » et qu'on ne peut pas les nommer « fusillés pour l'exemple ». La deuxième ignorance concernerait la place des mutins dans la mémoire collective nationale et enfin le rôle des gauches dans la volonté de réintégration des mutins ou fusillés, car Audoin-Rouzeau fait remarquer qu'on ne sait plus vraiment de qui veut parler le Premier ministre. Mais le plus critiquable reste sans doute l'absence de contextualisation de la répression des mutins de 1917. L'historien et romancier Max Gallo a, de son côté, des propos très durs, considérant le Premier ministre comme le pourfendeur de la « repentance ».

Car finalement, dans la majorité, les historiens sont allés dans le sens des paroles de Lionel Jospin. Jean-Jacques Becker, par exemple, est presque entièrement d'accord mais aurait préféré que le terme de « combattant » soit employé plutôt que de « fusillés pour l'exemple »

[146] AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « La Grande Guerre… op. cit., p.118.

qui n'auraient pas existé. Cette vision provoque l'opposition de Nicolas Offenstadt qui démontre au contraire leur existence grâce aux sources[147]. L'historien Pierre Miquel ainsi que Guy Pédroncini, spécialiste de la question, ont annoncé qu'ils partageaient l'opinion du Premier ministre. Rémy Cazals s'oppose au terme de « recul cognitif » que Stéphane Audoin-Rouzeau a employé, selon lui c'est une avancée dans le domaine de l'histoire culturelle qui nous informe de « façon intéressante sur les représentations de l'histoire que se faisaient en 1998 des hommes politiques de tendances opposées. »[148]. Finalement les propos de Lionel Jospin ont été victime de l'amalgame rapide fait entre « réintégration » et « réhabilitation » et d'emballement des médias, alors qu'il ne s'agit que d'une évocation et d'un rappel. Le Premier ministre, pour tenter de donner de la légitimité à ses propos, invoque les historiens, il parle de « conclusions non contestées par les historiens les plus sérieux ». Mais finalement, les historiens semblent être restés assez en retrait du débat, « leur présence effective s'est montrée plus discrète que leur invocation par les acteurs politiques et médiatiques »[149].

b. La commémoration, une affaire d'historien ?

Cette question du rôle de l'historien dans la commémoration ne fait, une nouvelle fois, pas l'unanimité au sein de la communauté historienne. Certains sont persuadés du rôle prééminent que l'historien doit jouer dans la commémoration, un garant de la connaissance scientifique tandis que d'autres militent pour que ce dernier se tienne le plus éloigné possible de ce champ, trop politisé et qui n'a plus grand-chose à voir avec la discipline historique.

Comme avec la question de la mémoire où ils sont plutôt favorables à une séparation avec l'histoire, les historiens du CRID sont dans l'ensemble plutôt favorable à ce que l'historien ne s'investisse pas trop dans les commémorations. Cette position est surtout due à la politisation de ces dernières et au risque que les pouvoirs politiques interfèrent dans la recherche historique, car même si l'État a un rôle à jouer dans l'entretien d'une mémoire collective, il ne devrait pas entraver le travail historique. Les commémorations se rattachent forcément au domaine de la mémoire, donc au « registre de l'émotion, de la subjectivité, et non pas à l'histoire, qu'elles se contentent de nourrir. D'où l'importance de commémorations historicisées. Il faut se méfier de l'émotion en histoire », rappel Nicolas Offenstadt, car finalement le rôle de l'historien n'est pas de faire les commémorations mais de « donner des instruments au pouvoir politique et au

[147] OFFENSTADT Nicolas, *Les Fusillés*… op. cit., p. 194.
[148] CAZALS Rémy, « 1914-1918 : oser penser… op. cit., p. 32.
[149] OFFENSTADT Nicolas, *Les Fusillés*… op. cit., p. 193.

citoyen » pour pouvoir construire une mémoire la plus « juste » possible[150]. Les commémorations, de plus en plus nombreuses dans les années 2000, sont un peu la résurgence des années 1919-1939 où l'on pouvait parler de « fièvre commémorative ». On peut remarquer un « retour des morts » et du deuil dans celles-ci, il y a plus de piétas, de douleur, ce qui entraine parfois des conflits de mémoire. De l'autre côté, certains pensent que le rôle de l'historien est essentiel dans les commémorations à l'instar d'Alain Corbin. Pour lui elle est même la mission de l'historien, mais il s'agit pour ce dernier de commémorer et non de célébrer, un travail qui s'inscrit plus dans le sens d'une « mission civique ». C'est ici où se révèle tout le sens du travail de l'historien :

> Le travail de l'historien est d'effectuer un voyage dans le temps, de ressusciter chaque époque du passé dans sa spécificité, d'en retrouver et d'en exposer les valeurs, les émotions, les manières de vivre, les désirs, les peurs et les joies spécifiques ; cela, afin d'éviter l'anachronisme psychologique ; c'est à-dire tout jugement inspiré par la situation présente.[151]

Mais le pouvoir politique se mêle souvent au travail de l'historien, notamment par le biais des rapports de commissions d'historiens pour les commémorations de la Grande Guerre. La première commission est celle de Jean-Jacques Becker. Le 19 décembre 2007, Jean-Jacques Becker a rédigé un rapport sur la commémoration du 90e anniversaire de la fin de la guerre de 14-18, commandé par le pouvoir politique sous la présidence de Nicolas Sarkozy. La commission a été créée à l'initiative d'Alain Marleix, secrétaire d'Etat à la Défense chargé des anciens combattants, et présente les orientations pour la commémoration du 90e anniversaire de l'Armistice du 11 novembre 1918, notamment les lieux et dates où se dérouleront les cérémonies[152]. Elle est composée de réalisateurs de cinéma, de journalistes, de professeurs d'histoire et d'historiens comme John Horne, Gerd Krumeich et Stéphane Audoin-Rouzeau qui sont donc chercheurs à l'Historial de Péronne. Il est à noter qu'aucun historien apparenté au CRID n'est présent dans cette commission. Sa mission est de réfléchir au sens à donner aux commémorations du 11 novembre 2008 avec pour thématique principale le retour à la paix en Europe, donc un lien évident avec l'Union Européenne, sujet hautement politique étant donné qu'à cette date, la France préside le conseil de l'Union Européenne. La commission de Jean-

[150] https://www.lepoint.fr/societe/nicolas-offenstadt-je-ne-crois-pas-a-l-inflation-commemorative-13-11-2017-2172025_23.php et https://www.lemonde.fr/centenaire-14-18/article/2018/11/11/centenaire-du-11-novembre-la-demande-de-memoire-et-d-histoire-vient-des-francais_5381971_3448834.html
[151] CORBIN Alain, « L'historien et la commémoration », dans *La Gazette des archives*, n°236, 2014, p. 15.
[152] https://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000033/index.shtml

Jacques Becker est doublée d'une autre présidée par l'historien André Kaspi qui doit réfléchir pour donner un renouveau aux commémorations « afin de lutter contre le désintérêt dont elles sont malheureusement menacées ». Il est intéressant de relever cette volonté de renouveau, de modernisation pour que ce moment devienne un temps de recueil national, d'une mémoire unie et collective alors que les (trop ?) nombreuses commémorations semblent lasser la population qui se sent moins concernée. Le président Sarkozy rappel tous ces thèmes, de l'Union Européenne, de la modernisation commémorative dans une déclaration. Celle-ci confirme très bien l'insertion de la politique dans le travail de l'historien car c'est avant tout une demande du pouvoir en place. S'ensuit dans ce discours, un jeu de répétition sur le terme « mémoire » (répété 8 fois) qui montre bien l'attente du pouvoir politique dans le travail des historiens pour que cette commémoration soit un moment mémoriel collectif. Mémoire et modernité sont ainsi accolés pour rappeler que les jeunes générations ont un rôle à jouer, malgré le désintérêt croissant, dans cette « politique de mémoire moderne »[153]. Le rapport de la commission Becker propose finalement un lourd calendrier commémoratif avec trois thèmes : le sacrifice de la jeunesse européenne et donc le deuil des familles, l'implication des populations civiles dans la guerre et enfin les progrès de la démocratie. Il faut noter que le mot de « sacrifice » apparait à de nombreuses reprises, La plupart des publications ainsi que des séminaires sont ceux des historiens de l'Historial de la Grande Guerre, les autres sont absents.

Si les réactions des historiens, notamment du CRID, à ce rapport se font rares, certains citoyens s'en sont chargés en voyant dans les commémorations de 2008 et dans le rapport de la commission Becker, une marche en arrière mémorielle[154]. Il est reproché à Jean-Jacques Becker, décrit comme le « maître à penser de l'École de Péronne », de renvoyer la guerre à une perception religieuse, de croisade en utilisant à de nombreuses reprises le terme de « sacrifice » qui impliquerait le renoncement volontaire à la vie pour un combat juste. Ils voient dans ce rapport un mélange entre une volonté politique d'en faire une fête européenne et « une interprétation de l'histoire (celle de l'Ecole de Péronne) selon laquelle les citoyens ont librement consenti à la guerre parce qu'ils étaient convaincus de la justesse de cette guerre ». Finalement ce rapport serait le moyen de régler des comptes entre historiens et d'imposer une vision unique et figée de la guerre. Le choix des lieux parait aussi hautement subjectif, car l'Aisne, il est vrai, reçoit peu de commémorations, peut-être « pour avoir donné trop

[153] Discours d'Alain Marleix déclare devant le Sénat le 1er décembre 2007 et de Nicolas Sarkozy le 10 janvier 2008 dans ses vœux aux armées et anciens combattants : http://histoirecoloniale.net/commemoration-de-1918-une-nouvelle.html

[154] Commémorations de 1918 : une marche arrière mémorielle : http://chemindesdames.blogspot.com/2008/

d'importance au CRID », tandis que Péronne reçoit la cérémonie internationale aux morts de la guerre. Les thèmes de la controverse sont à nouveau évoqués quand il s'agit de caractériser la pensée historique de Jean-Jacques Becker : celle-ci est décrite comme « ringarde », « patriotique » et « perçue par les élites ». Finalement les conclusions du rapport font ressentir les commémorations comme une instrumentalisation politique, une « utilisation de l'Histoire par Nicolas Sarkozy » acceptée par les historiens de Péronne, qui en retirent un avantage qui justifie la domination institutionnelle de leurs thèses.

Cinq ans plus tard, en 2013, un rapport a de nouveau été commandé par le président de la République, François Hollande. Les commémorations du Centenaire approchant, il est demandé à Antoine Prost de donner un point de vue historique sur la place des fusillés dans la mémoire[155]. Le président Hollande s'était engagé sur cette question mais cela reste la seule action car il n'y a pas de suite à ce rapport. Contrairement à la commission Becker, des historiens de Péronne, mais aussi du CRID, sont invités à participer : Stéphane Audoin-Rouzeau, André Bach, André Loez, Nicolas Offenstadt et Emmanuel Saint-Fuscien. Il est intéressant de lire, quinze ans après les propos de Lionel Jospin, que de droite comme de gauche, face aux conditions des poilus les politiques « comprennent que certains aient un jour ou l'autre craqué, sans être des lâches pour autant » et qu'un « large consensus existe dans notre société pour estimer que la plupart n'étaient pas des lâches : c'étaient de bons soldats, qui avaient fait leur devoir et ne méritaient pas la mort ». Les historiens du rapport en arrivent à plusieurs conclusions et propositions. Ils déconseillent avant tout de suivre la ligne des « anciens » politiques, celle de ne rien faire. Il y aurait ainsi trois possibilités. La première serait une réhabilitation générale que des associations demandent mais elle est déconseillée car des fusillés l'ont été à tort, d'autres l'ont été à raison et auraient été condamnés par d'autres cours de justice. La notion de réhabilitation pose juridiquement problème car la condamnation aurait été prononcée à tort. Il est possible d'amnistier certains fusillés mais réhabiliter « serait faire violence à l'histoire ». La seconde possibilité serait une réhabilitation au cas par cas mais elle est aussi déconseillée car elle représenterait une très lourde entreprise, un très long travail d'investigation et des coûts importants pour des résultats décevants car « refaire des procès cent ans après les faits n'a guère de sens ». La dernière proposition, qui est favorisée, serait une déclaration solennelle éventuellement renforcée d'un projet pédagogique qui consisterait à « affirmer de façon très forte que beaucoup de fusillés, mais non pas tous, l'ont été dans des

[155] PROST Antoine, AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BACH André, LOEZ André, OFFENSTADT Nicolas, SAINT-FUSCIEN Emmanuel, *Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918 ? Un point de vue historien*, 1er octobre 2013

conditions, précipitées, parfois arbitraires, sans que les droits de défense aient toujours été respectés. ». Une déclaration modérée mais qui viserait à reconnaitre les erreurs et les torts causés à ces hommes et à leurs familles sans parler de réhabilitation juridique. Elle constituerait plus une réhabilitation morale, civique, citoyenne[156]. Il s'agirait donc de réintégrer les fusillés dans la mémoire collective. Cependant ces conclusions et propositions n'ont pas été retenues et c'est au contraire la ligne de « ne rien faire », sans doute plus sécurisante, qui continue, jusqu'à aujourd'hui encore, d'être favorisée par les pouvoirs publics.

Finalement, bien qu'ils ne soient pas tous en accord sur la question, les historiens jouent bien un rôle dans les commémorations. Celui-ci peut être mêlé avec le pouvoir politique qui demande souvent « l'expertise » scientifique des historiens, au risque que leur travail soit parfois politisé. La plupart du temps l'historien est appelé pour donner un point de vue historique sur un thème donné et donc pour conseiller et donner des outils au pouvoir politique dans sa visée commémorative et mémorielle, sans pour autant en épouser les convictions. Avec le temps, en passant du rapport Becker à celui de Prost, la querelle s'est essoufflée, les historiens des deux « écoles » en viennent à travailler ensemble et les points de vue ont pu évoluer, s'adoucir pour pouvoir arriver à un compromis.

C. La controverse et ses différents champs d'influence : une bataille institutionnelle et d'opinion publique

Les débats de la controverse ont pu être simplifiés par les médias pour qu'ils soient plus facilement compréhensibles, démocratisés, mais on retrouve également ces débats dans deux sphères importantes de la vie publique : le thème du consentement s'est imposé institutionnellement dans les manuels scolaires alors que celui de la contrainte s'épanouit dans les arts comme le cinéma, les jeux vidéo, la littérature et la bande-dessinée.

1. Dans le champ institutionnel : la domination du consentement

Les historiens du CRID 14-18 font le constat suivant : institutionnellement, que cela soit dans la recherche, à l'université ou dans les manuels scolaires du secondaire, les thèses des

[156] PROST Antoine, AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BACH André, LOEZ André, OFFENSTADT Nicolas, SAINT-FUSCIEN Emmanuel, *Quelle mémoire*… op. cit., p. 27 à 31.

historiens de l'Historial de Péronne l'emportent largement. Philippe Olivera résume parfaitement le ressenti de ses collègues du CRID :

> D'un point de vue institutionnel, Becker et Audoin-Rouzeau sont archidominants. Ils refusent le débat, et ne dialoguent qu'avec les morts... Sur '14-18', ils contrôlent non seulement les manuels scolaires, mais aussi les sujets d'agrégation et la bibliographie qui va avec. Et puis ils s'adossent à une puissante structure : l'Historial dispose de moyens importants pour financer des bourses, des colloques et une revue internationale... En termes de budget, y'a pas photo ![157]

C'est bien Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau, figures de proue, des thèses du « consentement » qui sont principalement visés ici. Cette domination est expliquée par les puissants moyens dont disposent l'Historial pour dominer cet espace qui part de la recherche pour aboutir aux programmes scolaires. La domination serait ainsi pyramidale est exclusivement en possession de l'Historial. Pour ce qui est de la domination universitaire et notamment dans les concours de recrutement des enseignants comme le CAPES ou l'Agrégation, Rémy Cazals avait déjà fait la remarque sur la bibliographie du CAPES et de l'Agrégation d'histoire publiée par Historiens et Géographes en 2003, où les principaux ouvrages faisant foi étaient ceux des chercheurs de Péronne. Leurs idées infuseraient alors chez les enseignants, qui, à leur tour les transmettront à leurs élèves. Cercle vicieux. Cette dénonciation devient un leitmotiv chez les CRID et Frédéric Rousseau, André Loez ou encore Nicolas Mariot, pour ne citer qu'eux, ne dérogent pas à la règle.

L'analyse des programmes scolaires et manuels scolaires portent essentiellement sur les anciens programmes scolaires du collège ou du lycée, avant 2010. Il faut rappeler brièvement que, comparée aux manuels scolaires d'après-guerre, l'histoire culturelle a permis, surtout dans les années 90 de faire émerger l'intérêt de(s) expérience(s) combattante(s) et celle(s) des civils. L'histoire d'après-guerre dans les manuels ne laissait pas de place aux soldats et à l'expérience combattante qui est évacuée en quelques lignes avec le creusement des tranchées. Pour la guerre des tranchées le quotidien des hommes était absent. C'était une histoire désincarnée de l'après-guerre. À partir des années 2000 c'est la thèse du consentement qui semble imprégner les programmes scolaires. Certains documents d'accompagnement, comme dans les classes de Première S, prouvent la présence de ces thèses. Ils indiquent une ténacité des soldats qui invite à poser des questions difficiles : « celles du consentement et de l'acceptation de la violence, donnée et subie. Un puissant sentiment de solidarité nationale, la lutte individuelle et de groupe

[157] BIRNBAUM Jean, « 1914-1918... op. cit.

pour la survie, l'intériorisation de l'idée que l'adversaire appartient à l'univers de la barbarie constituent des éléments de réponse. »[158]. Les termes de « consentement », « acceptation », « sentiment national » et « barbarie » font directement écho aux thèses de l'Historial de Péronne. Il est également proposé une bibliographie constituée quasi exclusivement d'ouvrages des historiens de l'Historial. Il y aurait une importation de leurs concepts dans l'écriture de l'Histoire qui se jouerait principalement au lycée. Certains manuels scolaires laissent totalement transparaitre les idées de Péronne. En 2003, le manuel Belin des classes de Première reprend le concept de « culture de guerre », parle de la « brutalisation des comportements, de la « haine de l'autre » et de la « guerre vécue comme une croisade ». C'est sans doute l'exemple le plus parlant tant, effectivement, les termes choisis renvoient directement aux thèses des historiens de Péronne. C'est surtout la notion de la « culture de guerre », présentée alors comme controversée chez les universitaires qui fait le plus réagir. Pour le CRID la « première chose est d'opérer un rééquilibrage historiographique, parce que le parti pris actuel « péronniste » fait vraiment dire des bêtises. »[159].

Cependant un rééquilibrage a été effectué dans les programmes de collège et de lycée actuels ainsi que dans les manuels scolaires. Même si la Première Guerre mondiale est finalement peu présente dans les programmes du secondaire, l'angle d'étude est toujours l'expérience combattante ou faudrait-il plutôt dire les expériences combattantes. La Grande Guerre est maintenant perçue comme une guerre totale et devient donc « la litière de la guerre d'anéantissement et de la Shoah »[160]. Ces programmes paraissent plus neutres que les précédents, les concepts de « l'école » de Péronne ont été diminués, même s'ils restent encore majoritaires, la « brutalisation » se fait moins fréquente tout comme la « culture de guerre ». Par exemple dans les documents d'accompagnement de la classe de Première la notion de « brutalisation » a été retirée en 2015 alors qu'elle y figurait en 2012, des dossiers sur les fraternisations apparaissent dans les manuels, ainsi que la présence de la controverse consentement/contrainte. Les débats des deux « écoles » avaient déjà été intégrés dans les manuels comme en 2003 avec les questions « comment ont-ils tenus ? » ou « les soldats ont-ils été forcés ou le plus souvent consentants ? ». D'autres présentent des dossiers comme le

[158] BUTON François, LOEZ André, MARIOT Nicolas, OLIVERA Philippe, « 1914-1918… op. cit., p. 6.
[159] FALAIZE Benoit, ABSALON Olivier, *La Grande Guerre dans les manuels scolaires, Entretien avec Nicolas Offenstadt*, 2007 [en ligne] : http://ecehg.ens-lyon.fr/ECEHG/enjeux-de-memoire/histoire-et-memoire/reflexion-generale/offenstadt.pdf
[160] CAZALS Rémy, BARRERA Caroline (dir.), *Enseigner la Grande Guerre*, Paris, Le point sur, 2018, p. 96.

Bertrand-Lacoste : « Les historiens et la Première Guerre Mondiale : consentement ou obéissance ? »[161].

2. Dans l'opinion publique, avantage à la contrainte

« Ceux qui nous critiquent ne sont pas nombreux et leurs travaux m'intéressent peu. Mais, du point de vue de l'espace public, il est clair que nous avons perdu depuis longtemps » déclare lucidement Annette Becker[162]. Il est vrai que dans l'opinion publique en général, l'idée d'un combattant contraint d'aller à la guerre, de se battre et victime d'une discipline militaire de fer, s'est imposée durablement. Le cinéma, la littérature, la bande-dessinée ainsi que le jeu vidéo, sont des relais de cette opinion publique et participent à diffuser cette image du combattant.

a. Dans les productions audiovisuelles et vidéoludiques

Dès la fin de la guerre et en phase avec le mouvement pacifiste qui s'impose dans la société française, le cinéma se fait le porte-parole de cette pensée au travers de ses réalisations. Au début de la guerre, celle-ci n'était montrée qu'à travers le cinéma de propagande mais il n'y avait pas d'images du front car la censure n'autorisait pas les caméras à s'approcher du front. Ce n'est qu'à partir de 1915 que les actualités cinématographiques peuvent s'en approcher, mais les tranchées ne sont pour ainsi dire jamais filmées, seuls les généraux qui remettent des médailles sont en lumière. Le cinéma est donc lui aussi au service de l'effort de guerre, il est fait pour l'arrière, le discours qu'il porte doit exhorter le peuple à croire en la victoire proche et à la légitimité totale de la guerre. Dès l'après-guerre, des films pacifistes voient le jour comme *Le film du Poilu* (1927) de l'ancien combattant Marcel Lambert qui veut faire prendre conscience aux générations futures de la gravité de la guerre, l'adaptation du roman *Les croix de bois* de Roland Dorgelès par Raymond Bernard en 1932 ou encore *La Grande Illusion* de Jean Renoir en 1937 pour montrer la solidarité des troupes sur le front et décrire la fin d'un monde. Les cinéastes ont l'impression de participer à « une œuvre sacrée, une grande œuvre de

[161] LE MAREC Yannick, VEZIER Anne, « Comment les soldats de la Grande Guerre ont-ils tenu ? Un débat d'histoire dans la classe », dans *Le Cartable de Clio*, n°6, 2006.
[162] BIRNBAUM Jean, « 1914-1918… op. cit.

paix. »[163]. Cependant ce sont ici les films de l'après Seconde Guerre mondiale qui vont nous intéresser.

La vision pacifiste est toujours majoritairement présente dans ces réalisations comme c'est le cas encore aujourd'hui. Les scénaristes et réalisateurs cherchent souvent à jouer sur l'émotion de l'histoire, des situations, des images qui font indubitablement réagir le public souvent révolté, ému par ce qu'il voit. Deux thèmes s'imposent : les abus de la justice militaire et les fraternisations dans les tranchées. Le film de Stanley Kubrick, *Les Sentiers de la gloire*, sorti en 1957 est doublement intéressant, tant dans son message que dans son accueil en France. Le message est clairement anti militariste dans un contexte compliqué en France avec la guerre d'Algérie. Le film du réalisateur américain est dans l'ensemble mal reçu, notamment dans l'armée française. Les nombreuses boucheries inutiles sont dénoncées ainsi que le passage des soldats désobéissants devant la cour martiale. Les généraux sont présentés comme se souciant plus de leur montée en grade que de leurs soldats. Un général donne même l'ordre de tirer sur les soldats qui refusent de sortir des tranchées. L'Etat-major demande alors de sélectionner trois soldats choisis arbitrairement dans la compagnie de « mutinés » pour être jugés devant un Conseil de guerre. Ces derniers sont fusillés pour l'exemple pour refus de combattre devant l'ennemi. Le film dénonce alors les dérives de la justice militaire et se place en plaidoyer pour les soldats injustement fusillés, représentés comme des victimes passives, faire-valoir des officiers. Il est perçu comme un film « antifrançais » et critiqué sur le fond comme sur la forme. Il remet les fusillés sur le devant de la scène publique. Le journal *Libération* résume l'accueil fait au film en mars 1958 : « Ce film fait-il le procès de certains officiers généraux, de certaines méthodes ou mœurs du commandement. Oui. Incontestablement. Et c'est pourquoi, il ne sera pas, quelque envie que nous en ayons, il ne pourra pas être projeté en France. »[164]. Il est cependant bien reçu par la gauche pacifiste et antimilitariste comme le *Canard enchaîné*. Il n'est projeté en France qu'en 1975. Sur la même thématique de la justice militaire le film *Le Pantalon* réalisé par Yves Boissel en 1997, décrit la véridique condamnation injuste du soldat Lucien Bersot. Ce dernier a été condamné par un tribunal militaire pour avoir refusé de porter un pantalon d'uniforme troué et taché de sang prélevé sur un mort. Il s'était vu attribué un pantalon blanc plutôt que le pantalon rouge réglementaire de l'uniforme lors de son

[163] Raymond Bernard en 1931 : « Nous n'avions plus l'impression de faire seulement notre métier de cinéaste avec ardeur… Il nous semblait que chacun, pour notre modeste part, nous participions à une œuvre sacrée, une grande œuvre de paix » dans PROCHASSON Christophe, « La littérature de guerre » dans AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Jean-Jacques (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre*, 1914-1918, Paris, Bayard, 2004, p. 1211.
[164] OFFENSTADT Nicolas, *Les Fusillés*… op. cit., p. 125.

incorporation. Il est victime du lieutenant qui l'accuse de refus d'obéissance et surtout de l'acharnement d'un colonel qui veut en faire un exemple. Celui-ci réunit un conseil de guerre qu'il préside alors que le droit l'en empêche car il est l'accusateur. Il demande à un magistrat de trouver un texte de lois lui permettant de condamner ce soldat à être fusillé alors que les faits ne peuvent vraisemblablement pas en valoir la peine suprême. Une fois Lucien Bersot condamné, le colonel continue son acharnement car il ordonne que le peloton d'exécution soit composé des camarades de sa compagnie. Le soldat Bersot est réhabilité en 1922 et son nom inscrit sur le monument aux morts de son village. En plus de l'émotion que veut procurer le film, la plupart des idées de la thèse de la contrainte sont présentes : les répressions et les injustices de la justice militaire, un haut commandement hors des réalités de la guerre, des soldats victimes des abus des officiers et de la discipline, des voix qui s'élèvent contre ces décisions, les « fusillés pour l'exemple ». Nombreux sont encore les films qui traitent de la justice militaire comme *Capitaine Conan* (1996) de Bertrand Tavernier où les officiers sont une nouvelle fois décrits comme incompétents voire ridicules. Une partie du film est plongée dans la justice, un officier déclarant même « ceux qui sont frappés pour l'exemple ne le sont jamais à tort ».

D'autres formes de contraintes sont également présentées comme continuer le combat malgré la fin de la guerre. En effet dans *Au revoir là-haut* (2017) d'Albert Dupontel, la première scène qui se passe le 9 novembre 1918, montre un lieutenant qui oblige ses soldats à mener une offensive contre les Allemands qui attendent aussi l'armistice. Ce dernier tue alors deux soldats et argue que ce sont les Allemands les responsables pour pousser à l'affrontement. Les abus voire l'inhumanité des officiers responsables de la mort inutile des soldats est une nouvelle fois soulignée. L'autre thème majeur des films est sans doute celui des fraternisations. Le film de Christian Carion, *Joyeux Noël* (2005) en est certainement le plus représentatif et celui qui a le plus fait réagir. Il traite de l'épisode de la trêve de Noël 1914 entre les armées françaises, allemandes et britanniques sur plusieurs endroits du front. Les fraternisations débutent par de la musique et l'échange d'un sapin de Noël puis se poursuit avec la religion. Une communion se met ainsi en place, les soldats semblent ne faire plus qu'un. S'ensuit une partie de football, l'échange des corps des morts pour les enterrer, le passage du courrier (qui amène un plan sur la censure du tri) et surtout sur l'entraide entre les armées pour éviter de se faire tuer. Ces scènes sont croisées par la présentation d'un état-major répressif, des officiers planqués à l'arrière ainsi que le message de la guerre semblable à une croisade. C'est sans aucun doute le film qui a fait le plus réagir les historiens, notamment de Péronne. Un film « médiocre », « presque ridicule » mais le mérite reviendrait au réalisateur qui aurait alors perçu les sensibilités de l'opinion

publique. Il serait le symbole d'une obsession de la fraternisation en temps de guerre avec une perception presque naïve voire erronée de l'histoire. Les fraternisations sont une réalité historique mais le film prendrait des libertés qui l'écarte de celle-ci. Annette Becker est sans doute celle qui est la plus cinglante envers le film, qui n'est que pour elle qu'une vaste blague au service de la pensée de l'opinion publique et des thèses de la contrainte :

> Ils ont le film de Christian Carion pour eux [les théoriciens de la contrainte] : un peu d'antimilitarisme franchouillard, quelques anachronismes, plein de petites lumières, et on fait pleurer dans les chaumières. Quand je suis allée le voir au cinéma, je n'ai pas cessé de rire, et j'ai eu droit à des regards noirs ! Pour le public, il est plus facile de croire que nos chers grands-parents ont été forcés de faire la guerre par une armée d'officiers assassins. Heureusement, j'ai la chance de travailler avec des collègues étrangers, loin de ces petites querelles franco-françaises... [165]

Finalement, les films de 14-18 n'auraient pas comme ambition de représenter la guerre en phase avec le discours historiographique, les cinéastes ne s'en préoccupent guère ou sélectionnent ce qui leur sert. Ce qui peut être considéré comme problématique c'est « les écarts entre le discours historiographique et la représentation cinématographique », le fait que dans l'enseignement secondaire, certains pensent avoir plus appris en regardant la série documentaire *Apocalypse*, qui mentionne par ailleurs l'idée de la contrainte, ou le film *Joyeux Noël*. Finalement, ce que disent les historiens face à ces réalisations reste globalement inaudible. Il faut donc faire la part des choses car un film ou des productions télévisées ont souvent un parti pris soit émotionnel soit historiographique et cherchent à faire passer un discours. Le fait n'est pas de ne pas les regarder mais plutôt de se renseigner avec d'autres sources et de rester lucide sur leur(s) message(s). Le cinéma aurait un rôle à jouer, il servirait à :

> Faire passer une certaine connaissance historique aux spectateurs qui n'ont pas forcément accès aux livres d'histoire, mais cette idée de « passage » exprime aussi le fait que les formes audiovisuelles permettent de faire passer l'histoire d'une époque à l'autre, d'une génération à l'autre : de faire « passer le temps » au sens propre du terme.[166]

[165] BIRNBAUM Jean, « 1914-1918… op. cit.
[166] https://www.nonfiction.fr/article-7334-entretien___retrouver_14_18__cent_ans_de_cinema__33.

D'autres formes d'art relaient dans une moindre mesure ces idées[167]. L'une d'elles est le jeu vidéo, médias de prédilection pour les jeunes générations. Sorti en novembre 2018, en période de Centenaire, le jeu *11/11 Memories Retold* est un conte intimiste croisant le destin de plusieurs personnages pour aborder des thèmes tels que l'amitié, la fierté, l'amour, la peur, la fraternité, la paix au sein des violences du conflit. Les sources des auteurs du jeu sont le film *Les sentiers de la gloire*, le livre de Joseph Boyden, *Le Chemin des âmes* et la correspondance d'un arrière-grand-père qui a fait la guerre. Dans ce jeu, on ne tue pas car les protagonistes restent avant tout des pacifistes. La dureté des officiers est également retranscrite lorsque l'un d'eux déclare : « si vous faites ce que je dis, je vous promets de vous protéger, sinon, je vous tuerai moi-même. »[168]. En 2014, le principal auteur du jeu, Yoan Fanise, avait développé le jeu *Soldat inconnu : Mémoire de la Grande Guerre* qui mettait également en valeur les fraternisations face aux massacres où « on ne foule plus le sol lorsqu'on grimpe sur une butte mais des piles de cadavres, poussé par un officier qui vous abattra si vous faites mine de reculer. »[169]. Finalement, l'auteur nous justifie sa volonté de faire des jeux relatant les évènements de la Grande Guerre, c'est selon lui une crainte car nous serions en train d'oublier cette guerre, « les derniers poilus sont morts, la génération suivante, nos grands-parents, est, elle aussi, en train de disparaître, et la mémoire de cette guerre avec eux. On a envie de raviver cette flamme »[170].

b. Dans la littérature et la bande dessinée

Comme le cinéma, la littérature d'après-guerre, voire pendant la guerre, embrasse le mouvement pacifiste et les nombreux romans publiés soulignent les atrocités de celle-ci pour qu'une telle horreur ne se reproduise pas. Ces romans sont souvent adaptés au cinéma à l'image des *Croix de bois* de Roland Dorgelès. En revanche actuellement, les romans sur la Première Guerre mondiale sont bien moins nombreux et ont surtout moins de succès qu'auparavant. La seule exception est le roman de Pierre Lemaitre, *Au revoir là-haut*, publié en 2013 et qui avait provoqué beaucoup d'enthousiasme pour aboutir à l'obtention du prix Goncourt. Les exemplaires se vendent rapidement, si bien qu'il est traduit en plus de 30 langues et qu'une

[167] Par exemple l'album *La République des Meteors* du groupe de musique Indochine en 2009 dont les textes prennent appuie sur des lettres de poilus.
[168] https://www.numerama.com/pop-culture/437139-test-de-11-11-memories-retold-le-jeu-de-guerre-ou-on-ne-tue-personne.html
[169] http://www.jeuxvideo.com/articles/0001/00019703-soldats-inconnus-memoires-de-la-grande-guerre-test.htm
[170] https://www.lci.fr/high-tech/video-11-11-memories-retold-ou-comment-aborder-la-grande-guerre-par-le-jeu-bandai-namco-jeux-video-2104058.html

adaptation en bande-dessinée ainsi qu'un film sont réalisés. Mais c'est l'un des rares romans à avoir autant de succès. Ce phénomène est peut-être dû au formidable essor des productions audiovisuelles et dans le même temps à une baisse de l'achat de livre. Le public connait d'ailleurs le plus souvent les films que les romans dont ils sont l'adaptation. Les plus grands succès littéraires remontent à l'après-guerre, souvent d'anciens combattants dans une forme de témoignage. Nous pouvons citer le célèbre ouvrage d'Henri Barbusse, *Le Feu* paru pendant la guerre en 1916 tout comme *La Vie des martyrs* de Georges Duhamel (1917) qui obtiennent tout deux le prix Goncourt tandis que *Les croix de Bois* de Roland Dorgelès (1919) frôle ce prix. Tout trois racontent soit leur expérience de guerre soit une histoire fortement inspirée de leur expérience. Léon Werth, pacifiste, antimilitariste, libertaire, fait paraître en 1919 *Clavel soldat* qui force l'admiration de Barbusse et de Norton Cru et que les historiens considèrent aujourd'hui comme source importante. La poésie est aussi touchée par la grande Guerre avec Guillaume Apollinaire. La figure d'un poète combattant se développe, un « poète assassiné »[171]. La littérature et le roman de guerre sont essentiels dans la mise en place des représentations sociales les plus marquantes de la Grande Guerre. C'est pour cela que Norton Cru a rencontré de nombreuses oppositions car ses prises de positions n'étaient pas toujours en adéquation avec les attentes du public. La sémantique du martyr pour les fusillés est aussi souvent présente avec les ouvrages commémoratifs sur les fusillés dans le contexte de la réunion de la Cour spéciale de justice militaire en février 1935. Nous pouvons citer *Le Fusillé* de Blanche Maupas ou encore *Quand on fusillait les innocents* de Henry Andraud. L'idée de la contrainte dans la culture populaire s'installe donc durablement, l'obtention du prix Goncourt 1990 de Jean Rouaud avec *Les Champs d'honneur* en est le parfait exemple.

Un autre genre littéraire, la bande-dessinée reprend également les thèmes développés par les romans. L'auteur le plus productif sur ce sujet est sans aucun doute Tardi. Ce qui est intéressant avec cet auteur c'est qu'il prend clairement parti dans la controverse consentement/contrainte. Cette passion de la Grande Guerre, il la tient de son grand-père qui avait été soldat. La seule chose qui l'intéresse c'est le quotidien du poilu et les raisons qui ont pu pousser les hommes à supporter une expérience si longue et si violente, « comment pouvait-on vivre ça ? »[172]. Il signe de nombreux ouvrages, les plus célèbres étant sans doute *C'était la guerre des tranchées* (1993) et *Putain de Guerre* (2008). Il devient en quelque sort le dessinateur officiel des contestations de la Grande Guerre. *C'était la guerre des tranchées* est

[171] PROCHASSON Christophe, « La littérature de guerre » … op. cit., p. 1197.
[172] BRANLAND Marine, « La guerre lancinante dans l'œuvre de Jacques Tardi », dans *Sociétés & Représentations*, n°29, 2010, p. 70.

une succession de petites histoires avec pour protagonistes des soldats ordinaires où les histoires se terminent presque toujours tragiquement. Il représente deux exécutions et montre le passage d'un des condamnés devant le conseil de guerre, un portrait de sa personne et son exécution. Il s'est sans doute inspiré d'un fusillé réhabilité. L'autre exécution est celle de trois soldats choisis dans une compagnie qui avait reculé devant l'ennemi, donc arbitraire et pour l'exemple. Dans *Varlot soldat* (1999), ce dernier est arrêté comme mutin en 1917 mais parvient à s'échapper, il y a ici le mythe du refus du peloton. Dans cette posture Tardi déclare qu'il comprend « les mutilations volontaires, les mutineries, la désertion. »[173]. Dans *Putain de Guerre*, on passe d'une guerre de mouvement à une guerre de position, du consentement à la contrainte. C'est surtout à partir de cet album que Tardi prend parti dans la controverse. Selon lui au début de la guerre en 1914, si les soldats partent plutôt consentants, « passés quelques mois, il ne peut plus s'agir que d'un consentement par la contrainte imposée par une hiérarchie oppressive. »[174]. Il trouve que l'idée selon laquelle les soldats se seraient sacrifiés par un libre consentement est totalement scandaleuse. Plus intéressant encore, il montre une connaissance historiographique et de la controverse puisqu'il mentionne les deux « écoles » :

> Il y a l'Historial de Péronne et ses historiens, mais il y a aussi l'école de Craonne dont je me sens beaucoup plus proche. Les mutineries, dont Craonne est le lieu symbolique, ne sont pas récupérables sous prétexte que ces refus d'obéissance ne vont pas dans le sens de ce qu'il est de bon ton d'enseigner ou de vendre aux jeunes générations. Je préfère me situer de ce côté-là.[175]

Finalement cette prise de position tranchée peut faire ressurgir certains problèmes dans l'œuvre de Tardi, même s'il n'a jamais affirmé vouloir faire un récit historique de la guerre et en tant qu'artiste il peut choisir le discours qu'il veut faire passer. Mais ses récits peuvent manquer de justesse et de continuité chronologique, de diversité dans les expériences de guerre avec une vision stéréotypée et orientée. Il en résulte une surexploitation de certains thèmes comme les mutineries ou les fusillés pour l'exemple. Outre le pacifisme notoire de son œuvre, Tardi prend aussi le parti d'une iconographie de la violence pour dénoncer la guerre, donc tout le public n'est pas visé. Enfin, la bande-dessinée est lue et les idées que peut faire passer son auteur sont souvent intégrées voire rediffusées par les lecteurs, ce qui rend donc problématique « la distorsion de l'Histoire qu'elle engendre chez le lecteur. »[176].

---

[173] OFFENSTADT Nicolas, *Les Fusillés*… op. cit., p. 13.
[174] BRANLAND Marine, « La guerre lancinante… op. cit., p. 74.
[175] *Ibidem*, p. 76.
[176] *Ibidem*, p. 78.

L'Histoire de la Grande Guerre a passionné, passionne toujours et passionnera encore les historiens et l'opinion publique. La controverse historiographique du consentement et de la contrainte en est la parfaite illustration. Elle mobilise une partie de la communauté historienne dont les débats ont autant pu enrichir les perspectives et les connaissances de la Première Guerre mondiale qu'entraver certains pans de la recherche. Elle met aussi en lumière de nombreuses thématiques : historiographiques, historiques, sémantiques, méthodologiques avec le travail sur les sources, mémorielles, politiques avec les commémorations, artistiques et nous plonge surtout dans le travail de l'historien.

Autant de thématiques qui permettent d'intégrer en classe l'étude et l'analyse de cette controverse en parallèle avec celle de la Première Guerre mondiale. L'étude de celle-ci permet d'aborder la majorité des sujets proposés dans le programme tout en comprenant plus précisément la manière dont l'historien peut faire l'histoire.

PARTIE 2 : CADRE PRATIQUE

Avant tout je tiens à rappeler que je n'ai pas eu la chance d'avoir une classe de Première à ma charge durant cette année de stage. Cette partie consacrée à l'application du sujet de ce mémoire dans un cadre pratique, sera donc plus théorique que pratique mais restera, je l'espère, la plus réaliste et sérieuse possible, grâce notamment aux conseils prodigués par mes collègues.

En cette année scolaire 2018-2019, l'étude de la Première Guerre mondiale revêt une importance toute particulière car elle se situe dans le contexte de la fin des célébrations du Centenaire de 14-18, qui avaient débuté en 2014. L'étude de l'historiographie de la Grande Guerre a également tout son intérêt, car elle permet de comprendre comment l'histoire de la Première Guerre mondiale s'est construite et a évolué. Elle amène aussi à s'intéresser à celui qui a participé à sa construction, l'historien, et plus particulièrement à son métier. La controverse du consentement et de la contrainte permet de mobiliser toutes ces problématiques et d'aborder de multiples et divers objets d'études sur la Grande Guerre.

I. L'évolution de l'enseignement de la Première Guerre mondiale

A. *La place de la Première Guerre mondiale dans l'enseignement hier : une histoire mouvementée*

Dans l'enseignement, la Première Guerre mondiale a toujours eu une place particulière. Elle est l'un des premiers évènements historiques à faire son apparition directement à son terme dans les manuels d'histoire. Comme étude historique la Grande Guerre est alors inscrite dans l'histoire immédiate, une histoire avant tout militaire et patriotique perceptible dans les éditions de manuels scolaires et qui persiste puis s'efface petit à petit après les années 1950 pour faire place à une vision plus totale et globale de la guerre.

1. De l'histoire immédiate à l'après Seconde Guerre mondiale : une approche militaire et patriotique

Tout d'abord dans les programmes du secondaire, la Première Guerre mondiale est inscrite depuis 1925. Dans ceux de 1925, 1931, 1938, 1941, 1945, 1959 et ce, jusqu'en 1982, la Grande Guerre est étudiée en classe de Terminale. Il y a des exceptions dans les programmes de 1943 et 1957 où elle est placée en classe de Première comme c'est le cas depuis 1982. Elle fait son apparition au collège en 1969 en classe de troisième comme c'est le cas encore aujourd'hui. Deux manuels sont principalement présents dans l'enseignement, de l'histoire immédiate de la Grande Guerre jusqu'aux années précédant le second conflit mondial : le Malet-Isaac et le Petit Lavisse.

C'est en 1902 qu'Albert Malet est choisi par les éditions Hachette pour réaliser un manuel scolaire à destination des collèges et lycées. En 1906, Jules Isaac s'agrège au travail de Malet mais les auteurs semblent peu collaborer. Malet est tué lors de la Première Guerre mondiale et c'est donc Isaac qui continue le travail et doit l'adapter aux nouvelles attentes de l'Éducation nationale car l'histoire prend une importance continue, de la classe de sixième à celle de terminale. C'est donc dans ce manuel majoritairement présent dans les classes de collège et de lycée que la Première Guerre mondiale est intégrée comme histoire immédiate. Dans l'édition de 1921, la responsabilité de la guerre est clairement identifiée comme celle de l'Allemagne qui avait un désir d'hégémonie. Une large part est donnée aux atrocités allemandes

en Belgique et dans le nord de la France. Dans les années 1930 et après un recul prit par Jules Isaac, il y a plus de neutralité même si la responsabilité allemande n'est pas niée. Celle-ci reste d'ailleurs présente dans les versions ultérieures du manuel. La France et les Français sont exaltés tout comme les victoires françaises, ce qui semble normal car Isaac est un témoin direct de la guerre, il a combattu dans les tranchées. Grâce à son expérience combattante, il peut décrire, dans les différentes éditions de ses manuels, l'armement ainsi que l'organisation et la vie dans les tranchées. Ainsi la présence importante de photographies, croquis et la thématique de la boue. En revanche il n'y a pas de mentions, dans les versions successives, du bourrage de crâne, du moral en baisse, de trêves tacites qu'il avait pourtant évoqués dans ses correspondances. Nous pouvons compter onze croquis de batailles en 1921 puis une diminution progressive jusqu'à l'édition des années 1950 avec seulement quatre croquis. Pour la question des mutineries, elles ne sont pas présentes dans l'édition de 1921 et sont évoquées en deux phrases simples dans les suivantes : « Après l'échec sanglant de l'offensive sur l'Aisne, le moral de l'armée fléchit ; des mutineries éclatent. Mais l'armée fut vite reprise en main par le général Pétain »[177]. Il faut aussi noter la présence importante de témoignages, dont les auteurs sont similaires à ceux sélectionnés par Norton Cru, dans la rubrique « Lectures ». Mais il semblerait que les éditeurs de manuels l'aient contraint à faire passer certains aspects qu'il avait décrits dans ses correspondances sous silence. Finalement Issac est révoqué sous le régime de Vichy à cause du statut des Juifs mais reste dominant dans les classes en 1946 et continu d'être publié jusqu'en 1961. L'ouvrage dirigé par Rémy Cazals sur l'enseignement de la Grande Guerre et qui s'intéresse à ce manuel, ne manque pas, alors qu'il est rédigé en 2018, de faire un rappel de la controverse du consentement et de la contrainte comme si celle-ci n'était pas totalement close : Certains historiens ont dit que « l'historiographie aurait privilégié les mutineries, les refus, au détriment du consentement de la guerre. Le Malet-Isaac, utilisé par des générations d'élèves, ne confirme pas ces théories »[178].

Le plus célèbre manuel scolaire reste sans doute le Petit Lavisse ou « manuel Lavisse », symbole du « roman national » au service de l'histoire et de son enseignement, et sa fameuse phrase : « Tu dois aimer la France, parce que la Nature l'a faite belle, et parce que l'Histoire l'a faite grande ». Ces manuels forment une culture historique populaire et participent à la formation des professeurs et des élèves pour créer un sentiment national. Le succès de ceux-ci fait surnommer Ernest Lavisse, « l'instituteur national ». Le manuel n'est pas dissociable de son auteur, lui qui a connu la défaite de la France face à la Prusse en 1870, ce qui a influencé

[177] CAZALS Rémy, BARRERA Caroline (dir.), *Enseigner* … op. cit., p. 54.
[178] *Ibidem*, p. 57.

sa manière de faire de l'histoire. Il faut s'intéresser rapidement à la période qui précède la Grande Guerre, la première édition du Petit Lavisse qui date de 1884. Dans les premières éditions il y a l'idée de venger les pères, une idée prégnante de revanche. En 1895 il y a toujours ce patriotisme et le regard tourné vers l'Allemagne mais plus de notion de vengeance, c'est un patriotisme de défense. De 1884 à 1913 environ, la guerre passe d'une nécessité à une éventualité, l'idée de vengeance se fait moins présente et le patriotisme est résolu tout en dénonçant les violences guerrières. Et puis après la guerre, de 1919 à 1922, il y a un retour de la revanche avec cette fois-ci, une juste revanche. Lavisse est vieux en 1922, il meurt d'ailleurs cette année-là, il fait une sorte de testament aux enfants. En revanche, il est intéressant de remarquer que les dictées lues aux élèves durant l'entre-deux-guerres ne sont pas souvent des textes de Lavisse mais plutôt des textes qui dénoncent la guerre, teintés de pacifisme. On passe de la patrie à la paix : « Il faut tuer la guerre ! » ; « La guerre tuera l'humanité si l'humanité ne tue pas la guerre »[179]. Après la mort de Lavisse, une réécriture du manuel est entreprise avec la suppression des références revanchardes envers les Allemands et plus de pacifisme. La guerre est décrite comme un fléau que tous les hommes devraient détester. D'où l'influence totale de Lavisse sur le contenu de ses manuels dès qu'il n'est plus à la plume, le pacifisme de l'entre-deux-guerres prend le dessus. Ce dernier est d'ailleurs présent dans les programmes scolaires de 1923. Enfin à partir de 1934-1935, il y a un retour de l'inquiétude avec la menace allemande, un retour de la « paix armée ».

Le Petit Lavisse, tout comme le Malet-Isaac continuent d'être édités et présents dans les salles de classe jusque dans les années 1960 et sont les témoins d'une dimension encore patriotique de l'histoire qui décroit à partir de ces années. Ces deux manuels n'ont donc plus de raisons d'exister dans l'enseignement.

2. Des années 1950 à 2000 : d'une histoire militaire persistante à une conception globale et totale de la Grande Guerre

De 1921 jusqu'aux années 1960, les manuels scolaires s'ancraient principalement dans une dimension patriotique. D'autres phases peuvent être distinguées : des années 1960 aux années 1990, on observe une sorte effacement de la guerre de 1914-1918, qui correspond à un déclin du « récit national » mais surtout à l'arrivée de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Ensuite la Grande Guerre rentre dans un temps de patrimonialisation. Dans le début

[179] *Ibidem*, p. 61.

des années 2000, on peut voir émerger les premières revendications pour parler des mutineries dans la guerre[180].

Jusqu'en 1969, la Grande Guerre n'était étudiée qu'au second cycle en classe de terminale, mais à partir de cette date elle est introduite dans le second cycle en classe de troisième, cette classe marquant la fin de scolarité obligatoire, les élèves devaient avoir une vue d'ensemble de l'histoire. Dès lors, la Première Guerre mondiale reste étudiée en classe de troisième et est revue par les élèves au lycée en terminale puis en première. Jusqu'aux années 1980, les programmes mettaient l'accent sur les évènements militaires (batailles, phases), sur les conséquences sur l'ordre international (SDN) et les causes immédiates de cette guerre. L'étude reste assez classique avec l'enchainement causes/déroulement/conséquences dans une histoire militaire et diplomatique. Les programmes de 1988 de la classe de première commencent à marquer une rupture avec l'introduction des « aspects humains » de la guerre. Mais c'est avec les programmes de 1995 que la rupture finale s'effectue. En effet, on assiste à un changement de paradigme, les grandes phases de la guerre, jusqu'ici, centrales dans les programmes, doivent être présentées « brièvement » pour insister sur son « caractère global ». La notion de global qui s'inscrit dans une histoire globale marque un changement de point de vue quasi définitif. C'est donc plus une approche thématique centrée sur la notion, encore présente aujourd'hui, de « guerre totale ». Trois ans plus tard, pour les programmes de troisième, le même objectif est présenté avec l'introduction des souffrances des soldats et des civils. Les programmes de 2002-2003 de première sont centrés sur la thématique : « les Français dans la Première Guerre mondiale », donc une perspective globale et totale de la guerre. Apparait aussi la notion de deuil, portée notamment par Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau. Les programmes de 2008 de la classe de troisième constituent l'aboutissement car les grandes phases doivent être succinctement présentées et l'attention doit être portée sur la « violence de masse », qui fait penser à la notion de « brutalisation », en prenant comme exemple la guerre des tranchées et le génocide des Arméniens. Enfin le programme de première de 2010 est lui en phase avec l'historiographie, car apparait « l'expérience combattante » qui s'inscrit dans les études de l'histoire culturelle, la controverse du consentement et de la contrainte, n'est sans doute pas étrangère à l'intérêt porté à l'expérience du front. Rappelons qu'elle est d'ailleurs présente sous forme de dossiers dans certains manuels scolaires car elle s'inscrit et illustre directement l'objectif de ce programme : montrer aux élèves que « l'histoire n'est pas écrite une fois pour toutes, qu'elle obéit à des règles et méthodes scientifiques, qu'elle

[180] http://actualites.ecoledeslettres.fr/sciences-humaines/histoire-sciences-humaines/lenseignement-de-la-grande-guerre-de-1914-a-nos-jours-entretien-avec-benoit-falaize/

utilise des outils qui lui sont propres et qu'elle fait l'objet de débats »[181]. Par rapport aux programmes de 2003 jusqu'à 2011, où seules des batailles de 1916-1917 étaient présentes, les programmes de 2011 réintroduisent également d'autres batailles en lien avec l'expérience combattante.

B. Et aujourd'hui ? L'expérience combattante dans une guerre totale

La place de la Première mondiale dans les manuels scolaire et les thématiques traitées divergent dans les manuels scolaires et la controverse est rarement évoquée et ne fait pas office d'objet d'étude. La prégnance des thèses de Péronne a tendance à diminuer au profit de plus de neutralité. Les divergences sont aussi remarquables dans les différentes classes de Première et le seront tout autant avec la réforme et les nouveaux programmes du lycée pour la rentrée prochaine.

1. Comparaison de trois manuels de Première ES/L (Hachette, Nathan, Magnard)

Les manuels scolaires de la classe de Première sont dans leur ultime année de validité car la réforme du lycée, qui sera appliquée à la rentrée 2019-2020, implique des changements dans les programmes et donc dans la conception des manuels scolaires. J'ai décidé de sélectionner et de comparer trois manuels des éditions Hachette, Nathan et Magnard puis d'analyser leurs points communs et différences.

Le premier manuel a été édité par Hachette en 2015[182]. L'étude de la Première Guerre mondiale dans son ensemble s'étale sur près d'une centaine de pages. Plusieurs études jalonnent les pages du manuel : les soldats dans l'enfer de Verdun en 1916, les témoignages sur la vie en guerre avec la thématique des blessés et surtout des « gueules cassées », Marie Curie comme figure féminine et scientifique engagée dans la guerre, un autre aspect des témoignages avec la question de leur validité, notamment sur le gaz au combat comme terreur du combat et qui questionne ici le travail de l'historien. Enfin les civils comme victimes de la guerre sont abordés sur une double page. Deux problématiques sont intéressantes dans le cadre de la controverse car elles insistent sur la violence ainsi que sur les pacifismes : « Pourquoi la bataille de Verdun

[181] http://centenaire.org/fr/enseignement/la-place-de-la-premiere-guerre-mondiale-dans-les-programmes-scolaires
[182] BESSET Frédéric, *Histoire 1re ES/S/L*, Paris, Hachette éducation, 2015.

est-elle devenue le symbole de l'extrême violence subie par les soldats ? » et « les pacifismes ont-ils une influence sur les sociétés entre 1914 et 1939 ? ». Divers repères chronologiques sont mobilisés, comme une frise des batailles et des phases de la guerre ainsi que Verdun, Marie Curie ou l'utilisation du gaz. Les notions et vocabulaire « patriotisme », « tranchées », « poilus » et « mutineries » sont retenus pour ce chapitre. Divers documents dans leur nature sont proposés : des lettres de poilus et des journaux de guerre qui constituent les témoignages qui se rapportent aux blessés ainsi qu'à la terreur qu'inspire le gaz, des photographies du front. Enfin, plus intéressant pour notre étude, en ce qui concerne les mutineries et les refus de guerre : une photographie de Jaurès contre la loi des trois ans au meeting du Pré-Saint Gervais en 1913 ; un texte de Romain Rolland, *Au-dessus de la mêlée* en 1915 ; un tract des soldats pour les mutineries de 1917 publié par Guy Pedroncini, spécialiste de cette question. Dans les leçons proposées, le manuel prend le parti de souligner l'apprentissage du feu, la guerre des tranchées, les sociétés qui sont mobilisées mais aussi brutalisées. Il est intéressant de souligner l'emploi du terme de « brutalisation » qui montre la prégnance des thèses de Péronne dans certaines lignes du manuel. Il est tout de même souligné que « la lassitude grandit partout en 1917. Le pacifisme renait et des grèves se développent en France, en Allemagne et en Italie. ». Enfin le manuel montre une certaine actualisation historiographique au détour d'un paragraphe, en surpassant les idées de patriotisme et de contrainte : « La force du patriotisme ou de la contrainte ne suffisent pas à expliquer cette résistance. La volonté d'en finir, de ne pas abandonner les camarades, les liens tissés entre soldats et officiers, l'éducation, constituent d'autres explications ». Certaines questions orientent également les élèves car elles tendent à montrer la défaite des pacifismes face aux nationalismes. Il faut enfin souligner que quelques légendes et sources font défaut sous certaines photographies.

Le second manuel a été édité par Nathan en 2016[183]. Le traitement de la Grande Guerre s'organise sur trente pages et propose, après des cartes des fronts et des nations belligérantes, diverses thématiques : la bataille du Chemin des Dames, la figure de Gorges Guynemer (« l'as des as »), les femmes combattantes, les fraternisations et les refus de guerre et enfin la violence de guerre à l'encontre des populations civiles. Le terme de fraternisation est intéressant dans son emploi car il fait directement écho aux idées portées par le CRID. Deux problématiques sont proposées dont une qui renvoie à la question autour de laquelle la controverse gravite : « Comment les combattants ont-ils tenu dans l'enfer des tranchées ? ». Les repères chronologiques se partagent en différentes phases : le 3 août 1914 et le déclenchement de la

[183] LE QUINTREC Guillaume, *Histoire 1re L. ES. S,* Paris, Nathan, 2016.

guerre, 1915-1917 et la guerre de position, l'année 1917 comme tournant de la guerre et enfin 1918-1919 et le règlement de la guerre. Les notions essentielles sont peu nombreuses : guerre totale, bourrage de crâne et surtout culture de guerre. Bien que le bourrage de crâne soit mobilisé par les historiens du CRID c'est surtout la notion, controversée, de la « culture de guerre » qui interpelle. Le manuel la définit comme suit : « ensemble d'idées, de représentations et d'attitudes contribuant à entretenir la haine de l'ennemi et à justifier la guerre. ». La définition est intéressante car elle emploie le mot de « haine » qui est caractéristique des thèses de Péronne mais aussi le fait de « justifier la guerre » qui est parfois utilisé par les détracteurs de cette notion pour montrer l'irrecevabilité du terme de culture. Les documents proposés sont nombreux et variés. Nous pouvons trouver des lettres et des journaux de soldats dont Marc Bloch, des témoignages de combattants qui constituent l'essentiel des documents pour l'étude de la bataille du Chemin des Dames, des extraits de propagande patriotique de journal (*Petit Journal*), des extraits des carnets de Louis Mairet qui montrent l'évolution des sentiments des soldats (patriotisme, découragement, résignation), un tableau sur les soldats fusillés directement tiré du rapport d'Antoine Prost en 2013. Pour ce qui est des fraternisations et mutineries nous pouvons relever des rapports et lettres de soldats, des mutilations volontaires, l'épisode de fraternisation de Noël 1914 et la mention de refus individuels puis collectifs et de trêves tacites. Sur ces questions, est mentionné le cas des interprétations divergentes des historiens. Sont présentés des extraits de *14-18, retrouver la guerre* de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker pour souligner la relativisation des refus et un extrait de *14-18, les refus de guerre : une histoire des mutins* d'André Loez qui démontre un mouvement de refus bien plus important. Sans être nommée, la controverse est donc bien présente. À ce propos le manuel pose une série de questions : « En quoi les interprétations des mutineries de 1917 s'opposent-elles ? » ; « En vous appuyant sur le document 1 (rapport et lettre de soldats sur les mutineries), laquelle de ces deux interprétations vous paraît-elle, à titre personnel, la plus convaincante ? ». Il est demandé aux élèves de prendre parti personnellement sur cette question, mais n'aurait-il pas été plus pertinent de s'appuyer sur plusieurs autres documents et non pas un seul ? Car cela semble guider la réponse des élèves vers la vision d'un mouvement isolé et peu suivi, peut-être aurait-il alors fallu mettre le document en relation avec des chiffres. La leçon s'intéresse à deux thématiques : combattre et survivre. Combattre se concentre sur les violences des combats et la diversité des expériences combattantes. Survivre, sur le fait de tenir mais aussi d'obéir. Le bourrage de crâne de l'arrière pour les soldats en permission ainsi que le rôle des correspondances pour le moral sont soulignés. Le soldat obéit car il accomplit un devoir « intériorisé » dès le plus jeune âge, qui est imposé par l'État nation et pour défendre sa famille

et être solidaire de ses camarades. Avec la notion de patriotisme, qui est pondérée, un aspect de la controverse est rapidement évoqué avec la prise de position de certains historiens non nommés : « Le patriotisme n'est qu'un motif parmi d'autres de la ténacité des soldats, même si, pour certains historiens, il joue un rôle essentiel dans la diffusion d'une culture de guerre », fondée sur la haine de l'ennemi. Finalement les refus de guerre sont assez rares car le rôle de Pétain est souligné dans le processus de recul des mutineries tandis que le pacifisme d'après-guerre est mentionné.

Enfin le dernier manuel a été édité chez Magnard en 2015[184]. Il est celui qui possède le moins de pages sur la Première Guerre mondiale, seulement une dizaine. Le manuel propose une étude sur la bataille de la Somme en 1916 puis une sur les mutineries de 1917 et enfin une sur les femmes et la guerre totale. Les problématiques se concentrent sur « l'extrême violence » de l'expérience combattante et sur les causes et modalités des mutineries en 1917. Chronologiquement, chaque année est reliée à un événement, 1914 à l'attentat de Sarajevo, 1915 au génocide arménien, 1916 à la bataille de Verdun, 1917 à la révolution russe et à l'entrée en guerre des États-Unis et enfin 1918 à l'armistice de Rethondes. Il est intéressant de souligner que pour 1916 c'est Verdun qui est retenu et non la bataille de la Somme qui fait pourtant l'objet d'une étude. Les principales notions retenues font échos une nouvelle fois aux thèses de Péronne : brutalisation, gueules cassées, culture de guerre, mutinerie, poilus, pacifisme. Les documents mobilisent des témoignages comme celui d'Ernst Jünger, le rôle de Pétain est souligné dans les mutineries par une photographie, des archives de tracts anonymes symbolisent le pacifisme de certains. Nous pouvons également trouver un témoignage de Louis Barthas, souvent utilisé par le CRID, ainsi que des soldats divisés face aux mutineries. La consigne « expliquez comment les mutineries traduisent à la fois le refus et l'acceptation des soldats face aux épreuves de l'expérience combattante » est pertinente car elle permet aux élèves de réfléchir sur la diversité des comportements des soldats et donc des expériences combattantes. La leçon se concentre autour de l'enfer des tranchées et de la Première Guerre mondiale, comme première guerre totale. La thématique de « tenir dans les tranchées » est intéressante car le manuel insiste sur le fait que les combattants sont entre consentement et contrainte, tout en soulignant que les refus et mutineries sont des cas limités car la solidarité entre les groupes primaires, le devoir patriotique, la brutalisation des combattants et la répression des autorités

[184] PLOYÉ Alexandre (dir.), *Histoire-Géographie 1re ES-L*, Paris, Magnard, 2015.

militaires sont autant de facteurs de ténacité[185]. Les idées de Péronne sont plus présentes mais si elles sont pondérées par la contrainte des autorités militaires.

Après avoir analysé ces trois manuels, divers points communs sont repérables. Des cartes sont systématiquement présentées pour donner un cadrage géographique nécessaire pour les fronts, les alliances et souligner le fait que l'on passe d'une guerre européenne à mondiale. Des frises chronologiques sont présentées même si les dates retenues ne sont pas toujours les mêmes. Les femmes dans la guerre sont systématiquement étudiées, que cela soit par le biais de Marie Curie ou du rôle de celles-ci dans une guerre totale. À chaque fois une bataille est présentée en début de chapitre, de Verdun, du Chemin des Dames à celle de la Somme. Celles-ci sont toujours dans les années 1916-1917, aucune trace des années antérieurs. Une étude sur les civils dans la guerre clôture généralement le chapitre sauf dans le cas du Magnard. Le thème de la violence extrême sur les champs de bataille est réemployé dans chaque manuel. Enfin pour ce qui est de la controverse historiographique qui nous intéresse, elle n'est jamais nommée explicitement et est perceptible dans la thématique des refus de guerre et des mutineries, qui permettent d'aborder les lectures divergentes des historiens. En général les notions issues des thèses des historiens de Péronne sont mobilisées, à l'image de la « brutalisation » ou de la « culture de guerre ». En revanche elles sont pondérées, soit par l'introduction de certaines contraintes, plutôt minoritaires, ou de fraternisations et mutineries. Dans l'ensemble les propos montrent une actualisation historiographique qui a tendance à dépasser l'opposition binaire consentement et contrainte. Cependant cette position plus neutre et cette actualisation ne sont pas toujours développées au même degré, tout comme la question des mutineries. En effet le manuel Hachette ne propose aucune étude ni documents sur les refus, ou du moins dans une étude comparée entre la Première et Seconde Guerre mondiale. Ce dernier ne propose pas non plus d'écrits et d'historiens, ni n'introduit la pensée de ces derniers, même sur les mutineries, contrairement aux deux autres. Ce dernier propose tout de même une ouverture plus « populaire » et artistique avec la mention du film *Capitaine Conan* et de la bande dessinée de Tardi pour aller plus loin, ce qui s'inscrirait plus dans les idées portées par le CRID.

[185] « Les soldats font preuve de ténacité et les cas de mutinerie ou de désertion sont limités. Cela s'explique par la solidarité des groupes primaires, le sens du devoir patriotique, mais aussi la brutalisation des combattants et la répression organisée par les autorités militaires qui autorisent les exécutions sommaires ».

2. Une présence inégale dans la série S et les séries technologiques

La Première Guerre mondiale est également au programme des classes de Première S et des séries technologiques, STI2D, STL, STD2A, STMG et ST2S. Mais son étude diffère et ne représente pas la même importance dans chacune de ces séries.

En série générale, en Première S, la Grande Guerre est également étudiée sous l'angle de l'expérience combattante dans une guerre « totale ». Les sociétés européennes sont confrontées à une expérience de la violence traumatisante pour les hommes et les sociétés. Cette guerre serait ainsi la matrice de la mise en place des régimes totalitaires qui sont à l'origine de la Seconde Guerre mondiale, notamment en Allemagne avec le nazisme. Ce chapitre est d'ailleurs suivi de celui sur la « genèse et affirmation des régimes totalitaires (soviétique, fasciste, nazi) ». Il est conseillé de traiter cette séquence en trois heures qui s'articulent autour de trois questions majeures : Quelle est la nature de la guerre ? Quels sont les caractères de l'expérience combattante ? Quels sont ses effets sur les sociétés européennes ? Ainsi la Grande Guerre apparaît comme la matrice du XXe siècle. La fiche Éduscol invite à traiter l'expérience combattante dans le contexte de « la guerre des tranchées » dans lequel il ne faut pas faire un récit des évènements militaires mais plutôt s'intéresser à la situation tactique nouvelle. L'expérience des combattants est décrite comme « nouvelle et effroyable », la violence est « inouïe » et fait appel aux « concepts, certes discutés, de « brutalisation » ou « ensauvagement » et de « banalisation » de la violence ». Les concepts sont présentés mais les débats dont ils font l'objet sont écartés. L'expérience des civils dans la violence est également un autre axe d'étude essentiel comme l'est l'après-guerre avec les « gueules cassées » qui sont les témoins de la violence extrême. Les valeurs ont changé, les sociétés seraient dans un désarroi, un pacifisme qui est propice à l'émergence du fascisme face aux démocraties paralysées.

Dans les séries technologiques, en STI2D, STL et STD2A, la Première Guerre mondiale peut s'intégrer dans le thème 3 « Histoire du quotidien » et plus particulièrement dans le sujet d'étude au choix « Vivre et mourir en temps de guerre » à traiter en quatre heures. L'étude de la période de la Grande Guerre n'est donc pas obligatoire dans ces séries. Il faut choisir un des grands conflits entre la guerre de 1870, la Première ou la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit d'aborder les conditions de vie à l'arrière et au front ainsi que les différentes formes de la violence de guerre. C'est donc plus une histoire du quotidien, du vécu, qui peut également être traitée sous l'angle de l'expérience de guerre. Enfin dans les séries STMG et ST2S la Première Guerre mondiale est obligatoirement étudiée dans le thème 2 « Guerre et paix, 1914-1945 »

pour un volume horaire de dix à douze heures pour les STMG et huit heures pour les ST2S. Dans ce thème la question obligatoire est « l'Europe, un espace marqué par deux conflits mondiaux ». Ce qui est très intéressant dans la fiche Éduscol de ces séries, c'est que les notions de « consentement » et de « contrainte » sont présentes. La fiche est complète au niveau historiographique car elle mentionne George Mosse pour la notion de « brutalisation » mais aussi la « culture de guerre ». Cette émergence de ces notions « a donné lieu à de nombreux débats mais a permis de réarticuler la Grande guerre et la montée des régimes totalitaires », notamment en redonnant de l'importance au pacifisme de l'entre-deux-guerres et par les débats qu'ont occasionné ces notions. La fiche en vient à poser la question des raisons de la ténacité des soldats et à aborder les historiens qui s'opposent sur la réponse à apporter : « Si certains historiens insistent sur les mécanismes d'adhésion qui conduisent au « consentement » des individus, d'autres font valoir que cette apparente adhésion est aussi le résultat d'un conditionnement ancien et des contraintes exercées par l'État et la société. »[186]. Même si le rôle des médias est souligné dans la mise en place d'un conditionnement psychologique, le consentement semble prendre le pas sur la contrainte et devoir être expliqué, notamment le consentement des opinions avec la violence.

3. Quelle place dans les futurs programmes issus de la réforme du lycée ?

La réforme des programmes des classes de Seconde et de Première rentre en vigueur à la rentrée 2019-2020. L'étude de la Première Guerre mondiale est touchée sur différents aspects. En premier lieu, sa place dans l'année scolaire évolue. En effet, actuellement elle est étudiée en début d'année scolaire dans le thème 2 alors que dans les nouveaux programmes elle se voit glisser en fin d'année dans le thème 4, ce qui peut avoir un impact négatif, car c'est un moment où le retard peut s'être accumulé et où l'enseignant a moins le temps dans les approfondissements. De plus, dans la manière dont sont confectionnés les programmes, l'Éducation Nationale semble vouloir revenir à une « histoire bataille » où les grandes batailles, les grandes dates et les grands personnages retrouveraient plus d'importance et constitueraient un jalon essentiel à la compréhension des périodes de guerre.

Le thème 4 intitulé « la Première Guerre mondiale : le « suicide de l'Europe » et la fin des empires européens », contient trois chapitres qui devront être traités entre onze et treize

[186] Site Éduscol programme de Première STMG [en ligne] : http://cache.media.eduscol.education.fr/file/lycee/15/3/02_STMG_1_Hist_Theme2_VF1_299153.pdf

heures. Le nombre d'heures accordé à la Grande Guerre est considérablement revu à la hausse, ce qui est un point positif. Il y a un chapitre sur l'embrasement mondial et ses grandes étapes, un autre sur les sociétés en guerre et les civils comme acteurs et victimes de la guerre et enfin sur la sortie de la guerre et la tentative de construction d'un ordre des nations démocratiques. Plusieurs éléments sont d'emblée repérables. Premièrement, l'expression « suicide de l'Europe » renvoie directement à Romain Rolland et son article « Au-dessus de la mêlée » publié le 15 septembre 1914 par le Journal de Genève. Ensuite l'expérience combattante n'est plus directement énoncée et semble se fondre dans cette « histoire bataille » où les évènements paraissent plus importer que le quotidien et l'expérience des soldats en temps de guerre. C'est en cela que certains peuvent voir une sorte de retour en arrière dans la façon d'aborder l'histoire et l'enseignement de la Grande Guerre. Le premier chapitre vise à présenter les phases et les formes de la guerre (terrestre, navale et aérienne) et à s'intéresser aux motivations et aux buts de guerre des belligérants, à l'extension progressive du conflit et aux grandes étapes de la guerre, à l'échec de la guerre de mouvement et au passage à la guerre de position, à l'implication des empires coloniaux et enfin à la désintégration de l'empire russe. Des points de passage et d'ouverture sont obligatoires : août - septembre 1914 avec Tannenberg et la Marne, 1915 avec l'offensive des Dardanelles, 1916 avec la bataille de la Somme, mars 1918 avec la dernière offensive allemande. Le second chapitre vise à souligner l'implication des sociétés, des économies, des sciences et des techniques dans une guerre longue et à s'intéresser à la mobilisation des civiles mais aussi au génocide arménien. Un des points de passage et d'ouverture est problématique dans son énoncé : celui de « grèves de 1917 ». Faut-il traiter les grèves des civils, les mutineries de 1917 ou bien les deux ? S'il s'agit de la première proposition, ce qui semble probable avec le chapitre, les mutineries n'auraient alors plus leur place dans l'étude la Grande Guerre. Enfin le dernier chapitre vise à étudier les différentes manières dont les belligérants sont sortis de la guerre et la difficile construction de la paix avec, notamment, les différents traités de paix et le soldat inconnu comme enjeu mémoriel.

Finalement, les débats et les différentes avancées qu'a pu permettre la controverse et les avancées historiographiques qui ont suivi sur l'expérience combattante semblent, à la lecture des grandes lignes des nouveaux programmes, avoir été totalement évacuées. Il faudra attendre de plus amples éclairages par le biais notamment des fiches ressources pour savoir si l'enseignement de la Grande Guerre ne va pas faire un ou plusieurs pas en arrière.

4. Au collège : également une approche sous l'angle de la guerre totale.

Enfin au collège, les programmes ont changé il y a maintenant trois ans, mais la Première Guerre mondiale reste étudiée en classe de Troisième. Elle prend place dans le premier thème de l'année : « L'Europe, un théâtre majeur des guerres totales (1914-1945) ». La Première Guerre mondiale est présentée comme la première guerre totale qui annonce les régimes totalitaires et le second conflit mondial. Elle est étudiée sous l'angle des civils et des militaires dans la guerre avant que l'entre-deux guerres soit l'expérience des totalitarismes et que dans la lignée de son ainée, la Seconde Guerre mondiale ne soit une guerre d'anéantissement.

Ce n'est pas le premier contact des élèves avec la Grande Guerre puisqu'elle avait été étudiée en classe de CM2. Dans le premier chapitre il sera donc question d'aborder la Première Guerre mondiale à travers la notion de crise. Elle est le résultat d'une crise diplomatique et militaire et entraine une crise de l'Europe embourbée dans un déchainement de violence. La Grande Guerre est ainsi présentée comme la matrice du XXe siècle et des violences qui le parcourent. Il est enfin conseillé d'aborder la guerre dans un phénomène de totalisation plutôt que d'évoquer une guerre « totale ». Finalement il n'y a pas de traces, du moins dans les fiches ressources, de notions apparentées aux thèses de Péronne ou du CRID.

C. Le Bulletin Officiel et la proposition de mise en œuvre d'Éduscol pour la classe de Première ES/L

Le Bulletin Officiel, qui donne des instructions à suivre et la fiche Éduscol qui nous donne des conseils pour la mise en œuvre des différents points du programme scolaire, permettent de saisir les grandes lignes à appliquer même les informations sont peu nombreuses.

1. Les instructions du Bulletin Officiel

Les Bulletins Officiels des classes de lycée ne sont pas très fournis et contiennent le strict minimum des informations. Celui de la classe de Première ES/L ne déroge pas à la règle. L'étude de la Première Guerre mondiale s'insère dans le thème 2 : « la guerre au XXe siècle » qui est à traiter entre seize et dix-sept heures. Il est précédé du thème 1 qui porte sur la

croissance économique, la mondialisation et les mutations des sociétés depuis le milieu du XIXe siècle et succédé par le thème qui porte sur les totalitarismes.

Le Bulletin Officiel indique un chapitre intitulé « guerres mondiales et espoirs de paix » à traiter en huit à neuf heures. Ce chapitre est constitué de trois axes directeurs. Le premier axe porte sur la Première Guerre mondiale et l'expérience combattante dans une guerre totale, le second de la Seconde Guerre mondiale comme guerre d'anéantissement avec la question du génocide des Juifs et des Tziganes et enfin, le chapitre se clôt sur les espoirs d'un ordre mondial avec la SDN et l'ONU. Le Bulletin Officiel préconise de prévoir trois heures par axes, ce qui laisse très peu de temps pour rentrer dans les détails. Pour la Première Guerre mondiale cela ne laisse pas le temps de cadrer la période chronologiquement et spatialement, d'étudier une bataille, de s'intéresser aux refus et aux mutineries, aux civils dans la guerre, au rôle des femmes. Il faut donc faire des choix et accepter de laisser de côté des thématiques autres.

2. La proposition de mise en œuvre de la fiche Éduscol

Tout comme le Bulletin Officiel et contrairement aux fiches Éduscol des classes de Première S et de séries technologiques, la fiche ressource de Première ES/L est moins fournie et propose des pistes dans les grandes lignes, moins précise que pour les autres séries.

La fiche rappel que dans ce chapitre, « la place des hommes doit être ici privilégiée afin de montrer comment l'expérience extrême de la « violence de guerre » porte en elle les germes de la transformation des sociétés et des rapports qu'elles entretiennent à l'État. »[187]. La Première Guerre mondiale est présentée comme une étape dans la mutation de la guerre au XXe siècle. C'est aussi une guerre qualifiée de « totale » dans laquelle l'expérience combattante est confrontée à des degrés de violence encore jamais connus. Il faut également insister sur la perception des nouveautés de cette guerre par les combattants et les civils, tant à cause des très nombreuses pertes humaines, de la durée du conflit et de son intensité que du développement d'innovations techniques et du caractère industriel de la guerre. La fiche rappelle qu'il ne faut pas s'attarder sur le détail des évènements mais plutôt sur une bataille, un personnage ou une année particulière. Dans une approche culturelle mais aussi sociale, la Première Guerre mondiale est à nouveau présentée comme la matrice du XXe siècle et des nouvelles violences qui se développent et dont l'aboutissement serait la Shoah.

[187] Site Éduscol programme de Première L/ES [en ligne] : http://eduscol.education.fr/cid56538/ressources-pour-classe-premiere.html#lien0

Enfin la fiche Éduscol préconise une possible ouverture sur l'histoire des arts, option présente dans certains établissements. Pour la Première Guerre mondiale il est proposé un dessin ou un tableau du célèbre artiste Otto Dix, un roman comme *Ceux de 14, Les Croix de Bois, Le Feu, À l'Ouest, Rien de Nouveau, L'initiation d'un homme*, une œuvre cinématographique comme *Les Croix de Bois, Les Sentiers de la Gloire*, une chanson comme la *chanson de Craonne* ou une bande dessinée de Tardi. Ce qui est intéressant c'est que le domaine artistique a été imprégné par les thèses de la contrainte et du CRID, avec une vision des combattants victimes de la guerre, notamment la bande dessinée de Tardi. En outre, avec l'étude d'œuvres littéraires ou de bandes dessinées, ce chapitre pourrait permettre de mettre en place un enseignement interdisciplinaire avec les professeurs de lettres.

II. Adaptation de la controverse consentement/contrainte dans une classe de Première L/ES

Dès lors, les apports théoriques sur la Première Guerre mondiale permettent de réaliser au moins trois séances et surtout d'intégrer la controverse historiographique du consentement et de la contrainte, de sorte que la plupart des thématiques soient traitées dans le temps imparti et que les élèves aient une approche tant historique, historiographique que du travail de l'historien.

A. Décentrer le regard des élèves : de la Grande Guerre comme objet d'étude à une implication dans le travail de l'historien

Adapter la controverse du consentement et de la contrainte au lycée est possible. Il faut tout d'abord donner un cadre chronologique et factuel aux élèves pour qu'ils puissent saisir les différentes thématiques de la controverse et dans quel contexte elles s'insèrent. Travailler avec les élèves sur la controverse, de préférence en groupe, leur permettrait d'étudier de nombreux questionnements inhérents à la Première Guerre mondiale tout en les mettant au contact des méthodes et des pratiques du métier de l'historien.

1. Un nécessaire cadre chronologique, factuel et thématique de la Grande Guerre

L'adaptation se situe dans le chapitre « Guerres mondiales et espoirs de paix » du thème 2 de la classe de Première ES/L. Trois grandes parties jalonneraient celui-ci dont la première serait consacrée à la Première Guerre mondiale et à l'expérience combattante dans une guerre totale, puis ensuite à la Seconde Guerre mondiale comme guerre d'anéantissement avec le génocide des Juifs et des Tziganes et enfin les espoirs d'un ordre mondial au lendemain des conflits avec la SDN et l'ONU. Pour adapter la controverse historiographique, je mobiliserais quatre heures. La première heure serait consacrée au cadrage chronologique, spatial et factuel de la Première Guerre mondiale pour que les élèves puissent avoir une vue d'ensemble des évènements. Ainsi, après ce cadrage, les trois autres heures seront centrées sur la controverse qui permettra d'aborder plusieurs thématiques autour de la question : « pourquoi et comment ont-ils tenu ? ».

La séance de cadrage sera une heure de travail individuel des élèves en salle informatique. Cela permet de travailler les compétences numériques des élèves. Deux principaux axes seraient travaillés dans cette séance. Le premier consisterait à la construction d'un cadre chronologique et spatial. Les élèves auraient à leur disposition leur manuel scolaire ainsi que des ressources en ligne qu'ils devraient sélectionner de manière critique. Cette activité leur permettrait de classer les informations, de les comparer entre elles et donc de trier les sources en adoptant un esprit critique. Une fiche « diagnostique » serait alors à compléter pour repérer les principaux belligérants, les principales zones géographiques des combats, ce qui permettrait d'insister sur le fait que la Première Guerre mondiale est d'abord une guerre européenne qui devient mondiale. Il serait ensuite demandé aux élèves de construire une frise chronologique avec les grandes dates et de différencier les différentes phases de la Grande Guerre. Il s'agirait de donner les principales batailles, de distinguer la guerre de mouvement et de position et d'écrire quelques lignes sur chaque évènement pour être sûr que l'essentiel soit compris. Ce travail, quoique peu recommandé par la fiche Éduscol, permettrait aux élèves de pouvoir avoir une vue d'ensemble du conflit avant d'aborder les thématiques portées par la controverse. Pour plus de rapidité et pour exercer leurs capacités numériques, la frise chronologique pourrait être réalisée sur le site frisechronos.fr, qui permet de faire des frises chronologiques rapidement et facilement. Les frises peuvent également être enregistrées au format PDF, ce qui permet de les collecter et de vérifier le travail qu'ont fourni les élèves pendant la séance.

Le deuxième temps de la séance, consisterait à se rendre sur différents sites en rapport avec la Première Guerre mondiale. Le premier serait, par rapport au contexte du centenaire, le site de la Mission Centenaire. Les élèves auraient à le parcourir brièvement pour le découvrir, une fiche serait prévue pour les guider dans cette visite. Ensuite ils auraient à se rendre dans la rubrique « dossiers » et, selon leur choix, sélectionner un dossier thématique et une publication qu'ils liraient et résumeraient brièvement. Cela leur permettrait de découvrir ce site qui fonctionne en parallèle des commémorations mais aussi de travailler sur une thématique qu'ils n'auraient pas traité en règle générale. Ces activités seraient envoyées sous forme de dossier et partagées avec la classe. Enfin pour clôturer la séance il serait demandé aux élèves de se rendre rapidement sur le site de l'Historial de Péronne et du CRID 14-18 pour un premier contact avec la querelle du consentement et de la contrainte.

2. Initier les élèves au travail et aux questionnements de l'historien : comment et pourquoi les soldats ont-ils tenu ?

Après cette séance de cadrage nécessaire qui aura sans doute permis aux élèves d'avoir un regard un peu plus global sur la Grande Guerre, spatialement et chronologiquement, il s'agit d'aborder une facette du travail d'historien et de développer l'esprit de réflexion des élèves avec l'étude de la controverse du consentement et de la contrainte. Il s'agit de faire comprendre que les historiens sont en désaccord sur la réponse à donner à la question suivante : « Pourquoi et comment les soldats ont-ils tenu ? ». Il ne sera bien entendu pas question que le professeur ou les élèves tranchent, mais plutôt de comprendre que l'histoire et la façon de la faire est une donnée mouvante, qui suscite des débats et des prises de positions divergentes. La question centrale pourrait être la suivante : Comment la controverse sur la ténacité des soldats au combat a permis aux historiens de faire évoluer la recherche sur la Première Guerre mondiale ? Car en plus de comprendre la façon dont travaille l'historien, il s'agit de montrer que leurs différents débats les ont poussés à densifier leurs thèses, ce qui a été bénéfique pour les avancées scientifiques et l'historiographie, malgré les points négatifs qui seront abordés rapidement dans la présentation. Trois séances semblent nécessaires pour la réalisation de cette étude.

Il s'agira en premier lieu, pour le professeur, de faire une présentation assez sommaire de la controverse, notamment des raisons de sa naissance et des principaux points importants. Il pourrait être dit que dès 1988, dans la revue *L'Histoire*, Stéphane Audouin-Rouzeau exposait que les combattants avaient tenu grâce au sentiment national et évoquait donc le consentement des soldats à la violence. Puis les idées se crispent autour d'un ouvrage, En 2000, dans *14-18,*

retrouver la guerre, Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker insistent sur une « culture de guerre » et une « brutalisation » des sociétés (les définitions sont présentes dans le manuel scolaire). En réponse à cet ouvrage est aux thèses des deux auteurs, Rémy Cazals et Frédéric Rousseau publient en 2001, *14-18, le cri d'une génération* où ils s'opposent au fait que les combattants aient consenti à la guerre. Ainsi nait la controverse historiographique qui occupe le paysage historiographique de la Grande Guerre pendant la première décennie des années 2000. Il convient également de dire que les historiens partisans du consentement sont surnommés historiens de Péronne car ils travaillent à l'Historial de la Grande Guerre de Péronne, lieu symbolique, tandis que leurs opposants se regroupent au sein du CRID 14-18 créé en 2005 à Craonne, autre lieu hautement symbolique. Il faudra rapidement évoquer le fait que les débats, parfois rudes voire agressifs, ont également pu paralyser la recherche qui s'est surtout concentrée sur les thèses de ces deux « écoles ». Pour rentrer dans le vif du sujet, il sera distribué aux élèves, l'article de Jean Birnbaum, paru dans *Le Monde*, qui résume la controverse et donne des témoignages des différents historiens. Dans un tableau les élèves devront placer les différents arguments en faveur du consentement ou de la contrainte.

Ce qui rend intéressant cette étude, outre le travail qu'effectue l'historien, c'est la diversité des thématiques qui peuvent être abordées en l'étudiant. La classe sera divisée en 5 groupes, chacun travaillant sur une thématique en particulier à partir d'un corpus documentaire. À l'issue de cette activité, chaque groupe présentera le fruit de son travail devant la classe, qui complétera un tableau pour résumer les différents arguments des deux « écoles ». Les thématiques seraient les suivantes : le débat sémantique autour des concepts de « consentement », « brutalisation » et « culture de guerre » ; le travail des sources et des témoignages avec en particulier la figure de Jean Norton Cru ; la question des mutineries et des fusillés pour l'exemple qui permet aussi d'aborder la justice militaire ; et dans la continuité, les enjeux mémoriels et les commémorations qui sont en lien avec la controverse.

Pour chaque thématique, un corpus documentaire sera distribué aux élèves, et c'est à partir de celui-ci qu'ils devront présenter les différents arguments des historiens et les mettre en rapport avec les autres documents mis à leur disposition. Pour le débat sémantique, les documents seront surtout des textes, notamment d'Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau. Un texte de George Mosse sur la brutalisation serait aussi nécessaire. Il serait également intéressant de donner des textes d'historiens comme Christophe Prochasson qui défend ces thèses. En opposition, il sera aisé de trouver des textes des historiens du CRID, les réactions ayant été nombreuses dans les ouvrages ou les articles. Un ou plusieurs textes d'Antoine Prost, extérieur à la controverse, pourraient également être utiles pour montrer que

certains historiens se placent en médiateurs. Enfin des affiches de propagande montrant un soldat la fleur au fusil au combat ainsi qu'un document comme une lettre de poilu décrivant le ras-le-bol des combats peuvent compléter ce corpus, sachant que certains documents seront présents dans les manuels. Pour le travail des sources, le débat autour de la figure de Norton Cru pourrait être pertinent en présentant différents textes qui montrent les conclusions divergentes sur ce personnage. Une brève bibliographie ainsi qu'un extrait de *Témoins* semblent être essentiels. Ensuite, des passages des différents historiens qui critiquent les méthodes de sélection des témoignages pourraient permettre d'approcher le travail de l'historien sur les sources. Enfin des témoignages de combattants, dans le consentement ou l'usure, que cela soit des lettres, des extraits de romans, un passage de la Chanson de Craonne, peuvent compléter le dossier. Les questions des mutineries et des fusillés pour l'exemple seront scindées pour éviter toute confusion. Dans les deux cas, des chiffres sont nécessaires et le rapport d'Antoine Prost peut les fournir. Des extraits de textes des deux « écoles » seront présentés tant sur les mutineries que les fusillés, ce qui permettra de traiter aussi de la justice militaire, considérée comme répressive par le CRID. Des photographies peuvent également être un autre type de document intéressant à analyser. Pour les mutineries, les manuels proposent des documents, mais il faudrait sélectionner des points de vue divergents chez les soldats, certains soutiennent activement ou passivement le mouvement tandis que d'autres s'opposent fermement à celui-ci dans leurs correspondances. Pour les fusillés, un rapport de justice militaire ainsi que la réhabilitation d'un soldat comme Lucien Bersot peuvent montrer l'ambivalence des points de vue et des décisions de la justice. Enfin sur la question mémorielle et de la commémoration, il faudrait donner un extrait d'un texte de *14-18, retrouver la guerre* sur la mémoire dite « victimisante » et « aseptisée » ainsi que la réponse du CRID, puis s'intéresser à l'épisode du discours de Lionel Jospin en 1998 en proposant l'extrait sensible du discours, complété par une demande citoyenne de réintégration des fusillés, ainsi que les réactions politiques sur le sujet. Des textes d'historiens en réaction à ce discours ainsi que sur la place de l'historien dans la commémoration peuvent compléter le corpus.

La présentation des élèves du fruit de leur travail constituera le cours et aura le mérite d'aborder plusieurs thématiques tout en s'imprégnant de l'historiographie et du métier de l'historien. Ce procédé les oblige également à être plus attentifs aux propos de leurs camarades, à les écouter, mais aussi à produire un travail de qualité car c'est celui-ci qui sera transmis à leurs camarades. Bien entendu l'enseignant fera des ajustements et des compléments. Cependant, cette adaptation n'est pas sans défauts. En effet, bien que plusieurs thématiques soient abordées, certaines restent de côté à l'image de la place des femmes dans la guerre et de

celle des civils. C'est pourquoi il faudrait une autre séance pour remédier à cela, mais le temps imparti à la Première Guerre mondiale, sera dès lors, plus important que pour les deux axes suivants ou devra être ajusté en fonction des autres thèmes du programme annuel.

B. Une possible ouverture sur quelques enseignements optionnels au lycée

L'enseignement de la controverse du consentement et de la contrainte peut également, dans une moindre mesure, trouver un écho dans les enseignements optionnels proposés au lycée. Ces enseignements ne sont pas présentés dans tous les lycées mais ont le mérite de permettre aux élèves un élargissement de leur culture générale et des savoir-faire dans d'autres domaines. Une partie de la controverse, sa résonance dans les arts, peut alors être un objet d'étude dans les options cinéma et audiovisuel ainsi que l'Histoire des arts.

1. Cinéma et audiovisuel : proposition pédagogique sur le film *Joyeux Noël*

Certains lycées proposent l'option cinéma et audiovisuel, celle-ci serait alors pertinente pour aborder un aspect de la controverse. Cette étude pourrait être un complément de cours en Première car les élèves auraient travaillé préalablement sur la Première Guerre mondiale. En classe de Première, l'option se centre sur la mise en scène, aborde la représentation du réel et le point de vue. Dans ce cadre il s'agirait de comprendre comment représente-t-on la guerre et son quotidien dans le cinéma ? Car les films se saisissent de sujets historiques comme la Grande Guerre. Ce thème permet de travailler sur les représentations de celle-ci dans une partie de la culture populaire ainsi que la manière dont un film peut se construire (séquençage, technique, choix de plan). Dans le cadre de l'option cinéma et audiovisuel il convient également de resituer dans leur contexte historique et culturel, les plans, œuvres et documents étudiés.

Le film étudié serait *Joyeux Noël* de Christian Carion réalisé en 2005. Il serait pertinent de faire une mise au point rapide sur la controverse pour les élèves qui n'auraient pas travaillé dessus et surtout sur la réception de celle-ci dans la sphère publique, notamment dans le cinéma et la littérature. Le film se veut réaliste et le plus proche de la réalité historique. Cependant il reste une fiction qui obéit à des règles d'écriture et de mise en scène pour captiver le spectateur pendant la totalité du film. Ce n'est donc pas un film documentaire, un regard critique doit être adopté. Il y a également un parti pris historiographique car le regard se concentre sur le phénomène minoritaire des fraternisations, vision qui s'insère parfaitement dans les

considérations actuelles sur la violence dans la guerre et le sort des soldats. Le film permet aussi d'aborder différents thèmes comme l'armement avec les évolutions techniques, le rôle nouveau de l'artillerie. Un travail peut être effectué sur la question de l'uniforme des Français et de sa capacité de protection ou non et permet de connaître le matériel et l'apparence d'un soldat. Les différentes phases d'une attaque peuvent ainsi être découpées et surtout une étude de la vie dans les tranchées peut être menée avec les conditions de vie au front pour les soldats.

Le programme de la classe de Première étant basé sur la représentation du réel, il faut faire un travail sur la mise en scène et la représentation de la violence. L'utilisation des sons est intéressante : les cliquetis des armes et les objets accrochés à l'uniforme, le bruit des obus qui explosent, les cris et souffles des soldats font office de fond d'ambiance tandis qu'une musique lente aux notes graves et longues complète la bande sonore. Le jeu du son qui monte et descend rythme les moments dramatiques des charges des soldats. Le décor est composé d'un vaste champ labouré par la fumée des obus, les tranchées, la terre qui explose et retombe sur les soldats. La caméra suit au plus près les soldats pendant la charge, les mouvements sont brusques et au niveau des jambes, un sentiment de chaos ressort ainsi. Les zooms sur les visages des soldats rongés par la peur, la fatigue et la douleur, les corps morts ou agonisants qui jonchent le front, les soldats qui tombent un à un pendant l'assaut, participent à cet univers de chaos et de violence extrême où la souffrance et la mort règnent.

Les soldats semblent impuissants face à cette violence qui les ravage, et la fraternisation entre les armées française, britannique et allemande est ainsi mise en scène. La réalisation pointe tout d'abord l'hésitation des belligérants face une trêve, puis, dans un jeu d'échelle, les discussions entre les trois officiers haut gradés au milieu du no man's land qui s'étend progressivement, par un plan large, à toutes les troupes. Le rythme de la scène est lent, il n'y pas de musique mais un silence presque pesant, soulignant l'hésitation et la méfiance de prime abord, puis une fois la trêve acceptée, le son se fait plus fort et l'atmosphère se détend avec les voix et rires des soldats.[188]

Finalement, étudier la controverse dans cette option permet d'avoir un regard sur les choix historiographiques du film, sur les représentations du réel et donc de la violence, mais aussi sur les différents procédés de mise en scène.

[188] https://www.zerodeconduite.net/film/2347

2. Histoire des arts : la bande dessinée de Tardi, une double approche artistique et historique

L'option histoire des arts est également proposée dans certains lycées. La thématique de la Première Guerre mondiale répondrait moins au programme de la classe de Première dans cette option mais pourrait constituer un *excursus* en rapport avec le programme d'histoire. Il serait nécessaire, comme pour l'option cinéma et audiovisuelle, de faire une mise au point rapide sur la controverse. Outre les œuvres d'Otto Dix qui sont très souvent utilisées pour cette période, il serait intéressant de faire une séance sur la bande dessinée de Tardi et l'album *Putain de guerre !* paru en 2010.

Tout d'abord la bande dessinée n'aurait pas valeur à raconter la guerre mais plutôt sa mise en image, sa représentation, « la bande dessinée traitant de 14-18 nous apprend bien plus sur ce que nous pensons de la guerre à une époque donnée que sur la guerre elle-même »[189]. Pendant la guerre, elle est un outil de propagande puis la Grande Guerre est absente des bandes dessinées jusque dans les années 1970. C'est la démocratisation de la bande dessinée pour adulte et d'un ton plus irrévérencieux qui permet son retour avec Tardi. Pour lui la bande dessinée n'est pas un travail d'historien, « il ne s'agit pas d'histoire la Première Guerre mondiale, mais d'une succession de situations chronologiques, vécues par des hommes manipulés et embourbés, visiblement pas contents de se trouver là où ils sont. »[190]. Ce regain d'intérêt pour la Grande Guerre dans la bande dessinée ces quinze dernières années est palpable : environ 200 albums sont parus sur ce sujet.

L'album *Putain de Guerre !* suit un soldat dans la Première Guerre mondiale, les tranchées et les champs de bataille. Le personnage fait un monologue qui forme une voix off et qui complète les différentes planches cherchant à retranscrire les combats et les souffrances des soldats. L'album est constitué d'une partie qui est le « témoignage » du soldat et une autre qui laisse place à l'Histoire et à l'historien en présentant les documents, les sources que Tardi a utilisé pour écrire cet album. Il est intéressant de noter qu'il a travaillé avec l'historien Jean-Pierre Verney, auteur de *La Première Guerre mondiale - L'album photo inédit* en 2015. Il convient d'expliquer aux élèves que Tardi n'est pas étranger à la controverse, puisque pour rappel, il avait pris parti pour les thèses du CRID 14-18. Cet album est à nouveau, comme *Joyeux Noël*, un travail de représentations sur la Grande Guerre, le soldat est présenté comme victime d'une guerre qu'il n'a jamais voulu faire.

[189] CAZALS Rémy, BARRERA Caroline (dir.), *Enseigner*… op. cit., p. 137.
[190] *Ibidem* p. 139

Comme pour l'option cinéma, cette bande dessinée permet de travailler sur la technique. C'est le cas de la notion de plan : nous pouvons citer le strip (enchainement de vignettes qui constitue une unité narrative complète), plan d'ensemble (importance du décor et du positionnement des personnages), plan moyen (personnage des pieds à la tête en action), plan américain (personnage coupé au niveau des genoux), plan rapproché (personnage coupé au niveau de la taille) et le gros plan (détails, visage). Chaque plan est choisi pour insister sur une émotion, une action en particulier. Tardi fait le choix de vignettes horizontales qui valorisent les scènes de violences et de combats. Il y a également une absence de bulles qui renforce l'idée d'une voix off qui témoigne. Il est aussi intéressant de travailler sur les angles de vue : de la plongée (scène vue d'en haut) qui souligne la vulnérabilité des personnages, à la contre plongée qui insiste au contraire sur la force des personnages. Enfin le jeu de couleurs est significatif. Les pages qui représentent la vie sont colorées, le rouge domine lorsqu'il s'agit de représenter la mort ; les scènes de batailles sont en gris ; le gaz est de couleur moutarde et, plus l'histoire avance, plus les couleurs se réduisent pour finir à du gris et du rouge qui symbolisent la mort.

Sur le plan formel, tous les éléments techniques utilisés par Tardi, les plans, les angles de vue, la forme des vignettes, les couleurs, sont faits pour souligner l'angoisse, la peur, l'omniprésence de la mort, l'enfer que vit le soldat au front. Toutes ces techniques de représentations s'articulent avec le texte et le message que cherche à faire passer Tardi, à travers les mots de son soldat perdu sur le front et impuissant face à tant de violences.

CONCLUSION

Comment et pourquoi ont-ils tenu ? Qu'est-ce qui a pu faire que ces millions d'hommes, des Français, Britanniques, Italiens, Allemands, Autrichiens, Ottomans, aient pu supporter quatre années d'une guerre inédite dans son déroulement, dans son intensité, dans sa violence, dans ses enjeux ? Comment des hommes qui ont eu le poids de toute une nation sur les épaules ont pu continuer à faire cette guerre, séparés de leurs proches et de leur famille qu'ils savaient ne peut-être jamais revoir ? Par consentement ? Peut-être. Par contrainte ? C'est possible. Par un mélange de consentement et de contrainte ? Certainement. Mais ce qui est encore plus certain c'est que chaque soldat, chaque poilu a vécu sa propre expérience, a construit sa propre existence sur le front. Certains ont fait la guerre par consentement, d'autres par contrainte tandis que pour la plupart des cas, les sentiments ont pu fluctuer dans la durée de la guerre, au gré des combats et des différentes expériences vécues, mais ils ont majoritairement tous tenu. Il semble difficile de pourvoir généraliser, modéliser les comportements des soldats.

Consentement ou contrainte c'est aussi l'objet de la controverse historiographique étudiée dans ce mémoire. Celle-ci aura occupé et monopolisé le paysage historiographique français de la Première Guerre mondiale pendant plus d'une dizaine d'années. Deux institutions s'opposent : l'Historial de la Grande Guerre de Péronne et le Centre de recherche international et de débat sur la guerre de 1914-1918. Deux « écoles », bien que ce terme soit contesté et contestable, naissent : celle du « consentement » et celle de la « contrainte ». Est-il cependant légitime de parler d'« écoles » ? Ce terme est une commodité qui a permis de rassembler dans deux entités distinctes, deux façons de penser différentes. Les différents historiens de cette controverse ont toujours rejeté cette appellation, même si affubler de ce terme l'adversaire tout en réfutant cette caractérisation pour soi-même, a été un moyen de décrédibilisation. Ensuite cette querelle n'a pas fait école, aujourd'hui, quasiment aucun « jeune » historien ne semble enclin à défendre ces thèses et à relancer le débat. De plus, il s'agit principalement d'une opposition à la thèse du consentement, au concept de « culture de guerre » et à l'ouvrage *14-18, retrouver la guerre* d'Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau, de la part des historiens du CRID. La controverse est avant tout portée par ces historiens, à l'image de Rémy Cazals et de Frédéric Rousseau. Les historiens de Péronne, notamment Stéphane Audoin-Rouzeau, ont peu écrit et finalement peu réagit aux attaques du CRID et donc peu alimenté la querelle. Le CRID, même à la fin de la première décennie des années 2000, continue d'attaquer des ouvrages qui datent de la fin des années 1990-début 2000. Ces historiens sont quant à eux féconds et maintiennent les débats, qui peuvent par moments, sembler être leur raison d'existence.

Finalement, même s'il est commode, le terme d'« école » n'est pas le plus pertinent, car il est trop réducteur de parler d'une « école » de la contrainte tant celles-ci sont variées et encore moins d'une du consentement car les dissensions étaient présentes à Péronne et les thèses étaient essentiellement celles de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker.

Mais alors, comment cette controverse a-t-elle permis de développer et de renouveler l'historiographie française de la Première Guerre mondiale ? De bien des manières. Elle s'est épanouit dans l'histoire culturelle mais a aussi permis de la développer. C'est ainsi que l'intérêt s'est porté sur le combattant, sur son quotidien, sur son expérience vécue dans les tranchées et pendant les combats, une histoire plus intimiste pour comprendre pourquoi et comment ces simples hommes avaient pu tenir. Les thèses développées par Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker renouvellent considérablement l'historiographie française de la Grande Guerre, avec une grille de lecture culturelle, symbolisée par le concept de « culture de guerre ». Celles-ci avancent aussi un consentement de la population et des soldats pour faire cette guerre inscrite dans une culture commune et dans un contexte de « brutalisation » des sociétés. Ces thèses nouvelles rencontrent un franc succès dans la sphère institutionnelle mais se heurtent à des historiens comme Rémy Cazals et Frédéric Rousseau qui rejettent cette lecture en opposant des soldats majoritairement contraint d'aller à la guerre. Le consentement pourrait alors être contraint ou la contrainte serait consentie. Bref, la société serait victime de bourrage de crâne et de propagande, tandis que les soldats seraient soumis à la répression de la justice militaire. En face on réplique qu'un consentement même passif, reste du consentement. Cette controverse a permis à ces différents historiens de développer activement leurs thèses, d'être les plus précis possible. C'est un point positif pour l'historiographie, notamment sur la question de la source et des témoignages. Même s'ils font l'objet de débats enflammés, de nombreux témoignages ont été exhumés et publiés, remettant alors au goût du jour ces paroles de poilus, principalement sur le sujet des mutineries.

Il n'est pas possible de ne pas rapprocher cette controverse de la célèbre polémique sur la Révolution Française entre François Furet et Albert Soboul de la fin des années 1970 jusqu'à la fin des années 1980. Nombreux sont les points communs. La durée en est un premier. La médiatisation en est un second. En effet, ces deux controverses sont médiatisées, les différents historiens se répondent par médias interposés et les attaquent deviennent parfois plus virulentes et personnelles. La controverse semble parfois s'éloigner de désaccords scientifiques pour prendre l'allure d'une bataille d'égo et de réputation. Différents champs de la société sont ainsi touchés : l'école et l'université, la culture populaire, la mémoire. Mais ce qui rapproche le plus ces deux controverses est sans nul doute leur politisation et le contexte de commémorations.

Celles-ci participent à creuser un clivage entre la gauche et la droite dans le paysage politique français. Deux lectures diffèrent et créent des polémiques. Cependant le risque de l'instrumentalisation et de l'ingérence de la politique dans les recherches est plus important, surtout dans les contextes de commémorations : en 1989 pour le bicentenaire de la Révolution ou en 1998 avec le discours de Lionel Jospin et 2008 avec Nicolas Sarkozy. L'historien doit alors se positionner clairement dans le travail de commémoration et de mémoire mais ce n'est pas toujours le cas. Presque heureusement la controverse était dépassée pour le Centenaire de la Grande Guerre.

Comment intégrer cette controverse dans l'enseignement au lycée ? De bien des manières également. Il est regrettable que je n'ai pas pu mettre à profit ces recherches avec des classes mais elle offre de nombreuses possibilités. Les thématiques qui constituent celle-ci sont riches. Elles permettent aux élèves d'aborder plusieurs objets définis par le programme. Un contact avec les sources, les témoignages, est intéressant mais c'est surtout la compréhension d'un des aspects du travail de l'historien et le changement de regard de l'élève qui est pertinent ici. Une connaissance globale de la Première Guerre mondiale, mais aussi du déroulement des combats, des épisodes de mutineries ainsi que l'exemple d'une controverse entre historiens révèle un travail global. Le lycée permet aussi de s'intéresser aux arts par le biais d'enseignement optionnels et la controverse peut être intégrée dans une analyse de film, de peinture ou de bande dessinée, tant sur la forme que sur le fond. Les possibilités sont donc riches et amènent l'élève à s'interroger, cette question du consentement ou de la contrainte, révélera sans doute en eux, la curiosité de savoir pourquoi et comment les soldats ont tenu.

Finalement, aujourd'hui, la controverse semble bel et bien enterrée malgré quelques réminiscences de Rémy Cazals ou Frédéric Rousseau. Elle aura fait avancer l'historiographie mais l'aura aussi freiné. Certains historiens auront dénoncé la place que celle-ci prenait dans la recherche, son monopole à l'université et la paralysie qu'elle occasionnait en empêchant d'autres thématiques de se développer. Quoiqu'il en soit, la Grande Guerre est toujours présente dans la mémoire collective, en témoignent les quatre dernières années.

Achevons ce mémoire avec Stéphane Audoin-Rouzeau qui tenait des propos quelque peu pessimistes à la veille du XXIe siècle, mais encore valables aujourd'hui, tant la Grande Guerre peut déchainer les passions : « Tout se passe en effet comme si nous voulions, plus que jamais auparavant, comprendre la Grande Guerre. Mais sans avoir désormais, peut-être, les moyens d'y parvenir jamais. »[191].

[191] AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « La Grande Guerre… op, cit., p. 130.

BIBLIOGRAPHIE

PARTIE THÉORIQUE

Ouvrages et articles

ACCOULON Damien, « Frédéric Rousseau, *14-18, Penser le patriotisme* », *Lectures, Les comptes rendus, 2018*, 29 novembre 2018, [en ligne] : http://journals.openedition.org/lectures/29088

AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « La Grande Guerre, le deuil interminable », dans *Le Débat*, n°104, mars-avril 1999, p. 117-130.

AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « Controverse ou polémique ? », dans *La Vie des idées*, 5 février 2009, [en ligne] : https://laviedesidees.fr/Controverse-ou-polemique.html.

AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette, « Violence et consentement : la “culture de guerre” du premier conflit mondial », dans RIOUX Jean-Pierre, SIRINELLI Jean-François, *Pour une histoire culturelle*, Paris, 1997, p. 251-271.

AUDOUIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette, *La Grande Guerre 1914-1918*, Paris, Gallimard, coll. Découvertes Gallimard Histoire, 1998.

AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette, *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.

BEAUPRÉ Nicolas, JONES Heather, RASMUSSEN Anne, *Dans la guerre 1914-1918 : accepter, endurer, refuser*, Paris. Les Belles Lettres, 2015.

BECKER Jean Jacques, « L’évolution de l’historiographie de la Première Guerre mondiale », dans *Revue historique des armées*, vol. 242 : 1916, les grandes batailles et la fin de la guerre européenne, 2004, p. 4-15.

BECKER Jean Jacques, *Rapport de la « commission Becker ». 90ème anniversaire de la fin de la guerre*, 19 décembre 2007.

BIRNBAUM Jean, « 1914-1918, guerre de tranchées entre historiens », dans *Le Monde*, 10 mars 2006 [en ligne] : https://www.lemonde.fr/societe/article/2006/03/10/1914-1918-guerre-de-tranchees-entre-historiens_749539_3224.html

BIRNBAUM Jean, « Au cœur de la mêlée, l'enjeu des témoignages », dans *Le Monde*, 11 mars 2006 [en ligne] : https://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2006/03/10/au-c-ur-de-la-melee-l-enjeu-des-temoignages_749540_3208.html

BRANLAND Marine, « La guerre lancinante dans l'œuvre de Jacques Tardi », dans *Sociétés & Représentations*, n°29, 2010, p. 65-78.

BUTON François, LOEZ André, MARIOT Nicolas, OLIVERA Philippe, « 1914-1918 : retrouver la controverse », dans *La Vie des idées*, 10 décembre 2008 [en ligne] : https://laviedesidees.fr/1914-1918-retrouver-la-controverse.html.

BUTON François, LOEZ André, MARIOT Nicolas, OLIVERA Philippe, « L'ordinaire de la guerre », dans *Agone*, n°53, 2014, p. 7-10.

CABANES Bruno, « Les soldats de Verdun étaient-ils consentants ? », dans *L'Histoire*, n°447, mai 2018, p. 62-63.

CAZALS Rémy, « 1914-1918 : oser penser, oser écrire », dans *Genèses* n°46, mars 2002, p. 26-43.

CAZALS Rémy, « 1914-1918 : chercher encore », dans *Controverses Le Mouvement social*, n° 199, avril-juin 2002, p. 107-113.

CAZALS Rémy, ROUSSEAU Frédéric, *14-18, le cri d'une génération*, Toulouse, Privat, 2001.

CAZALS Rémy, BARRERA Caroline (dir.), *Enseigner la Grande Guerre*, Paris, Le point sur, 2018.

CORBIN Alain, « L'historien et la commémoration », dans *La Gazette des archives*, n°236, 2014, p. 15-16.

DUCOULOMBIER Romain, « Une nouvelle histoire des mutineries de 1917 », dans *La Vie des idées*, 21 avril 2010 [en ligne] : https://laviedesidees.fr/Une-nouvelle-histoire-des.html.

FALAIZE Benoit, ABSALON Olivier, *La Grande Guerre dans les manuels scolaires, Entretien avec Nicolas Offenstadt*, 2007 [en ligne] : http://ecehg.ens-lyon.fr/ECEHG/enjeux-de-memoire/histoire-et-memoire/reflexion-generale/offenstadt.pdf

FERRO Marc, KRIEGEL Annie, BESANCON Alain. « L'expérience de la "Grande Guerre " », dans *Annales. Economies, sociétés, civilisations*. 20e année, n°2, 1965, p. 327-336.

GIBELLI Antonio, « Le refus, la distance, le consentement », dans *« Controverses » Le Mouvement social*, n° 199, avril-juin 2002, p. 113-119.

JULIEN Élise, « À propos de l'historiographie française de la première guerre mondiale », dans *Labyrinthe*, 18, 2004.

LE NAOUR Jean-Yves, « Le champ de bataille des historiens », dans *La Vie des idées*, 10 novembre 2008 [en ligne] : https://laviedesidees.fr/Le-champ-de-bataille-des.html.

LE MAREC Yannick, VEZIER Anne, « Comment les soldats de la Grande Guerre ont-ils tenu ? Un débat d'histoire dans la classe », dans *Le Cartable de Clio*, n°6, 2006.

MARIOT Nicolas, « Faut-il être motivé pour tuer ? Sur quelques explications aux violences de guerre », *Genèse*, n°53, décembre 2003, p. 154-177.

MARIOT Nicolas, « Obéir en 1914-1918 », dans *La Vie des idées*, 3 mai 2012 [en ligne] : https://laviedesidees.fr/Obeir-en-1914-1918.html.

MOSSE Georges, *De la Grande Guerre au totalitarisme : la brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette littératures, 1999, 291 p.

OFFENSTADT Nicolas, *Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective (1914-1999)*, Ed. Odile Jacob, 1999.

OFFENSTADT Nicolas, OLIVERA Philippe, PICARD Emmanuelle, ROUSSEAU Frédéric, « À propos d'une notion récente : la culture de guerre », dans *Frédéric Rousseau (dir.), Guerres, paix et sociétés, 1911-1946*, Neuilly, Atlande, coll. « Clefs concours / Histoire contemporaine », 2004, p. 667-674.

PROCHASSON Christophe, « Debout les morts ! Le réveil de la Grande Guerre », dans *1914-1918 : Retours d'expériences*, Paris, Editions Tallandier, 2008, p. 29-51.

PROCHASSON Christophe, « La guerre en ses cultures », dans *1914-1918 : Retours d'expériences*, Paris, Editions Tallandier, 2008, p. 51-69.

PROCHASSON Christophe, « Qui ne dit mot consent ? Une approche critique du "consentement patriotique" », dans *1914-1918 : Retours d'expériences*, Paris, Editions Tallandier, 2008, p. 123-159.

PROST Antoine, « La guerre de 14-18 n'est pas perdue », dans « *Controverse* » *Le Mouvement Social*, avril-juin 2002, p. 95-102.

PROST Antoine, « Compte rendu de Frédéric Rousseau Le Procès des témoins de la Grande Guerre. L'affaire Norton Cru, 2003 », dans Le *Mouvement Social*, 2003, p. 100-101.

PROST Antoine, « Les limites de la brutalisation : tuer sur le front occidental, 1914-1918 », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n°81, janvier-mars 2004, p. 5-20.

PROST Antoine, « COCHET François, *Survivre au front 1914-1918. Les Poilus entre contrainte et consentement*, s. l., 14-18 Éditions, 2005 », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°89, 2006, p. 135-169.

PROST Antoine, WINTER Jay, *Penser la Grande Guerre : Un essai d'historiographie*, Paris, Points, 2004, 304 p.

PROST Antoine, AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BACH André, LOEZ André, OFFENSTADT Nicolas, SAINT-FUSCIEN Emmanuel, *Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918 ? Un point de vue historien*, 1er octobre 2013.

PURSEIGLE Pierre, « A very French debate: the 1914–1918 'war culture' », dans *Journal of War and Culture Studies*, Volume 1, n°1, 2008.

PURSEIGLE Pierre, « De retour des tranchées », dans *La Vie des idées*, 5 février 2009 [en ligne] : https://laviedesidees.fr/De-retour-des-tranchees.html.

ROUSSEAU Frédéric, « 14-18, continuons le débat ! », nouvelle préface à *La guerre censurée une histoire des combattants européens de 14-18*, Paris, Seuil, coll. « Points », 2003.

ROUSSEAU Frédéric, « 14-18 : discussion de la thèse du consentement patriotique », dans M. DELEPLACE (dir.), *De la Patrie en danger aux nouvelles menaces, 1792-2003. La Défense nationale en question (s)*, Reims, 2005, p. 75-91.

ROUSSEAU Frédéric, « Consentement ». Requiem pour un mythe « savant », dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps,* n° 91, 2008, p. 20-22.

Dictionnaires et encyclopédies

AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Jean-Jacques (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Bayard, 2004.

BECKER Jean-Jacques, *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Bruxelles, André Versaille éditeur, 2008.

COCHET François, PORTE Rémy (dir.), *Dictionnaire de la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Robert Laffont, 2008.

LE NAOUR Jean-Yves, *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Paris, Larousse, 2004.

PARTIE PRATIQUE

Ouvrages et articles

CAZALS Rémy, BARRERA Caroline (dir.), *Enseigner la Grande Guerre*, Paris, Le point sur, 2018.

FALAIZE Benoit, ABSALON Olivier, *La Grande Guerre dans les manuels scolaires*, Entretien avec Nicolas Offenstadt [en ligne] : http://ecehg.ens-lyon.fr/ECEHG/enjeux-de-memoire/histoire-et-memoire/reflexion-generale/offenstadt.pdf

LE MAREC Yannick, VEZIER Anne, « Comment les soldats de la Grande Guerre ont-ils tenu ? Un débat d'histoire dans la classe », dans *Le Cartable de Clio*, n°6, 2006.

Manuels scolaires

BESSET Frédéric, *Histoire 1re ES/S/L*, Paris, Hachette éducation, 2015.

LE QUINTREC Guillaume, *Histoire 1re L. ES. S*, Paris, Nathan, 2016.

PLOYÉ Alexandre (dir.), *Histoire-Géographie 1re ES-L*, Paris, Magnard, 2015.

SITOGRAPHIE

PARTIE THÉORIQUE

Les sciences sociales face à la violence de guerre : Entretien avec Stéphane Audoin-Rouzeau, 20 février 2008 [en ligne] : https://laviedesidees.fr/Les-sciences-sociales-face-a-la-violence-de-guerre.html

La Fabrique de l'Histoire, la querelle du consentement, partir à la guerre : contrainte ou enthousiasme ? avec Stéphane Audoin-Rouzeau et Nicolas Offenstadt, 17 janvier 2013 [en ligne] : https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-lhistoire/guerre-et-societe-44

Site de l'Historial de Péronne [en ligne] : https://www.historial.fr/

Site du CRID 14-18 [en ligne] : http://www.crid1418.org/agenda/

Site de la mission centenaire de la Première Guerre mondiale [en ligne] : http://centenaire.org/fr

Site de l'association nationale 1914-1918 [en ligne] : http://www.association14-18.org/

Site de l'International Society for First War Studies [en ligne] : http://www.firstworldwarstudies.org/

PARTIE PRATIQUE

Site de la mission centenaire 14-18 sur l'enseignement de la Première Guerre mondiale [en ligne] : http://centenaire.org/fr/enseignement/la-place-de-la-premiere-guerre-mondiale-dans-les-programmes-scolaires

Bulletin Officiel du Ministère de l'Éducation nationale, cycle 4 [en ligne] : http://www.education.gouv.fr/pid285/bulletin_officiel.html?cid_bo=94717

Bulletin Officiel du Ministère de l'Éducation nationale, classe de Première des séries générales [en ligne] : http://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin_officiel.html?cid_bo=66279

Bulletin Officiel du Ministère de l'Éducation nationale, classe de Première STMG [en ligne] : http://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin_officiel.html?cid_bo=59167

Bulletin Officiel du Ministère de l'Éducation nationale, classe de Première ST2S [en ligne] : https://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin_officiel.html?cid_bo=59166

Bulletin Officiel du Ministère de l'Éducation nationale, classe de Première STI2D, STL et STD2A [en ligne] : https://www.education.gouv.fr/cid55414/mene1104163a.html

Site Éduscol programme de Troisième [en ligne] : http://cache.media.eduscol.education.fr/file/Histoire/80/2/C4_HIS_3_Th1_L_Europe,_theatre_majeur_guerres_totales-DM_593802.pdf

Site Éduscol programme de Première L/ES [en ligne] : http://eduscol.education.fr/cid56538/ressources-pour-classe-premiere.html#lien0

Site Éduscol programme de Première S [en ligne] : http://eduscol.education.fr/cid46522/programmes-du-cycle-terminal-de-la-voie generale.html#lien4

Site Éduscol programme de Première STI2D, STL et STD2A [en ligne] : http://cache.media.eduscol.education.fr/file/lycee/01/0/04_HGEC_STI_2D_TL_Vivre_et_mourir_264010.pdf

Site Éduscol programme de Première STMG [en ligne] : http://cache.media.eduscol.education.fr/file/lycee/15/3/02_STMG_1_Hist_Theme2_VF1_299153.pdf

Site Éduscol programme de Première ST2S [en ligne] : http://cache.media.eduscol.education.fr/file/lycee/04/2/02_ST2S_1_Hist_Theme2_VF1_299042.pdf

FILMOGRAPHIE

BOISSEL Yves, *Le Pantalon*, 1997.

CARION Christian, *Joyeux Noël*, 2005.

CLARKE Isabelle, COSTELLE Daniel, *Apocalypse : La 1ère Guerre mondiale*, 2014.

DUPONTEL Albert, *Au revoir là-haut*, 2017.

KUBRICK Stanley, *Les sentiers de la gloire*, 1957.

TAVERNIER Bertrand, *Capitaine Conan*, 1996.